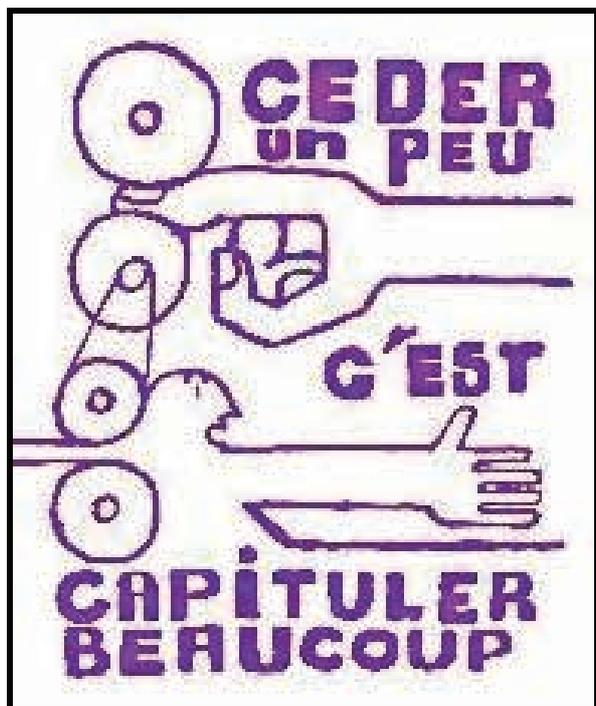


Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

N° 6, avril-mai 2010 — 1,5 € (soutien : 2 €)



Contre-réforme des retraites **Tous ensemble, engageons** **l'affrontement central avec** **le patronat et le gouvernement**

Grèce

Situation explosive

NPA

*Contre les dérives
droitières
et la confusion :*

**Pour une tendance
révolutionnaire !**

Prostitution

*Quelle analyse
et quel programme
communistes
révolutionnaires ?*

Crise du capitalisme, résistances immédiates, nécessité du parti révolutionnaire

Europe : la crise tend les relations entre les classes

La situation générale est marquée par la poursuite des effets de la crise économique, tout particulièrement marqués en Europe. C'est vrai d'abord en Grèce, où l'explosion des déficits publics fait planer le risque d'un défaut de paiement ; cela conduit le gouvernement socialiste à accepter une tutelle de l'Union européenne et à mener dans ce cadre, au service des banquiers et des spéculateurs des attaques terribles contre les travailleurs. Pour les bourgeoisies européennes, se joue ainsi en Grèce la « répétition générale » de ce qui pourrait devenir une stratégie générale pour tous les pays, consistant en une offensive frontale et particulièrement brutale pour faire encore plus payer la crise aux travailleurs. Mais la résistance de ceux-ci a été immédiate et massive et, si elle se heurte comme partout à la politique de collaboration des bureaucraties syndicales avec le gouvernement, elle porte des promesses de radicalisation qui inquiètent au plus haut point les sommets de tous les pays de l'UE.

En Italie, la situation économique commence aussi à inquiéter sérieusement la bourgeoisie et les élections régionales confirment une situation particulièrement difficile, marquée par la victoire de Berlusconi et des droites sur fond de crise profonde du mouvement ouvrier qui avait lié son sort au précédent gouvernement, celui de Prodi (centre-gauche). Cela conduit à un record d'abstentions qui exprime à la fois la colère et le désarroi des travailleurs, certains n'hésitant pas cependant à faire grève et à porter ainsi l'espoir d'un retour de la classe ouvrière sur le devant de la scène.

En Grande-Bretagne, une série de luttes, notamment la grande grève de British Airways, pourrait signifier qu'un tel retour de la classe ouvrière a déjà commencé quelques semaines avant les élections législatives, où la victoire annoncée des conservateurs pourrait conduire à une forte tension des relations sociales.



Sarkozy offre un verre à Thibault lors d'une « négociation » à l'Élysée

France : comment vaincre Sarkozy ?

En France, c'est un regain évident de luttes ouvrières, malgré ses limites, qui s'est invité dans la période pré-électorale¹ et qui semble se poursuivre depuis, avec des défaites et surtout des trahisons comme pour les Total, les Philips de Dreux ou les enseignants d'Île-de-France, mais aussi quelques victoires dans la résistance (par exemple pour les Goodyear Amiens Nord).

La défaite de Sarkozy et de l'UMP aux élections régionales, sans impliquer le moindre plébiscite pour le PS de la part des travailleurs, qui se sont massivement abstenus, prouve en tout cas l'illégitimité de ce gouvernement². La question d'inclure le combat pour le chasser, pour se débarrasser de Sarkozy, est

¹ Cf. notre contribution sur les luttes ouvrières (25/02), <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=124>

² Cf. notre contribution sur les élections (17/03), <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=143>

maintenant posée comme une perspective pour les luttes, si elles arrivent à se centraliser et à se politiser.

Or, poussé par une situation économique difficile pour la bourgeoisie française (qui se trouve affaiblie notamment par rapport à l'Allemagne, son alliée mais non moins rivale), notamment par un déficit budgétaire qui devient inquiétant pour les actionnaires et les investisseurs, le gouvernement Sarkozy ne peut pas tergiverser : il est bien décidé à mener jusqu'au bout son plan de contre-réformes pour rétablir la compétitivité des entreprises françaises aux dépens des acquis des travailleurs. C'est ce que montre tout particulièrement le projet de contre-réforme des retraites, dossier majeur de la prochaine période, qui nécessite de la part des travailleurs et de leurs organisations la préparation déterminée, dès maintenant, d'un affrontement central avec le pouvoir. Cela suppose de combattre pour l'auto-organisation des travailleurs, pour imposer la rupture des « concertations » des directions syndicales avec le gouvernement et pour poser politiquement l'objectif de la grève générale comme seul moyen de vaincre Sarkozy.

Réflexions internationalistes et théoriques

Pour nourrir les luttes immédiatement, les faire avancer vers des victoires et préparer leur avenir révolutionnaire, les travailleurs et les jeunes ont besoin non seulement d'un programme immédiat et de méthodes efficaces pour les luttes, mais aussi d'une orientation fondamentalement internationaliste, de discussions théorico-politiques et d'un parti révolutionnaire.

Pour nourrir la réflexion internationaliste, nous publions dans le présent bulletin, outre les articles déjà mentionnés sur la Grèce, l'Italie et la Grande-Bretagne, une contribution sur la situation en Irak, marquée par la défaite de la stratégie états-unienne dont Obama cherche à se sortir en préparant le retrait progressif de ses troupes à partir d'août et en tentant — en vain pour le moment — d'accélérer la légitimation du gouvernement irakien à sa botte ; c'est le sens des élections qui ont eu lieu mi-mars sur fond d'exacerbation des tensions entre les fractions de la bourgeoisie et des religieux irakiens, prises entre la poursuite de leurs intérêts propres, la pression de l'impérialisme et la résistance nationale des masses. Nous publions également une contribution sur le Chili où, après le terrible tremblement de terre du 27 février, le gouvernement tente de profiter de la situation pour s'attaquer aux libertés démocratiques et renforcer le contrôle patronal, tandis que des phénomènes de solidarité et de résistance ouvrières et populaires annoncent peut-être une tension des relations sociales quelques mois après la victoire de la droite aux élections.

En ce qui concerne le débat théorico-politique, nous avons choisi de nous pencher cette fois sur la question de la prostitution, qui fait l'objet d'un débat contradictoire au NPA. Nous avons abouti à une position commune qui articule le refus anticapitaliste de la

prostitution comme phénomène social combinant l'exploitation marchande et l'oppression machiste des femmes, avec le combat immédiat pour les droits des prostituées en tant que travailleuses du sexe. Nous publions également deux tribunes contradictoires sur l'hypothèse d'un « travail du sexe » socialement reconnu dans la société communiste à venir...



Un ouvrier de la raffinerie des Flandres lors du rassemblement devant le siège de Total à La Défense le 08/03/10 (Photothèque Rouge/Milo)

Pour un NPA clairement révolutionnaire

Quant aux délimitations stratégiques du parti révolutionnaire que nous voulons, le débat est relancé au sein du NPA après son échec électoral. Celui-ci s'explique notamment par les choix gravement erronés de la direction, dont la politique mêle confusion programmatique et décisions opportunistes,

conduisant aujourd'hui à la fois à une impasse politique et à une dérive réformiste. C'est pourquoi la Tendence CLAIRE amplifie ses efforts pour convaincre que notre parti doit maintenant faire le choix d'une orientation clairement révolutionnaire et d'initiatives concrètes immédiates pour aider les travailleurs en lutte à converger et à s'auto-organiser ; cela rend plus que jamais nécessaire la construction d'une grande tendance révolutionnaire capable de peser fortement dans le parti.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'inventer la poudre, mais de concevoir la construction d'un parti révolutionnaire, adapté bien évidemment à la période actuelle, en s'inspirant des principes fondateurs du mouvement ouvrier révolutionnaire, tels qu'ils furent formulés notamment par Marx dans l'Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) en 1864. Nous reproduisons plus loin ce vieux texte parce qu'il a le mérite de montrer que la diversité des sensibilités au sein d'une organisation ouvrière n'empêche pas, après un débat franc et sans concessions, de trancher à la majorité dans le sens de la révolution, qui se concentre stratégiquement dans le combat pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et qui peut ainsi s'assumer comme définitivement clair...

□ **Ludovic Wolfgang**

❖ **LUTTE DES CLASSES EN FRANCE**

Contre-réforme des retraites

Tout se joue maintenant : tous ensemble, engageons l'affrontement central avec le patronat et le gouvernement !

Des campagnes mensongères, calomniatrices et abusivement techniques sont menées par la propagande du gouvernement (médias, experts...) à partir de calculs faux ou orientés pour pervertir les esprits et une nouvelle

fois mettre en cause nos retraites et pensions. À cela s'ajoute l'orientation des directions syndicales engluées dans les négociations avec Sarkozy, qui refusent toujours l'affrontement en renouant avec les principes

gagnants du syndicalisme de classe et de masse dont l'arme majeure est la grève générale. C'est dans ce contexte difficile que doit se mener la bataille pour la défense des retraites. Les 800 000 travailleurs qui ont manifesté le 23 mars et

toutes celles et ceux qui ont fait grève ont montré leur disponibilité pour mener ce combat. Pour qu'ils soient encore plus nombreux et qu'ils aillent jusqu'au bout de cette lutte, il est nécessaire de leur proposer une orientation politique anticapitaliste conséquente.

Une attaque coordonnée au niveau européen : de « gauche » ou de « droite », les gouvernement au service de la bourgeoisie

C'est une véritable stratégie des forces du capital qui est coordonnée à l'échelle européenne (et même mondiale) pour faire payer la crise aux travailleurs. Nos retraites et pensions sont dans le collimateur. Le sommet de Barcelone en mars 2002, sous les auspices de Chirac et de Jospin, en avait signé la remise en cause en actant qu'« *il faudrait chercher d'ici à 2010 à augmenter progressivement d'environ cinq ans l'âge moyen effectif auquel cesse, dans l'Union européenne, l'activité professionnelle* ».

Sarkozy, en zélé serviteur du capitalisme, ne veut pas être en reste. Après avoir annoncé que tout serait réglé à la fin juillet, il a décidé que la loi sur les retraites serait prête « début septembre ». Pourquoi un tel report ? Sans nul doute la déroute prévisible des régionales a joué pour tempérer ses ardeurs belliqueuses de pourfendeur de nos acquis sociaux. Mais surtout, Sarkozy doit s'assurer du soutien

d'un maximum de bureaucrates syndicaux, dont il ne peut être certain avant d'avoir mené un cycle de « concertations » avec eux.

Les principaux atouts de Sarkozy sont ceux qui sont censés s'opposer à lui : gauche bourgeoise, réformistes et bureaucrates. Il sait qu'il peut déjà compter sur le soutien sans faille du PS, qui approuve pour l'essentiel ses principales contre-réformes et qui ne veut même pas s'opposer à lui sur une question aussi cruciale que la remise en cause des retraites. Mais il doit plus encore poursuivre ses concertations avec les directions syndicales afin de canaliser au maximum tous risques de rébellion.

Prier sur la crise du mouvement ouvrier, sur l'absence de perspective politique globale du côté du prolétariat, sur le refus des organisations syndicales de s'engager dans la construction d'un mouvement d'ensemble, c'est-à-dire dans la grève interprofessionnelle, est un risque qu'il croit pouvoir assumer. D'une certaine façon, lui comme les autres chefs d'États bourgeois n'ont pas le choix : ils doivent liquider les acquis sociaux, augmenter le taux d'exploitation, pour contrecarrer les tendances à la baisse du taux de profit liées à la suraccumulation de capital. Afin de lui préparer le terrain, politiques, experts et médias essaient d'affoler en présentant des besoins de financement gigantesques car il est de bon ton de tomber dans le catastrophisme lorsqu'on évoque le

financement des retraites pour tenter de justifier les sacrifices.

Les directions syndicales ont proposé une journée d'action le 23 mars, qui a connu un certain succès avec 800 000 manifestants. Mais s'en tenir à cette journée d'action sans revendications pour faire reculer Sarkozy dans ses funestes projets témoigne d'une compromission objective que les travailleurs doivent refuser. Or, au lieu de donner une suite à la mobilisation, Thibault a supplié Sarkozy dès le 23 au soir, de façon pathétique, de convoquer d'urgence un nouveau sommet social... Et les directions syndicales se sont réunies quelques jours plus tard pour nous annoncer une nouvelle journée de mobilisation... le 1^{er} mai !

Pourtant il en est un pour lequel le droit à la retraite ne se discute pas : M. Henri Proglio. Ayant « *cotisé pendant trente-huit ans dans l'entreprise, il est normal de bénéficier d'une retraite* », a-t-il expliqué pour justifier le million d'euros annuel de retraite qu'il devrait recevoir à partir de cette année à soixante ans et demi. De son côté, Veolia, qui lui versera la coquette somme, précise que « *l'ensemble des retraites perçues par Henri Proglio est limité à 50 % de sa rémunération brute au cours des trois derniers exercices* » (*Les Échos*, 4 février 2010). Rappelons que, dans le privé, la loi commune que Sarkozy ambitionne d'appliquer à la fonction publique fixe les pensions sur la base des vingt-cinq meilleures années...

Les contre-réformes des retraites depuis 20 ans

Depuis 1990, après le tournant que constituait le *Livre blanc des retraites* de Rocard (1990), plusieurs réformes ou tentatives ont eu lieu pour s'attaquer aux retraites des travailleurs :

Réforme « Balladur » de 1993 :

- Les pensions du privé sont calculées sur les 25 meilleures années et non plus sur les 10 meilleures années ;
- Pour les salariés du privé, la durée de cotisations pour avoir une retraite à taux plein passe de 37,5 à 40 années de cotisations ;
- Les retraites sont indexées sur les prix au lieu des salaires (qui, normalement, augmentent plus vite que les prix si une partie des gains de productivité leur reviennent).

Tentative Juppé en 1995 de remettre en cause les régimes spéciaux, principalement celui de la SNCF. Après avoir semblé triompher, elle est rejetée par le mouvement social de l'automne, et notamment la puissante grève à la SNCF.

Loi Fillon sur les retraites (2003) :

- Allongement de la durée de cotisations à 40 ans pour les fonctionnaires en 2008, à 41 ans pour tous en 2012 ;
- Mise en place d'un système de retraite par capitalisation (Plan d'épargne retraite populaire) dans le prolongement de la loi Fabius de 2001 sur l'épargne salariale.

Loi Fillon sur les régimes spéciaux (2007) :

- Fillon parvient à faire ce que Juppé n'avait pas réussi : aligner les régimes spéciaux sur les régimes des fonctionnaires.

Pendant ce temps-là, on explique au commun des mortels que, pour notre bien et tous, pour sauver nos retraites, il va falloir travailler plus longtemps pour toucher moins. En Grèce, le gouvernement socialiste de Papandréou s'est engagé à reculer l'âge moyen de départ à la retraite de 61 ans à 63 ans et à réduire les pensions pour répondre aux diktats des gouvernements de l'Union européenne et des marchés financiers. L'Allemagne d'Angela Merkel parle de départ à 69 ans. L'Espagne du socialiste Zapatero a déjà décidé que ce serait à 67 ans au lieu de 65. Argument de poids avancé : « *tout le monde le fait* » en Europe. On assiste donc, partout dans le monde à la mise en place d'une thérapie de choc pour faire payer la crise aux travailleurs.

La fausse alternative

D'une manière générale, on nous présente l'alternative incontournable : soit augmenter la durée de cotisations pour toucher une retraite pleine ; soit diminuer le montant des pensions. En vérité, les gouvernements de droite comme de gauche font les deux ! Les travailleurs ont subi trois vagues de contre-réformes : Balladur en 1993, Fillon en 2003 et en 2007 (cf. l'encadré). Dans un premier temps, l'âge légal de départ n'a pas été modifié (60 ans), mais la durée de cotisations a été progressivement allongée : on atteindra 41 ans en 2012, au rythme d'un trimestre supplémentaire tous les ans. Au total, en quinze ans, le *taux de remplacement (niveau de la retraite par rapport à son salaire) a baissé de 10 points*, conséquence de la modification du salaire de référence et de l'indexation des retraites sur les prix (et plus sur les salaires). Après la flambée du nombre de travailleurs pauvres va s'ajouter celle des retraités pauvres (déjà 11 % des plus de 65 ans). Les mesures prises par Sarkozy pour sauver les banques et les grosses entreprises industrielles qui se chiffrent en milliards d'euros vont encore accentuer et développer les phénomènes de pauvreté, voire de misère.

Dans le même temps, les sociétés du CAC 40 se vautrent dans l'opulence. Les exonérations de cotisations sociales pour les entreprises représentent 30,7 milliards d'euros, le nombre de fonds spéculatifs a progressé de 19% alors que la moyenne des pensions se situe à 1 212€ (source DRESS), soit 1 598€ pour les hommes et 990€ pour les femmes. Mais, sur les 14 millions de retraités, 4 millions perçoivent le minimum contributif (579,85€ plus la retraite complémentaire autour de 100€) et plus de 5 millions entre 800 et 1 000€. La situation des femmes est encore plus difficile puisque 64% perçoivent moins de 900€ par mois et une sur trois moins de 700€. 12% de ces retraités pauvres ont recours à l'aide alimentaire. Malgré ce régime drastique, les caisses sont toujours en déficit : 10 milliards d'euros attendus en 2010.



Manifestation parisienne du 23/03/10. Blog de Chris Illusion, <http://www.chrisillusion.org>

En vérité, l'alternative entre augmentation de la durée de cotisations et diminution des pensions n'en est pas une : c'est un carcan dans lequel la bourgeoisie veut enfermer les travailleurs. Pour les capitalistes, il n'est en effet pas envisageable d'adapter le niveau des cotisations sociales (payées par les patrons) aux besoins. Pire, depuis une vingtaine d'années, les exonérations de cotisations sociales qui assèchent les finances de la Sécurité sociale se sont multipliées. Le rythme de progression des exonérations est impressionnant : +13,1% en 2008 (après +13,5% en 2007, + 13,6% en 2006). La bourgeoisie creuse consciemment le trou de la Sécurité sociale, au nom de la défense de la compétitivité des entreprises françaises, afin de mieux justifier les attaques brutales contre les retraites des travailleurs. Contrairement à ce que nous expliquent les réformistes, la défense de la compétitivité des

entreprises est inhérente à la logique capitaliste et n'est pas un « choix » de politique économique parmi d'autres : c'est pourquoi nous devons expliquer que la défense des retraites des travailleurs implique la destruction du capitalisme et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs auto-organisés pour y substituer un autre mode de production.

Travailler plus puisque l'on vit plus longtemps ?

L'allongement de l'espérance de vie se conjugue avec une diminution du temps de travail et ce depuis un siècle et demi et pas seulement en France : « *Le Royaume-Uni, le Japon, les États-Unis et la Suède sont caractérisés par une diminution du taux d'emploi des 55-59 ans de l'ordre de 10 % par rapport à la classe d'âge précédente* », note l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Tout condamne une telle inversion de cette tendance. Pendant toutes ces années, l'économie s'est développée. Pourquoi devrions-nous travailler plus longtemps au prétexte que nous vivons plus longtemps ? C'est une bien singulière conception des progrès de la civilisation. Surtout que ceux qui le préconisent (politiques, experts, bureaucrates syndicaux ou journalistes) ne sont pas ceux qui subissent les conditions de travail les plus harassantes. Un ouvrier, lui, a une espérance de vie (à soixante ans) plus courte de sept ans que celle des cadres.

Alors, n'écoutez que leur audace, les faiseurs d'idées ou des politiciens comme la socialiste Martine Aubry, proposent d'avancer (un peu) l'âge de la retraite pour une partie de ceux qui ont un emploi reconnu « pénible », à condition de retarder celui de tous les autres. La droite et les « sociaux-démocrates » préconisent notamment la remise en cause des régimes spéciaux, tout comme la CGT qui « *est décidée de porter la revendication d'une maison commune des régimes de retraite* ». Ainsi Eric Aubin, chargé du dossier des retraites à la CGT

dans le numéro de février d'*Ensemble* fait-il fi des travailleurs de *France Telecom*, par exemple, dont le travail n'entre pas dans la catégorie « pénible » (on ne va pas ergoter pour vingt-sept suicides en deux ans, cinq depuis le début de l'année !); ils perdraient leur régime spécial et entreraient dans la « maison commune » chère à la CGT. Cette fausse bonne « idée » est aussi vieille que la régression sociale; y souscrire, c'est prendre à ceux qui ont un peu pour donner à ceux qui ont encore moins.

Retarder l'âge de départ ?

Encore faudrait-il avoir du travail. Actuellement, l'âge moyen de fin d'activité se situe à 58 ans et moins d'une personne sur deux occupe un emploi au moment de faire valoir ses droits à la retraite. Les autres sont au chômage ou touchent des aides sociales. Dans la plupart des cas, elles ont été chassées de leur entreprise au nom d'un « plan de modernisation » ou autre plan dit « social ». Le taux d'emploi des 55-59 ans n'est que de 56,3 %. Pas un jour sans que l'on annonce des licenciements et des suppressions de postes, les cinquantenaires étant massivement touchés et pratiquement sans espoir de retrouver un emploi. Comment peut-on affirmer qu'il faut travailler plus longtemps alors que l'on est incapable d'interdire ces licenciements ? Du reste, s'ils ne sont pas en retraite, ces travailleurs seront au chômage (avec indemnités, elles aussi, de plus en plus réduites).

Allonger le temps de cotisations ?

C'est pénaliser particulièrement les jeunes, qui entrent plus tard sur le marché du travail et sont confrontés à la précarité à tel point que plus de 80% d'entre eux se demandent aujourd'hui s'ils toucheront une retraite demain. C'est la même chose pour les femmes qui subissent de plein fouet le temps partiel, la discontinuité des carrières. Toute augmentation du nombre d'annuités se traduira mécaniquement par un départ à la

retraite plus tardif, si l'on veut bénéficier d'une pension à taux plein, ou par l'acceptation d'une amputation de ses revenus, si l'on veut partir à 60 ans (si ce droit existe encore à l'avenir). À moins de cumuler retraite et emploi pour éviter une chute de son pouvoir d'achat. Le gouvernement Fillon et sa majorité parlementaire ont d'ailleurs fait sauter le verrou et instauré des sortes de « contrats seniors » sur le modèle de ceux en vigueur pour les jeunes. Les employeurs bénéficient alors d'une main-d'œuvre moins chère (salaires réduits, cotisations parfois partiellement exonérées) et qualifiée. Les jeunes, eux, resteront encore plus longtemps aux portes de l'emploi.



Manifestation parisienne du 23/03/10. Blog de Chirs Illusion, <http://www.chirsillusion.org>

Créer un système de comptes individuels notionnels, à la mode nordique ?

C'est la nouvelle recette-miracle avancée. Le terme est technique, barbare à souhait, le système tout autant. Pour résumer, les sommes cotisées au cours d'une carrière constituent un « capital virtuel »; le montant annuel des pensions est calculé en divisant cette somme par l'espérance de vie de la génération à laquelle appartient le retraité. Plus on liquide ses droits tardivement, plus la pension est élevée. On reste dans un système de répartition, mais un système de répartition qui se comporte comme un système à *cotisation définie* et non plus à *prestation définie*. Sont pris en compte l'espérance de vie mais aussi l'ajustement aux recettes du moment, de façon à conserver l'équilibre financier au lieu de chercher un financement pour

maintenir le niveau des pensions. Dans ces conditions, il n'y a plus de déficits mais des pensions tronquées.

Selon un schéma classique, les partisans de ce système partent d'une réalité: les inégalités de traitement. En effet, les ouvriers, qui vivent moins longtemps, paient proportionnellement plus que les autres. Mais, au lieu de diminuer l'âge de départ en retraite pour les ouvriers, on pousse les autres à rester en place ou à renoncer à une bonne retraite. Ainsi, avec ce système notionnel, un ouvrier pourrait sans doute toucher (un peu) plus qu'aujourd'hui, mais une caissière, un employé ou un cadre moyen toucheraient moins, sauf s'ils décidaient de partir plus tardivement. Par exemple, ceux qui sont nés en 1980 auraient de toute façon moins que ceux nés en 1970 (dont l'espérance de vie est un peu plus courte). Au total, « le régime verserait des pensions en moyenne moins élevées », note l'étude du Conseil d'orientation des retraites (COR), dans son dernier rapport.

En revanche, dans les régimes par points (comme les régimes complémentaires du secteur privé ARRCO/AGIRC), les cotisations ne servent qu'à acheter des points. La pension est égale au nombre de points acquis multiplié par la valeur du point à cette date. Dans ce cas également, il s'agit d'un système à cotisations définies et à prestation indéfinie.

Il faut tordre le cou à l'idée que la baisse démographique serait la cause de tous les maux

Comme d'habitude, les chiffres les plus effrayants sont brandis pour faire accepter l'inacceptable. En 1960, nous dit-on, il y avait 4 actifs pour 1 retraité; en 2000, 2 actifs et en 2020, 1,5. C'est vrai. Mais ces deux actifs de 2000 produisent une fois et demi plus que les quatre d'il y a cinquante ans (en raison des gains de productivité du travail). À l'horizon 2050 — avec une hypothèse modérée de productivité à hauteur de 1,7% par an —, un actif produira plus que les deux

d'aujourd'hui. Il y aura donc plus de richesses produites sans pour autant qu'il soit nécessaire de différer l'âge de départ à la retraite. À condition que les « actifs » puissent l'être dans les faits sans que le chômage explose.

Ce n'est le cas ni pour les jeunes, qui passent de stages (non rémunérés et donc sans cotisation) en contrats précaires (sous payés et parfois avec des cotisations patronales réduites), ni pour les plus de cinquante ans éjectés de leur travail, ni pour une part importante des femmes cantonnées dans des emplois à temps partiel. Le système actuel assis sur le travail n'est évidemment pas viable s'il ne s'appuie que sur une frange de la population, les 35-50 ans, seuls reconnus aptes à travailler à plein temps. En décembre 2008 (dernier chiffre connu), le nombre de personnes à temps partiel souhaitant un travail à temps plein s'élevait à 1,2 million, soit 4,8 % des actifs, dont les trois quarts sont des femmes. Quand on sait qu'un million d'emplois à plein temps supplémentaires représentent 20 milliards d'euros de cotisations vieillesse de plus en moyenne, on comprend qu'avant de faire travailler plus longtemps, il faut faire travailler tout le monde (5 millions de chômeurs). Cela passe par le partage du travail et des revenus, une autre répartition de la richesse produite pour répondre aux besoins de justice et de solidarité. Or la baisse de la part des salaires et des cotisations sociales dans la richesse produite se poursuit : en vingt ans, elle a chuté de 10 points, passant de 70 à 60 % (180 milliards d'euros de perte chaque année). Et la richesse produite devrait quasiment doubler en quarante ans, à moins que des crises financières à répétition ne contredisent cette prévision.

Droit au travail... et droit à la paresse

En France, la retraite à 60 ans est un droit et non une obligation : chaque travailleur peut ou non l'exercer. Donc changer la loi pour permettre à ceux qui le veulent de poursuivre leur activité n'est pas

nécessaire. Par contre, la loi permet à un salarié de rester à son poste (jusqu'à 70 ans). Pour la grande majorité des travailleurs, ceux qui ont un poste usant physiquement, ceux qui subissent une pression inhumaine, une intensification du travail allant jusqu'au harcèlement physique et moral..., fuir l'entreprise devient une opération de survie. C'est donc toute la chaîne du travail, des rapports sociaux qu'il faut repenser. Cela passe impérativement par la nationalisation des moyens de production et d'échanges sous contrôle ouvriers et — pourquoi pas ? — revendiquer le droit à la paresse...



Manifestation parisienne du 23/03/10. Blog de Chirs Illusion, <http://www.chrisillusion.org>

Porter et partager de bonnes revendications...

- Préservation et consolidation du système par répartition : les régimes de base, les régimes complémentaires et les régimes spéciaux. Rejet des fonds de pension, abrogation de la loi Fabius sur l'épargne salariale,

- Retraite à 55 ans, 50 ans pour les travaux pénibles, sans condition de trimestres, et dans l'immédiat 37,5 ans de cotisations maximum pour tous (abrogation des décrets Balladur et des lois Fillon).

- Validation comme années de cotisation les années d'études, de formation, d'apprentissage, de recherche d'emploi.

- Indexation du niveau des pensions de retraites sur celui des salaires, fixation de leur minimum sur celui des salaires.

- Porter le taux de remplacement à 75% au moins du salaire net d'activité (y compris les primes) sur les six meilleurs mois dans le public comme dans le privé.

- Arrêt et remboursement des exonérations de cotisations patronales.

- Arrêt des licenciements.

- Augmentation des salaires, pensions et allocations, le SMIC à 1500€ net, 300€ pour tous.

- Refus de tout allongement du temps de travail : travailler moins pour travailler tous et vivre mieux !

- Pour l'égalité hommes/femmes, contre toute discrimination : égalité des droits.

Avec la campagne pour la défense, voire l'amélioration de nos retraites, l'occasion nous est donnée d'y associer l'emploi, les salaires, la régularisation de tous les sans-papiers. Agissons ensemble pour défendre les revendications de l'ensemble des salariés, celles qui permettent de faire l'unité privé/public, occupés/privés d'emploi, français/immigrés, hommes/femmes !

Comment lutter ?

L'enjeu des retraites est un enjeu de classe : pour les capitalistes et leurs représentants politiques, les retraites sont des charges qui augmentent le coût du travail, grèvent la compétitivité et le profit. Le seul moyen crédible, efficace pour que leur désir ne devienne pas une réalité, c'est d'user des méthodes gagnantes et démocratiques de la lutte de classe : l'unité et l'indépendance des organisations du mouvement ouvrier sur la base d'une plateforme de revendications claire, l'auto-organisation des travailleurs en lutte (AG, comités d'action, comités de grève...), le combat pour la grève générale...

Dans l'immédiat, il s'agit donc de préparer de toutes nos forces l'affrontement central avec le gouvernement et le patronat :

- Il faut lancer une **grande campagne nationale d'information et d'explication en direction des travailleurs**, afin de démonter le discours par lequel la bourgeoisie tente de justifier sa contre-réforme, au moyen de tracts, de réunions publiques, de réunions dans les entreprises et les établissements et d'initiatives diverses mettant au centre l'actualité la

question des retraites et de l'indispensable affrontement avec le gouvernement.

• Il faut **dénoncer et combattre politiquement et frontalement la politiques des directions syndicales et de leurs amis du Front de gauche**, exiger qu'elles cessent de se concerter avec Sarkozy en vue

d'un « diagnostic partagé », censé faire accepter la prétendue « nécessité » de la contre-réforme, et qu'elles cessent de nous balader avec des « journées d'action » sans perspective.

• Pour construire le rapport de forces, il faut **mettre en place dans les entreprises, les établissements et les localités**

des comités de défense des retraites pour permettre l'auto-organisation des travailleurs, forger immédiatement les conditions de la lutte et la mener jusqu'au bout dès qu'elle partira.

□ Jean Veymont



Dans la manifestation parisienne du 23 mars — <http://www.chrisillusion.org>

Sur l'appel ATTAC/Fondation Copernic

Au moment où nous allons boucler ce numéro, nous recevons l'appel lancé sous l'égide de l'association ATTAC et de la Fondation Copernic, intitulé « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». D'emblée relayé par *Le Monde* et les journaux de « gauche », il est signé par près de 400 économistes, intellectuels, responsables syndicaux (de la FSU, de SUD, de la CGT, mais aucun dirigeant confédéral), représentants de partis politiques « de gauche » — mais à la fois des partis bourgeois (comme Cécile Duflot pour les Verts ou des dirigeants de la gauche du PS), des partis réformistes (PCF, PG) et... du NPA (dont Olivier Besancenot).

Certes, cet appel dénonce à juste titre les axes du projet de contre-réforme concocté par Sarkozy et s'oppose à la propagande fondée sur l'argument soi-disant démographique et la prétendue fatalité des problèmes de financement ; cela montre que, un mois et demi après le 23 mars, les responsables de « la gauche » ont enfin décidé de faire quelque chose contre la réforme annoncée de Sarkozy.

Pour autant, cet appel ne fournit nullement un cadre correct pour la mobilisation des travailleurs, mais pourrait même devenir dangereux. C'est pourquoi on ne peut que regretter que les dirigeants du NPA qui l'ont signé contribuent, une fois de plus, à semer la confusion politique. Non seulement, en effet, cet appel ne dénonce pas les négociations en cours des directions confédérales avec Sarkozy, mais il ne propose aucune revendication positive, aucun appel à la mobilisation des travailleurs et aucune stratégie de lutte, s'achevant uniquement par l'annonce d'« appels locaux » et de « réunions publiques ». Il s'agit d'un appel « citoyeniste » et non d'un point d'appui pour la lutte de classe. Il s'apparente de ce point de vue à l'appel contre la

privatisation de la poste qui, axé sur la supplique d'un « référendum » à Sarkozy, avait abouti à la « votation citoyenne » du 3 octobre... mais surtout à une impasse politique totale, parce que le Collectif national poste avait refusé de se battre pour la grève générale des postiers et même simplement pour une manifestation nationale à Paris (cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 4, nov.-déc. 2009). Le danger de l'appel ATTAC/Copernic sur les retraites est donc qu'il débouche de la même façon sur l'appel à un référendum qui serait un obstacle à la mobilisation de classe des travailleurs.

Face à cet appel, les révolutionnaires doivent donc dire que la seule façon de combattre efficacement Sarkozy, de se donner toutes les chances de le vaincre, c'est de préparer l'affrontement central par les méthodes de la lutte de classe, jusqu'à la grève générale. Il en résulte que les « collectifs unitaires » qu'il s'agit de créer dans les entreprises, les établissements et les quartiers populaires, ne sauraient être fondés sur la base de cet appel, mais doivent définir des revendications claires et des méthodes de lutte efficaces pour les travailleurs. Il est hors de question de mettre en place des coquilles vides servant de lieux de palabres à des politiciens bourgeois ou à des bureaucrates, mais il faut des collectifs permettant l'auto-organisation des travailleurs et se fédérant dès que possible à tous les niveaux, avec le soutien des syndicats et partis qui se réclament de la défense de leurs intérêts s'ils participent activement à la lutte. Il n'y aura pas d'autre voix pour imposer à la fois la rupture des dirigeants syndicaux avec les « négociations » de l'Élysée, le front unique des organisations du mouvement ouvrier et la grève générale.

□ L. W.

La Sécurité sociale gère notre « salaire socialisé », non un « salaire différé » (courriel d'une lectrice)

Suite à notre article sur les exonérations de cotisations patronales dans le précédent numéro, nous avons reçu un courriel très pertinent d'une lectrice, que nous publions avec la réponse que l'auteur de l'article lui a adressée.

Chers camarades,

Lisant le sommaire de ce numéro, je vois que vous appelez « salaire différé » (appellation PT/FO) le salaire « socialisé » (notion Bernard Friot). Ce n'est pas une nuance, c'est une conception tout à fait différente. Les cotisations sociales d'un salarié ne se mettent pas au réfrigérateur d'où on les lui sortirait quand il arriverait à l'âge de la retraite (ça ce serait un salaire « différé »). Ce sont les actifs d'aujourd'hui qui paient pour les retraités d'aujourd'hui selon un barème défini politiquement, c'est un salaire « socialisé ».

Au moment où il va falloir mener une bataille sérieuse contre gouvernement, partis « de gauche » et syndicats réunis, et si possible la gagner, aucune approximation ne restera sans effet.

Cordialement.

□ F.

Chère camarade,

Merci pour ton message. Je suis l'auteur de ce bref article... et je suis tout à fait d'accord avec toi ! L'expression « salaire différé » est trompeuse, pour les raisons que tu indiques, et l'expression « salaire socialisé » est bien plus claire.

Dans l'article, nous précisons que « *le salaire direct va directement dans la poche du salarié, alors que le salaire indirect (ou différé [Aie...]) est mutualisé sous forme de prestations sociales* », exprimant donc bien que le salaire indirect est socialisé, mutualisé immédiatement, et bien sûr « pas stocké »...

Mais tu as raison d'insister sur cette erreur de vocabulaire.

Fraternellement,

□ G. L.

Philips Dreux

Lutte exemplaire contre les licenciements et trahison honteuse

Suite à une trahison honteuse des syndicats de l'usine Philips de Dreux, à l'exception de la CGT, qui ont donné, en échange de 20 000 euros de plus d'indemnités, un avis sur le Plan Social qu'eux même avait considéré comme frauduleux quelques semaines auparavant, tout indique au moment où nous écrivons cet article que la lutte des travailleurs de Philips débouchera sur une défaite. Cependant, il faut regarder de plus près pour voir quelles étaient les conditions dans lesquelles cette lutte s'est développée, quels ont été les différents moments de celle-ci et les leçons qu'on peut en tirer.

La question est de savoir comment une lutte contre la fermeture d'une usine dans une petite ville de la région Centre, avec un nombre de salariés relativement faible, une moyenne d'âge très élevée, un syndicat jaune (section FO) majoritaire sur l'ensemble du personnel, a pu avoir une projection nationale et envoyer des messages exemplaires à tous les travailleurs du pays comme celui du contrôle ouvrier sur la production, la revendication d'expropriation et nationalisation, la victoire partielle contre un lock-out patronal, etc.



Travailleur de Philips lors du rassemblement au ministère de Bercy le 18/02/10 (photo ACDLL)

Une histoire de désindustrialisation et d'attaques contre les travailleurs

Dans la petite ville de Dreux (Eure-et-Loir), nous trouvons le site de production de téléviseurs Philips. Des plus de 1300 travailleurs — et surtout travailleuses, comme dans tant d'autres usines d'électroménager où il y a une majorité de femmes — dans les années 1990, il n'en reste que 212. L'autre site de Dreux, situé sur une colline juste à côté, est fermé depuis 2006.

Depuis les années 70, dans ces deux usines, implantées dans une jeune concentration industrielle dont la naissance date de l'après-guerre, au milieu d'une région essentiellement rurale, on élaborait toute la technologie et on produisait tous les composants des téléviseurs Philips produits en France.

Peu à peu, à partir des années 90, on a vidé ces usines en délocalisant différentes étapes de la production vers des pays à main-d'œuvre bon marché comme la Pologne et la Hongrie, ce qui a entraîné des vagues de licenciement massifs en 1997, 2003, 2006 et 2008. Ainsi nous sommes arrivés à la situation actuelle où il n'y a qu'une seule équipe travaillant sur deux des cinq lignes de production d'un des deux sites, avec une activité réduite à l'assemblage des téléviseurs.

La plupart des activistes ouvriers ont été licenciés dans les vagues précédentes et reste au chômage dans une région fortement sinistrée par le chômage et la désindustrialisation et où, dans le cadre de l'actuelle crise capitaliste, les dernières usines ferment l'une après l'autre.

Après avoir imposé en 2008 le travail sans salaire pendant presque cinq mois prétendument pour « sauver le site » et avoir ensuite licencié des centaines de travailleurs (malgré une grève de plusieurs semaines trahie par le syndicat FO, qui a même donné l'aval au licenciement de syndicalistes CGT protégés), la direction de Philips a annoncé le plan de fermeture du site en septembre dernier.

Convergence des luttes, contrôle ouvrier et lock-out patronal

Depuis cette annonce et avec l'aide d'un syndicat très combatif, la CGT EGP Philips Dreux, les travailleurs de Philips ont mené une lutte exemplaire contre la fermeture du site. Au mois de novembre, ils ont organisé une « fête des travailleurs » à laquelle sont venues plus de mille personnes tout au long de la journée, dont les représentants des principales luttes ouvrières de l'époque (Conti, Molex, Ford Blaquefort, Freescale, Renault, sans-papiers)...

En janvier 2010, les travailleurs ont détourné des composants prévus pour le site de Philips en Hongrie et ont mis en place un contrôle ouvrier sur la production qui a duré dix jours et a produit une moyenne de 300 téléviseurs par jour, jusqu'à ce que la direction, avec la complicité du syndicat FO, mette fin à cette expérience¹.

Face au lock-out patronal de la direction de Philips qui, au mois de février, a envoyé des lettres aux travailleurs pour leur dire de ne plus venir à l'usine car celle-ci était fermée alors que le Plan Social n'était pas conclu et que les travailleurs n'étaient pas donc licenciés. À l'appel de la CGT du site, les ouvriers sont venus dès le lundi matin à 5h et ont tenu un piquet devant l'usine pendant une semaine pour empêcher qu'elle soit vidée des machines et protester contre l'action des patrons du groupe Philips².

¹ Cf. notre article sur cette expérience dans *Au CLAIR de la lutte* n° 5 (janvier-février 2010).

² Cf. la *Lettre électronique* de la Tendence CLAIRE n° 4 (février 2010).

Ce lock-out a ouvert une divergence au sein même de la classe dominante dont une fraction voulait utiliser l'exemple de Philips pour montrer que les contraintes auxquelles sont soumis les patrons voulant fermer une entreprise sont excessives. Représentant un autre secteur, qui voyait que le rapport de forces actuel ne permet pas un tel passage en force, le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a dû intervenir pour « condamner » l'action des patrons de Philips, tout en disant qu'il ne s'agissait pas de « patrons voyous ».

Le jour d'une réunion avec le ministre Estrosi, les travailleurs de Philips ont organisé un rassemblement devant le Ministère à Paris, soutenus par des travailleurs de Continental, des cheminots, des fonctionnaires, des travailleurs sans-papiers en grève et des étudiants.



Téléviseur produit sous contrôle ouvrier à Philips Dreux début janvier 2010 (photo ACDLL)

Ils ont aussi mené une bataille judiciaire contre le lock-out et pour l'annulation du plan social qui était complètement frauduleux : il se basait sur un argumentaire économique qui isolait l'activité de production de téléviseurs du secteur dont elle fait partie pour essayer de démontrer que le secteur est déficitaire, alors que le seul secteur pertinent légalement, celui de l'électroménager grand public (*consumer lifestyle*), est largement bénéficiaire avec un profit en hausse de 15% en 2009, dont 400 millions d'euros au deuxième semestre.

Pour ce combat légal, le tribunal de Chartres a donné raison

aux travailleurs de Philips sur tous les points, obligeant la direction à rouvrir le site, alors que le jour même le PDG de Philips France, M. Karecki, avait annoncé sur une chaîne nationale qu'il n'y aurait plus jamais de production dans le site de Dreux. Le tribunal a aussi ordonné à la direction de revoir son plan social en prenant en compte l'appartenance de l'activité du site au secteur Électroménager Grand Public.

Un exemple de solidarité

Pendant toute la semaine du lock-out, des étudiants de différentes facultés parisiennes, notamment de Paris-VIII, et des enseignants en grève de l'académie de Créteil sont venus tous les jours à la porte de l'usine pour soutenir les travailleurs en lutte. Leur soutien était accueilli chaleureusement par les ouvriers qui ont dit, le vendredi du résultat du référé, favorable aux ouvriers, que leur soutien avait été fondamental pour le moral des travailleurs et pour qu'ils n'abandonnent pas le combat.

Lundi 22 février, lorsque les salariés ont repris le travail après la défaite du lock-out patronal, une quinzaine d'étudiants et enseignants grévistes de l'Académie de Créteil les ont accueillis avec des chants et applaudissements. On pouvait lire sur les banderoles « Gagner contre les patrons c'est possible ! » et « Philips Dreux, un exemple pour tous les travailleurs ! »

Une trahison honteuse

Alors que les travailleurs de Philips avaient réussi à imposer une défaite aux patrons, à attirer la solidarité d'étudiants et d'autres salariés et que même la justice bourgeoise leur avait donné raison, la direction de Philips a malheureusement pu compter encore une fois sur un syndicat jaune pour assurer ses intérêts.

Le syndicat Force Ouvrière de l'usine, appuyé par la fédération FO métallurgie — mais contre l'Union Locale de FO représentée par Dominique Maillot qui soutenait la lutte contre les licenciements —, s'est concerté avec la direction du

groupe pour dévier cette lutte vers la négociation d'indemnités de départ.

Faisant croire aux salariés qu'ils étaient en position de faiblesse et que, s'ils ne négociaient pas des indemnités, ils risquaient de partir sans rien, FO a négocié une augmentation de l'ordre de 20 000 euros en plus des indemnités prévues depuis le début par la direction. Celle-ci avait provisionné 21 millions d'euros pour son plan, qui ne lui coûtera pas un centime de plus. Très pressé de vouloir satisfaire la direction, FO et les autres syndicats de l'entreprise, à l'exception de la CGT, ont donné un avis sur le Plan Social à peine reformulé, permettant ainsi aux patrons de poursuivre la fermeture du site et le licenciement des 212 salariés, en toute illégalité car les indemnités supplémentaires ont été subordonnées à l'avis, ce qui constitue un pur chantage patronal¹.

Les bureaucrates de FO ont profité du fait qu'une grande partie des salariés a plus de 50 ans et que les indemnités, dont le montant varie entre 54 et 73 000 € bruts, semblaient être relativement élevées et suffire pour assurer leur subsistance jusqu'à la retraite. Mais, pour une partie importante des travailleurs, ce montant est loin de couvrir les préjudices du chômage certain qu'ils subiront face à la crise capitaliste, dans une région déjà très sinistrée.

Les dirigeants de FO ont ainsi démontré, comme l'avaient fait ceux de la CGT et de FO dans la grève des raffineries Total fin février que, même face à des luttes exemplaires et déterminées, le patronat peut compter sur ses agents à l'intérieur du mouvement ouvrier pour imposer sa loi. Philips et Total montrent que c'est une tâche de

première importance pour tous les travailleurs de se débarrasser de ses bureaucrates et de se réapproprier les syndicats pour une politique de lutte de classe et pour la défense des intérêts des travailleurs.

La CGT Philips EGP Dreux et la lutte pour un programme pour tous les travailleurs

En revanche, le syndicat CGT Philips EGP Dreux a donné un exemple de lutte jusqu'au bout pour les intérêts des travailleurs. Son action a permis de donner une projection nationale à un conflit qui aurait pu en être un parmi tant d'autres. Sous le mot d'ordre du refus d'accompagner les licenciements, les camarades de la CGT se sont battus du début à la fin pour le maintien de l'activité industrielle sur le site et des emplois qu'elle assure.



Manuel Georget (délégué CGT des Philips Dreux, à droite) avec Xavier Mathieu (délégué CGT des Conti) venu en soutien lors du rassemblement devant Bercy le 18/02/10 (photo AC DLL)

De plus, ils ont envoyé un message politique aux ouvriers de tout le pays à travers l'expérience, quoique limitée dans le temps, du contrôle ouvrier et la revendication de nationalisation sous gestion des travailleurs des entreprises qui ferment ou licencient. Ce programme, au-delà même du conflit de Philips, qui semble s'acheminer vers une défaite, est le seul capable d'unifier l'ensemble des travailleurs qui luttent contre les licenciements dans le cadre de la crise capitaliste mondiale en cours. Car les indemnités sur lesquelles ont fini la plupart des conflits ouvriers en France depuis plus d'un an impliquent inévitablement un combat dispersé dans des luttes contre des patrons individuels et

non contre l'ensemble de la classe capitaliste.

De plus, le programme des indemnités finit par désorganiser les travailleurs en tant que classe, puisqu'ils cessent d'être des travailleurs en étant pour la plupart plongés dans le chômage, tandis que quelques-uns songent à une réussite individuelle en ouvrant des petits commerces, généralement en vain d'ailleurs. C'est en dernière instance un programme petit-bourgeois, qui accepte l'affaiblissement objectif de la classe des travailleurs face au patronat au profit de bénéfices individuels incapables d'assurer la subsistance des travailleurs à long terme et face à une crise capitaliste profonde dont les effets ne font que commencer. S'il est compréhensible que, dans une situation extrêmement difficile, des travailleurs (surtout les plus âgés) espèrent limiter les dégâts du plan de licenciement en exigeant de plus grosses indemnités, il est évident que les organisations du mouvement ouvrier, à commencer par celles qui se réclament de la révolution, ont une responsabilité majeure dans la réponse collective à apporter en termes de programme. S'il est vrai que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise, rien ne peut justifier qu'on accepte les fermetures d'usines et les licenciements, mais il faut se battre jusqu'au bout pour un programme de lutte de classe.

C'est pourquoi nous crions avec les camarades de la CGT Philips Dreux : Aucun licenciement ! Aucune fermeture d'entreprise ! Nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises qui ferment ou licencient ! À bas les directions syndicales qui accompagnent les licenciements ! C'est le destin de la seule classe capable d'en finir avec la misère et l'exploitation qui est en jeu ! Si le système capitaliste n'est pas capable d'assurer le seul triste droit qu'il accorde aux ouvriers, celui d'être exploités, ce système doit périr !

Le NPA, très en deçà des enjeux de la lutte

Pour finir, nous adressons une critique à la direction du NPA qui,

¹ La direction a fait inscrire dans le procès-verbal du CCE la phrase : « *Il est précisé que les propositions du 16 mars 2010 [les 20 000 € supplémentaires], intégrées dans le présent document sont liées à l'aboutissement de la procédure de licenciement et à l'envoi des lettres individuelles de notification le 16 avril 2010.* » C'est une entrave flagrante à la liberté des délégués syndicaux visant à empêcher toute action juridique contre la fermeture du site de la part de la CGT avant que les licenciements aient lieu.

ayant un de ses militants, le camarade Manuel Georget de la CGT EGP Philips Dreux, en première ligne de cette importante lutte, a été très loin d'apporter tout le soutien nécessaire pour que celle-ci soit victorieuse. Même les camarades qui ont soutenu la position B pendant la consultation sur les élections régionales et qui ont porté des critiques correctes à l'orientation du parti, n'ont pas été à la hauteur d'une intervention révolutionnaire dans les conflits de Philips et Total, en mettant leurs forces au service de ces luttes.

Pour ce qui est de Philips, au-delà des quelques militants de la Tendance CLAIRE qui, à côté de camarades étudiants et de collègues grévistes de l'Éducation Nationale ont apporté du soutien aux ouvriers de Philips, et de la petite fédération de l'Eure-et-Loir, le NPA n'a presque pas été présent ~~sur~~ comme parti dans cette lutte, alors qu'il y avait un enjeu national et qu'elle se menait à quelques dizaines de kilomètres de Paris.

Même au rassemblement qui s'est fait à Paris le jour de la réunion avec Estrosi, les militants de la majorité du NPA se comptaient sur

les doigts d'une main. Alors que toute la presse bourgeoise nationale parlait de la lutte des Philips, il n'y avait absolument rien sur le site du NPA et dans le journal *Tout est à nous!* le conflit n'a pas mérité plus qu'une petite brève. Il a fallu attendre le meeting de fin de campagne en Île-de-France à la Mutualité, le 10 mars, pour que la lutte des Philips et Manu soient mis en avant, à travers une vidéo projetée durant quelques minutes...



Banderole déployée le 23/02 par une délégation de militants et d'étudiants venue applaudir les travailleurs de Philips Dreux après leur victoire contre le lock-out patronal (photo ACDLL)

Or, si nous voulons vraiment nous construire en tant que parti des luttes ouvrières, dans une situation où les conflits ouvriers ne manquent pas, il faut commencer à forger une pratique complètement

différente dans la lutte de classe, à commencer par les conflits ou nos camarades ouvriers (malheureusement peu nombreux) sont investis.

On nous dira certainement que c'était le moment des élections régionales et que le parti était investi sur la campagne. Nous voyons là une très claire expression du problème que nous signalons : d'une part, la majorité de la direction a sacrifié l'intervention dans les luttes à la question des élections ; d'autre part, elle n'a pas centré la campagne sur les luttes en cours, chez Philips, chez Total, dans l'Éducation nationale, en les popularisant, en œuvrant concrètement pour leur convergence et en les élevant en même temps à un plan politique en termes de programme anticapitaliste débouchant sur la perspective révolutionnaire. Cela aurait donné un profil clair à notre campagne et attiré une partie des voix de ceux qui se sont abstenus. En tout cas, cela aurait aidé à sortir ces luttes de l'isolement et à avancer dans la construction du NPA dans et pour la lutte de classes.

□ **Danièle Cobet**

Goodyear Amiens Nord

La lutte déterminée contre les licenciements met en cause ouvertement le pouvoir patronal

Depuis trois ans, une lutte déterminée contre les licenciements

Les travailleurs de Goodyear Amiens Nord se sont de nouveau mobilisés avec force mardi 30 mars : grève à 97% et montée de 300 d'entre eux à Nanterre devant le tribunal de commerce, avec leur syndicat CGT. En lutte depuis trois ans contre le projet de démantèlement de leur usine, qui entraînerait la fermeture du secteur pneus de tourisme et 817 licenciements, l'orientation et la détermination des Goodyear sont exemplaires¹. Leur délégué CGT,

Mickaël Wamen, figure du syndicalisme lutte de classe, a mis en avant leur refus de négocier un quelconque « plan social » et des primes de licenciement, leur exigence du maintien de l'usine et des emplois. De fait, grâce à une intense activité syndicale et avec l'aide de deux avocats de la CGT, leur lutte a notamment permis de faire annuler à deux reprises le plan patronal (automne 2008 et été 2009). Les Goodyear revendiquent fièrement d'avoir déjà gagné trois ans sur le calendrier de la direction, temps précieux durant lequel ils ont pu continuer à travailler, à nourrir leur famille, à vivre dignement et à

combattre contre le projet des actionnaires de la multinationale américaine. Enfin, Mickaël Wamen a renouvelé son interpellation des directions syndicales, en les appelant à mobiliser de façon coordonnée les travailleurs victimes des licenciements et en s'adressant tout particulièrement aux « grandes oreilles » de Bernard Thibault, qui reste sourd aux demandes pourtant renouvelées depuis des mois de la CGT Goodyear². De fait, sans

² Cf. la lettre ouverte de juin 2009, (<http://www.cgt-goodyear-nord.fr/index.php?news/2009/06/16/425-la-cgt-goodyear-interpelle-bernard-thibault-secretaire-general-de-la-cgt>) et le discours de M. Wamen devant la Bourse après la manifestation du 17/09/09 (cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 3).

¹ Cf. notre article et notre reportage dans

la *Lettre électronique* n° 2 de la Tendance CLAIRE (juillet 2009).

attendre, la CGT et les travailleurs de Goodyear continuent de mener régulièrement, comme ils le font depuis le début de leur lutte, diverses actions de soutien et de convergence avec d'autres travailleurs en lutte.

Était également présente une délégation des travailleurs licenciés de Continental : leur délégué Xavier Mathieu a renouvelé leur soutien aux Goodyear et informé des nouvelles provocations des patrons de Continental qui, au moment où la plupart des travailleurs licenciés n'ont toujours pas trouvé de reclassement, osent leur proposer un poste... en Tunisie pour 137€ par mois ! Ont pris ensuite la parole les avocats de la CGT Goodyear, un représentant de la Fédération CGT de la chimie, le secrétaire général de l'UD CGT de la Somme et le vice-président PCF du conseil régional de Picardie¹. En revanche, on ne peut que regretter l'absence de représentants du NPA, que ce soit de la Picardie ou de la direction nationale ; seule était présente une poignée de militants du 92 Nord, du courant Gauche révolutionnaire et de la Tendance CLAIRE.

Les travailleurs exigent du tribunal qu'il démette les patrons-voyous

Ce 30 mars, les travailleurs de Goodyear Amiens Nord étaient montés une nouvelle fois à Nanterre pour exiger du tribunal de commerce la désignation d'un administrateur provisoire en lieu et place de leur direction actuelle. En effet, depuis de nombreux mois, la stratégie des dirigeants de Goodyear France, valets des actionnaires, consiste à laisser pourrir l'usine pour prétendre légitimer l'arrêt total de l'activité. Auparavant déjà, durant de longues années, ils avaient préparé leur mauvais coup en ne renouvelant pas les machines pour les rendre obsolètes, en exposant les ouvriers à des conditions de travail extrêmement

¹ Cf. la vidéo des interventions, ainsi que des photos, un reportage et une pétition de soutien aux Goodyear sur le site <http://bellacio.org/fr/spip.php?article100403>

pénibles, à de nombreux accidents du travail et à des maladies professionnelles terribles (troubles musculo-squelettiques et cancers dus aux produits chimiques utilisés). Mais, depuis la condamnation de leurs deux projets de PSE par les tribunaux, ils ont décidé de transférer purement et simplement l'essentiel des plans de production à d'autres usines Goodyear en Europe, laissant celle d'Amiens nord à l'abandon. C'est ainsi que les travailleurs ne produisent aujourd'hui que deux ou trois heures par jour même s'ils doivent passer leur journée ou leur nuit à l'usine (en 3 x 8 pour l'équipe de la semaine, en 2 x 12 pour l'équipe du week-end). Il s'agit d'un véritable sabotage patronal !



Ouvriers de Goodyear Amiens en lutte, juin 2009 (photo CGT)

La CGT a donc décidé d'intenter une nouvelle action en justice, dont l'originalité pourrait donner à ce conflit déjà exemplaire une nouvelle dimension. Ses avocats sont en effet allés rechercher dans les archives de la justice française une jurisprudence « Fruehauf », datant de 1965, pour tenter d'obtenir l'éviction des dirigeants de l'usine et la nomination d'un administrateur provisoire. Cette jurisprudence, tombée en désuétude depuis le tournant néolibéral de la bourgeoisie française, n'avait été utilisée que rarement, essentiellement lors de conflits entre actionnaires ou dirigeants internationaux d'une entreprise multinationale et dirigeants d'une filiale française faisant valoir « l'intérêt social » de l'entreprise (notamment le risque de sa disparition et du licenciement de ses travailleurs)². Mais l'utilisation de

² Cf. par exemple Benoist Delecour, *L'intérêt social*, mémoire de DEA Droit

cette jurisprudence par les travailleurs eux-mêmes est inédite et son importance politique est évidente, puisque cela revient à mettre en cause la toute-puissance du patron en réclamant une limite supplémentaire à la libre administration de l'entreprise. On comprend dès lors que les dirigeants de Goodyear Amiens et des représentants des actionnaires aient tenu à assister à l'audience, avec une fébrilité manifeste...

On comprend aussi que le juge n'ait pas osé nommer un administrateur provisoire. Néanmoins, face à la solidité du dossier de la CGT, il a proposé la nomination d'un médiateur qui serait chargé de « favoriser une nouvelle gestion de l'entreprise qui ne vise pas son démantèlement », selon les termes du communiqué de la CGT, qui a « immédiatement accepté cette proposition car tout ce qui pourrait amener ou obliger Goodyear à œuvrer à un nouvel avenir pour l'entreprise et ses salariés va dans le bon sens »³. Quant à la direction de Goodyear, elle a accepté le 6 avril la nomination d'un médiateur, qui devrait donc intervenir rapidement.

Les travailleurs pourraient prendre eux-mêmes la direction de l'usine

Mais, quels que soient les aléas judiciaires — qui permettent aujourd'hui de gagner un temps précieux contre le plan des actionnaires —, ce début de mise en cause des pouvoirs patronaux ouvre une brèche qui peut nourrir maintenant une réflexion et un combat pour aller plus loin dans cette direction. En effet, si la direction Goodyear Amiens Nord vise exclusivement à faire pourrir cette usine, il est peu probable qu'un « médiateur » nommé par l'État

des contrats, Lille-II, 2000-2001, p. 46 et suiv., http://edocorale74.univ-lille2.fr/fileadmin/master_recherche/T_1_chargement/memoires/affaires/dele_courtbo1.pdf

³ Communiqué du 31 mars, cf. <http://www.cgt-goodyear-nord.fr/index.php?news/2010/03/31/586-journee-d-action-du-30-mars-analyse-de-votre-cgt>

bourgeois suffise à assurer la pérennité du site et des emplois. En fait, tant que l'usine sera la propriété des actionnaires de la multinationale Goodyear, elle restera menacée de démantèlement car ses travailleurs seront toujours beaucoup plus chers que ceux des pays dominés où les capitalistes préfèrent investir. C'est donc non seulement la question de l'éviction des dirigeants, mais aussi celle de l'expropriation des patrons que l'on peut poser désormais.

Les travailleurs de Goodyear Amiens Nord pourraient suivre et développer à une échelle bien supérieure l'exemple de leurs collègues de Philips Dreux qui ont expérimenté le contrôle ouvrier sur la production en janvier — même si leur lutte avait finalement été réprimée par le patron et trahie par le syndicat majoritaire FO (cf. *Au CLAIR de la lutte* n°5, janv.-fév. 2010). Les travailleurs ont la capacité de prendre eux-mêmes en main la production, de lui redonner un volume normal et de la réorganiser entièrement pour

garantir à la fois leur travail, leur salaire et leur santé. Ils pourraient vendre eux-mêmes les pneus en faisant appel à la solidarité des travailleurs-consommateurs et en baissant les prix grâce aux économies réalisées par la suppression des dividendes et des postes des dirigeants. Ils pourraient négocier de nouveaux contrats pour s'approvisionner en matières premières. Ils pourraient exiger immédiatement de la municipalité d'Amiens et de la région Picardie qu'elles investissent de l'argent pour moderniser l'outil productif, puisqu'elles soutiennent la lutte des travailleurs et qu'elles avaient voulu subventionner les patrons de Goodyear (offre refusée par la multinationale). Enfin, comme une simple coopérative n'est pas viable à long terme sous le capitalisme et qu'il est évidemment impossible d'en finir avec le capitalisme par la création de coopératives, les travailleurs pourraient se battre pour assurer la pérennité de leur usine en exigeant sa nationalisation sur la base de cette auto-gestion,

tout en en faisant un pôle du combat anticapitaliste global...

S'il faut apporter et surtout développer une aide inconditionnelle à la lutte actuelle des travailleurs de Goodyear, cette orientation politique mérite d'être soumise à leur réflexion. Ceux qui étaient présents le 30 mars à Nanterre lui ont témoigné un réel intérêt, nourri dans la discussion par l'information sur la lutte des travailleurs de Zanon en Argentine, qui dirigent eux-mêmes leur usine depuis 10 ans (cf. *Au CLAIR de la lutte* n°3, sept.-oct. 2009).

Il est clair en tout cas que la moindre des choses serait que tous les anticapitalistes, notamment le NPA au niveau national, amplifient de toutes leurs forces la popularisation et le soutien à la lutte des travailleurs de Goodyear qui, par son orientation, sa détermination, sa durée et ses victoires judiciaires, est l'une des plus importantes en France aujourd'hui.

□ L. W.



Travailleurs de Goodyear Amiens Nord lors en soutien au rassemblement des Total Dunkerque à La Défense, 08/03/10
Photo : Pochothèque Rouge/Milo, cf. <http://orta.dymalias.org/fotorouge/photos/11605.jpg>

Grève de 10 jours des travailleurs de PPG à Moreuil (Somme)

Une grève illimitée a démarré le lundi 15 mars dernier à l'usine de peinture PPG de Moreuil dans la Somme (ex-SigmaKalon) pour des revendications salariales. Elle s'est terminée le jeudi 25 mars au soir sans victoire financière, mais un gros rapport de force a été créé par

les ouvriers grévistes avec le soutien d'autres ouvriers en lutte du département, montrant ainsi qu'un embryon local de convergence des luttes peut peser de façon conséquente sur un conflit malgré une contre-grève organisée par la direction et le syndicat majoritaire.

Un groupe ultra-bénéficiaire

SigmaKalon est né au moment de la fusion en 1999 des deux groupes pétroliers Total (France) et Petrofina (Belgique). De cet holding

s'ensuit la fusion de leurs filiales parachimiques respectives : les fabricants de peinture Kalon (Colombie) pour Total et Sigma Coatings (Hollande) pour Petrofina. Ce groupe compte environ 10 000 employés de par le monde. Il est ensuite cédé en 2003 à Bain Capital, une firme d'investissement américaine, et après avoir généré de gros profits, son capital est ouvert et le tout est acquis en 2007 par le groupe américain PPG Industries, spécialisé dans les peintures, revêtements, produits optiques, matériaux spéciaux, produits chimiques, verre et fibre de verre. Cette fusion fait de ce nouveau groupe le numéro 2 mondial dans le secteur de la peinture et compte plus de 150 sites de production dans 60 pays tous secteurs confondus. Les usines françaises fabriquent des peintures et des vernis qui sont ensuite revendus sous plusieurs marques selon la clientèle de particuliers (75%) ou de professionnels (25%), entre autres marques : Seigneurie et Ripolin.

Le groupe PPG affichait en 2007 un chiffre d'affaires de 11,2 milliards \$ (8,4 milliards €), en 2008 un CA de 15,8 milliards \$ (11,8 milliards €) et en 2009 le CA augmentait encore de 30%, avec 600 millions € de bénéfices pour PPG AC France. PPG vient de distribuer 25% de dividendes supplémentaires à ses actionnaires et n'a accordé qu'une augmentation d'1% à ses salariés en 2009.

Le conflit

60 ouvriers sur 160 ont débrayé en montant un piquet à l'entrée des camions le lundi 15 mars au matin car la direction avait refusé lors de la NAO (négociation annuelle obligatoire) de satisfaire leurs revendications salariales : selon Isabelle Danjou, la déléguée CGT, augmentation de 60€ bruts par salarié, augmentation de leur prime de congés de 800 à 1000€ et augmentation de leur prime d'équipe à 9€.

Force Ouvrière (majoritaire) avait démarré la grève avec la CGT (minoritaire) sur les mêmes revendications, mais elle s'est désolidarisée en acceptant 25€

bruts pour les salaires de moins de 1 900€ proposés par la direction le lendemain, jugeant que la grève devait s'arrêter aussitôt. Plusieurs délégués du personnel et ouvriers syndiqués à FO ont dénoncé immédiatement cet accord et se sont solidarisés avec les autres grévistes CGT.

Sébastien Caillouet, le délégué FO appuyé par la direction, a carrément demandé le mercredi au préfet d'Amiens qu'il fasse intervenir les forces de l'ordre pour défaire le piquet CGT qui bloquait l'entrée des camions de matières premières. Finalement, les grévistes ont été sommés de déplacer le piquet et le préfet en est resté là.

Les jours suivants, une quinzaine de grévistes ont arrêté le piquet sous la pression de la direction qui a proféré des menaces de licenciements, mais les familles des grévistes se sont rendues à un barbecue le dimanche pour montrer leur solidarité. Lundi 21, sur les 160 salariés du site, 45 étaient toujours en grève alors qu'un contre-piquet étaient monté un peu plus haut par FO, soutenue par la direction. On pouvait lire sur des pancartes à l'entrée de l'usine : « *Libérez notre usine* » ou encore « *Non au blocus* ». Un tel rassemblement ne pouvait pas être spontané, mais organisé, car une cinquantaine d'antigrévistes étaient dehors.

Licenciement promis à 26 grévistes...

La direction, forte du soutien du syndicat jaune FO, a confirmé ses menaces en envoyant des lettres recommandées à 26 grévistes. Mais les ouvriers ne s'en sont pas laissés compter et ont organisé une manifestation à Moreuil. Ils sont partis de l'entreprise PPG à 9h 30 le mardi, puis rejoint le marché, dans le centre, pour distribuer des tracts et sensibiliser les habitants à leur mouvement, pour que le feu de la contestation ne meure pas. « *On n'est pas des rebelles, on veut juste être reçus par la direction* », a affirmé Isabelle Danjou. Mais la direction a rejeté toute demande de concertation jusqu'au lendemain.

Fort soutien extérieur d'ouvriers en lutte

Dès le lundi matin, des ouvriers de Goodyear Amiens Nord, Dentressangle, DHL et Valéo d'Amiens sont venus soutenir leurs camarades de la CGT, ainsi que des militants du NPA de la Somme. Le surlendemain, mercredi, ce sont six ex-ouvriers de Continental Clairoux qui sont venus les soutenir, faisant grincer des dents les contre-grévistes restés plus haut. Des militant-e-s du NPA sont restés présents durant plusieurs jours du conflit au côté des grévistes. La direction était d'accord pour une réunion de concertation à la Préfecture d'Amiens le soir du mercredi, mais la présence des Contis et de Xavier Mathieu en particulier l'a fait se rétracter et elle a demandé à Isabelle Danjou de les faire partir. Les Contis ont décidé de s'en aller en leur promettant qu'ils reviendraient en plus grand nombre s'ils n'obtenaient pas la levée des sanctions.

L'accord de sortie de crise a été signé le lendemain. Il y a été convenu que le non-paiement des jours de grève serait étalé sur trois mois, que toutes les sanctions seraient levées et la CGT a finalement accepté les 25€ bruts pour cette année. La direction a elle-même demandé à ce que soit inscrit dans l'accord qu'une négociation soit prévue dès le déclenchement d'un prochain conflit, montrant ainsi qu'elle n'a pas pris à la légère cette grève soutenue.

Même conflit dans une autre usine du même groupe

À l'usine PPG de Genlis en Côte-d'Or, leurs collègues avaient démarré une grève aussi pour les mêmes revendications. La direction avait également assigné sept représentants syndicaux de la CGT devant le tribunal correctionnel de Dijon pour blocage illicite. Depuis mardi 16 mars, 40% des salariés empêchaient les camions de livraison de sortir du site, seul moyen pour eux de se faire

entendre puisque la direction refusait de les recevoir pour discuter. Le tribunal a jugé que le blocage constituait une voie de fait et a ordonné sa levée sous peine de payer une astreinte de 100 euros par personne et par jour de retard. Ils ont accepté de lever le blocage. Leur grève s'est terminée le même jour avec les mêmes conclusions.

Conclusion

Une nouvelle brèche a été ouverte dans le développement des luttes de la région. Les ouvriers en grève de l'usine PPG de Moreuil sont restés inflexibles et dignes malgré leur non-victoire financière face aux manœuvres de la direction appuyées par le syndicat jaune FO. Les élus et syndiqués FO solidaires des grévistes vont passer à la CGT,

faisant de FO dans cette entreprise le syndicat de l'encadrement, de plus en plus minoritaire dans les rangs des ouvriers.

Un groupe important d'ouvriers de PPG sont venus à la manifestation de soutien aux six Contis à Compiègne le 7 avril, ainsi qu'une délégation des Total Dunkerque, des Goodyear Amiens, des Philips Dreux et beaucoup d'autres de toute la région. Au total, mille personnes y étaient présentes. Le NPA du département apparaît comme la seule organisation politique capable d'apporter son soutien dans ces luttes.

La convergence des luttes prend de plus en plus forme. Mais il lui manque un fond ! Ce fond, c'est au parti anticapitaliste d'en apporter les contours par son soutien et sa fréquentation assidue des ouvriers

en lutte, par l'exercice syndical des militants du NPA dans les syndicats combattifs, notamment en y proposant une orientation lutte de classe visant à responsabiliser les ouvriers quant aux choix et au contrôle de leurs élus dans les entreprises et les unions locales, afin de peser sur l'orientation des syndicats pour œuvrer dans le sens du renversement du capitalisme.

Mais le NPA doit aussi expliquer clairement que la seule alternative à celui-ci reste le socialisme, l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Les ouvriers peuvent et doivent, pour leur survie, prendre le contrôle de l'outil de production qu'eux seuls « rentabilisent ».

□ **Damien Lanchron**

Luttes dans l'Éducation nationale : premier bilan d'une tentative avortée de lancer un mouvement national

Début de l'année : relative atonie face aux attaques

La politique de suppressions de postes massives et de mettre en place d'une gestion des ressources humaines sur le modèle de l'entreprise privée capitaliste dans la Fonction publique est l'un des aspects importants de la mission confiée par la bourgeoisie à Sarkozy. Elle s'incarne dans la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). L'enseignement y occupe une place particulière : c'est la première concentration de fonctionnaires (plus d'1,1 million sur un total d'environ 5 millions en prenant en compte les trois fonctions publiques) et c'est le lieu de la formation initiale de la future main-d'œuvre, formation que le patronat veut voir adapter à ses besoins dans le cadre de concurrence internationale.

En décembre 2008, dans le contexte d'un éclatement de la crise capitaliste mondiale, de la révolte de la jeunesse grecque, de plans de licenciement à venir, Sarkozy avait choisi de différer la réforme des

lycées, face à un puissant début de mouvement lycéen, explosif, nombreux et fortement auto-organisé. Mais il avait maintenu les autres attaques (suppressions de postes, réforme dite de la mastérisation, remise en cause des RASED dans le primaire, etc.).



Banderole du lycée Feydier en colère dans la manifestation parisienne du 23/03/10 (photo ACDLL)

À la rentrée 2009, le nouveau ministre de l'Éducation, Luc Chatel, s'est concerté avec les syndicats pour la mise en place de la réforme reportée, tout en l'habillant un peu mieux que son prédécesseur. Il a laissé miroiter aux élèves et aux parents d'élèves que, malgré la suppression massive de postes, il serait possible grâce à sa réforme de

réaliser de l'« aide personnalisée », « du tutorat », etc¹.

Les directions syndicales ont accompagné la politique du ministre en participant aux concertations. La direction du Sgen-CFDT et de l'UNSA-Éducation ont même globalement approuvé la réforme. Quant à la direction du SNES, elle n'a commencé à la critiquer qu'après avoir longuement participé aux concertations, contribuant à endormir les collègues, auxquels on a fait miroiter une « réformette », alors qu'il s'agit de la même réforme que celle de Darcos, voire pire... Dans ces conditions, les deux journées d'action appelées par les directions syndicales de l'enseignement le 24 novembre et le 21 janvier ont été des échecs relatifs. Mal informés sur la réforme, anesthésiés par le discours du gouvernement et la mollesse des directions syndicales, peu convaincus par des journées d'action sans mots d'ordre clairs et

¹ Sur l'analyse des réformes, cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 1 (p. 32) sur l'école primaire, n° 4 (p. 15) et n° 5 (p. 7) sur la réforme des lycées et la mastérisation.

sans lendemain, les enseignants se sont relativement peu mobilisés.

Tentative de lancer le mouvement à partir du 93

Vu la gravité des attaques, des militants ont estimé que l'on ne pouvait se résigner à laisser passer les coups sans rien faire. Comme souvent dans l'enseignement, c'est de la Seine-Saint-Denis qu'est venue l'initiative. En effet, ce département est souvent à l'avant-garde des mobilisations : les conditions d'enseignement y sont plus difficiles qu'ailleurs, les enseignants sont souvent jeunes, les militants y sont proportionnellement nombreux. Et c'est en février que sont connues les suppressions de postes pour l'année suivante, ce qui provoque souvent des luttes au moins locales, voire académiques. Cette année, l'initiative semble avoir été prise par des militants LO de la cité scolaire (collège et lycée) Henri Wallon, auxquels les camarades du NPA ont immédiatement emboîté le pas.

Lancée le 1^{er} février, la grève s'est assez rapidement étendue en Seine-Saint-Denis. L'AG d'Henri Wallon a décidé d'aller rendre visite

aux collègues des autres établissements en constituant des délégations nombreuses (20, 30, voire 40 collègues) pour les inciter à se joindre à la grève, ce qu'ils ont appelé la « grève marchante », car il leur a semblé reprendre ainsi la méthode employée il y a un an par les travailleurs de Guadeloupe. Dans le même temps, les grévistes se sont adressés aux collègues professeurs des écoles et aux parents d'élèves.



Manifestation du 23/03/10 (photo ACDLL)

Un premier rassemblement de 200 personnes a eu lieu devant la mairie d'Aubervilliers le 4 février, suivie d'une assemblée générale d'environ 130 grévistes, qui a décidé d'un appel à une nouvelle journée de mobilisation le 9 février, soutenue ensuite par les syndicats du département. C'est pourquoi le 9 février il y avait 650 personnes à la manifestation à Saint-Denis et près de 250 grévistes en AG, représentant 53 établissements, dont 43 en grève. Parallèlement, des actions locales ont été organisées sur les établissements : réunions avec les parents d'élèves, occupations nocturnes, actions symboliques diverses. Le 11 février, le mouvement a commencé à s'étendre à l'académie, l'appel de l'AG étant soutenu par un appel de l'intersyndicale de Créteil (SNES, Sud, FO, CGT-Éduc'Action, CNT, etc.), avec une manifestation en direction du Ministère de l'Éducation Nationale, qui a regroupé environ 2000 personnes. C'était une nécessité, car la plateforme de revendications adoptées (cf. ci-contre), large et unificatrice, ne pouvait être imposée que par un mouvement d'ampleur nationale.

Les revendications de l'AG des établissements en lutte d'Île-de-France

- **Oui** à l'embauche massive de personnels enseignants et agents dans l'Éducation Nationale de la maternelle à l'université. **Non** à la suppression de 16000 postes à la rentrée prochaine, aux classes surchargées et au non remplacement des personnels.
- **Abrogation** de la loi de mobilité des fonctionnaires qui autorise les licenciements dans la fonction publique.
- **Non** à la précarité dans les 1^{er} et 2nd degrés et le supérieur. Titularisation et formation de tous les personnels précaires.
- **Oui** à un véritable service public de l'Éducation Nationale de l'école maternelle à l'université.
- **Retrait** de toutes les réformes qui visent à le démanteler : réforme Chatel des lycées, des LP, Darcos du premier degré, mastérisation... **Non** à la destruction programmée des COP, CIO, des RASED et des SEGPA.

Après un léger affaiblissement le mardi suivant, le mouvement a continué à progresser de façon significative : la journée du 18 février, où une manifestation dynamique a réuni environ 5000 personnes, avec en plus des établissements de Seine-Saint-Denis, quelques établissements du Val-de-Marne, de Paris intra-muros, des étudiants de l'IUFM, etc. L'AG des établissements en lutte d'Île-de-France s'est adressée à la fois aux collègues des autres académies (qui allaient reprendre le travail, alors qu'en Île-de-France les vacances commençaient) et aux directions syndicales à tous les

niveaux pour essayer d'étendre la grève au-delà de la seule académie de Créteil.

12 mars : une journée nationale d'action sans lendemain

Sous cette pression, les directions syndicales nationales de l'enseignement ont décidé d'appeler à une grève nationale pour le 12 mars au retour des vacances scolaires pour toutes les zones. Mais c'était à nouveau une journée d'action sans le moindre plan de

lutte nationale pouvant tracer la perspective d'une victoire. La grève a été assez largement suivie, en moyenne à 50% au niveau national, souvent forte là où le mouvement était à peine en train de commencer, légèrement en retrait déjà sur les premiers établissements à s'être engagés dans la lutte. Ce niveau de mobilisation exprimait à la fois le rejet des réformes et la disponibilité d'une fraction importante des enseignants pour lutter.

Mais en l'absence de réelles perspectives, le mouvement a dès lors cessé de progresser. Le niveau de mobilisation dans l'enseignement lors de la journée interpro-

fessionnelle du 23 mars en a été l'expression. Certes, la mobilisation a été forte dans le primaire, avec des taux de grévistes dépassant les 50% au niveau national et souvent les 70% en région parisienne, mais sans réelle dynamique permettant d'envisager une poursuite de la lutte. De même, si des

départements jusqu'alors en retrait ont participé plus massivement (comme le 92 Nord), le mouvement a été globalement en recul, en particulier là où il était le plus auto-organisé. Cela s'est exprimé dans une AG IDF bien moins nombreuses (environ 140 personnes...) avec nettement moins

d'établissements représentés (70 au total). Par delà les divergences d'appréciation, l'avis dominant était que la tentative d'impulser un mouvement au niveau national avait échoué, du moins provisoirement.



Manifestation parisienne du 23/03/10 : Banderole de l'AG des grévistes d'Île-de-France et groupe d'enseignants en concert de rue militant... (Photos ACDLL)

Pour un bilan politique du mouvement

Comme militants révolutionnaires du NPA, nous nous devons d'essayer de faire un bilan politique lucide de l'ensemble du mouvement et en particulier de l'intervention de notre parti.

*Une lutte auto-organisée
sur des mots d'ordre justes
refusant le fatalisme*

Vu l'ampleur des attaques du gouvernement contre la Fonction Publique et l'enseignement en particulier, il était bien sûr juste d'essayer de briser l'inertie et tenter de lancer un mouvement pouvant faire peu à peu tâche d'huile. L'auto-organisation, caractérisée par des AG sur les établissements, au niveau des villes à certains endroits, mêlant parfois enseignants du 1^{er} et du 2nd degrés, le tout couronné par l'AG IDF, était un autre point fort du mouvement. Il a contribué à la construction d'une mobilisation significative à l'échelle de la Seine-Saint-Denis à partir d'un établissement, par un travail volontariste et dynamique pour étendre la lutte. L'impuissance du mouvement à atteindre ses objectifs

n'est certes guère imputable aux grévistes qui se sont dépensés sans compter pour le populariser et l'étendre. Il tient en bonne partie à une situation politique générale, sur laquelle les grévistes n'ont guère de prise. Mais sa faiblesse a aussi des causes politiques qu'il faut examiner afin de se préparer à mieux intervenir dans les luttes à venir.

*Le poids de la situation
politique générale*

La situation politique est marquée par trois facteurs. Sur le moyen terme, elle est conditionnée par la crise économique mondiale qui s'est ouverte en 2008, dont les effets se font sentir non pas de façon continue, mais par vagues. Plus immédiatement, la situation est déterminée par le poids sur l'état d'esprit des travailleurs de la série de défaites partielles subies au printemps 2009, principalement en raison de la politique de collaboration de classes et de dispersion des luttes mise en œuvre par les directions syndicales. Ces échecs tendent à renforcer le sentiment que la lutte ne paie pas et que le gouvernement et le patronat ne peuvent pas être vaincus. Enfin, la situation plus immédiate dans

l'enseignement a été caractérisée par la politique d'accompagnement des plans du gouvernement de la part des syndicats de la FSU, majoritaires dans le secteur. Or les travailleurs se demandent toujours, avant de se lancer dans un mouvement de lutte dur, s'ils ont une chance significative de gagner. Dans ces conditions, un mouvement lancé par en bas à partir d'un département et sans préparation n'avait que très peu de chances de réussir à faire tâche d'huile.

*L'obstacle des directions syndicales
ou la grève ne marchant
que sur un pied*

Certes, une fois le mouvement commencé, les syndicats de l'académie de Créteil (sauf le SGEN et l'UNSA) l'ont soutenu, notamment en appelant à la grève pour la plupart des journées d'action et en participant aux AG de grévistes. Mais les attaques posaient bien sûr la question d'un mouvement national. Or, la politique des directions nationales a constitué un obstacle constant à toute extension réelle du mouvement et à une grève capable de gagner : concertations sur la

réforme du lycée pendant trois mois avec le ministre avant de refuser timidement la réforme ; journée d'action nationale sans mot d'ordre clairs et sans lendemain ; absence de tout plan de lutte national... Comment l'expliquer ? D'une part, les directions syndicales, intégrées par mille liens au sein de la machine de l'État capitaliste, sont soucieuses de préserver leur appareil (décharges, subventions, locaux, postes dans les institutions de l'État, représentativité, etc). Cet objectif leur dicte une politique tiède, voulant éviter à la fois de donner le sentiment aux collègues qu'elles ne veulent pas se battre et au gouvernement qu'elles veulent vraiment le combattre. En effet, toute grève nationale reconductible met en jeu l'appareil du syndicat : si elle se développe, elle risque toujours d'être prise en main par les travailleurs eux-mêmes débordant le cadre de départ ; si c'est un échec, elle risque de conduire à la fois à une perte de militants et à des mesures de rétorsion de la part du pouvoir. Sarkozy exerce vis-à-vis du SNES un chantage à la suppression des Commissions Administratives Paritaires (CAP), qui est l'une des principales bases matérielles de son hégémonie dans la profession. D'autre part, les dirigeants syndicaux sont en majorité des réformistes : ils sont effrayés par tout combat pouvant mettre en danger le gouvernement, les institutions, voire le capitalisme, au sein duquel ils ont trouvé leur place ; ils ont perdu toute confiance dans l'énergie et la détermination des travailleurs.

C'est pourquoi l'idée d'un parallèle avec la méthode utilisée il y a un an en Guadeloupe pour arriver à la grève générale, suggérée par la reprise de l'expression de « grève marchante », est erronée. Les centrales syndicales de la petite colonie française qu'est la Guadeloupe (l'UGTG, la CGTG, la CTU), sans être révolutionnaires, sont loin d'être intégrées à l'État au même degré que leurs homologues françaises. Plus combatives, elles avaient préparé rigoureusement la grève générale par la constitution d'un cadre de front unique large (le LKP), des tracts, des meetings et des

manifestations. La « grève marchante » n'y a pas été un outil utilisé par la base pour imposer aux directions un mouvement qu'elle ne voulait pas, mais pour étendre des grandes entreprises vers les plus petites une grève générale à laquelle ces directions avaient appelé.

C'est pourquoi il était important de voter des motions demandant aux directions syndicales de proposer un plan de lutte nationale pour engager une grève victorieuse. Bien sûr, ces motions ne peuvent exercer une pression efficace sur les directions que si le mouvement lui-même se développe à la base. Mais elles peuvent aussi y contribuer et sont de toute façon nécessaires pour faire progresser la conscience politique de nos collègues sur le rôle des directions syndicales, dont la plupart correspondent politiquement au Front de Gauche ou au PS.



*Cortège de l'AG des grévistes d'Île-de-France passant devant le point fixe du NPA le 23/03/10
Photo : Pochothèque Rouge/Milo,
<http://orta.dynalias.org/fotorouge/photos/11984.jpg>*

Quelle intervention du NPA ?

Parmi les commissions du CPN, il en existe une consacrée à l'Éducation Nationale. En raison du choix politique de la majorité du CPN et du CE de donner la priorité aux élections sur les luttes et des décisions financières correspondantes, cette commission s'est peu réunie. Elle a permis des échanges sur les réformes et sur les luttes, mais n'a pas proposé une orientation politique précise pour l'intervention dans ce secteur.

Il existe également une commission correspondante au niveau de la région parisienne, avec une équipe d'animation et des réunions ouvertes à tous les enseignants du NPA, toutes les trois semaines environ. Quel est son actuel bilan ?

Durant la période précédent le mouvement, la commission, malgré la demande insistante de plusieurs camarades, n'a sorti aucun matériel face à la réforme annoncée, ni suite au discours général de Sarkozy, ni suite à l'annonce de la réforme elle-même par Chatel. Il y a là un problème politique. Certains camarades se sont opposés à cette demande, en disant qu'un matériel du parti ferait doublon avec le matériel syndical ou de tendance syndicale. Cela revient d'une façon générale à nier la nécessité du parti et de l'intervention politique dans la lutte des classes. Plus particulièrement, dans la mesure où la direction du principal syndicat enseignant du second degré dialoguait avec le pouvoir et alimentait les illusions sur une réforme supposée plus douce que celle de Darcos, il était impératif d'alerter les collègues contre les axes inchangés du projet et d'exiger que les directions syndicales rompent les concertations. Mais ces illusions étaient manifestement en partie partagées par certains camarades qui pensaient aussi que le gouvernement serait plus timoré, vu l'échec de l'année précédente. Cependant, même si cette analyse avait été juste, il aurait été d'autant plus nécessaire de préparer le combat que le gouvernement s'apprêtait à mieux enrober sa réforme pour la faire passer. Plus fondamentalement, il est problématique que l'orientation défendue par les militants du NPA dans leur syndicat ne soit pas discutée collectivement, en particulier pour celles et ceux qui occupent des postes de responsabilités dans la FSU via la tendance École Émancipée, dans Sud ou encore dans la CGT-Éduc'Action — comme si la politique devait s'arrêter à la porte des syndicats.

Certes, une préparation politique de la lutte à venir n'aurait pas pu à elle seule inverser le cours des choses, puisque nous sommes minoritaires dans notre milieu ; mais elle aurait permis d'influencer les collègues, les militants syndicaux, et de faire progresser la conscience politique de tous en montrant au grand jour le refus des

directions syndicales réformistes d'en découdre avec le gouvernement Sarkozy. Malheureusement, seul le comité Éduc Nat 93 a produit un matériel politique, comparable à une feuille de boîte pour l'enseignement : il est impératif de se battre pour qu'un tel travail politique soit aussi accompli dans toute la région parisienne et au niveau national. C'est la condition pour construire un courant lutte de classe dans ce secteur, regrouper autour du NPA les salariés les plus avancés et progresser dans la construction du parti.

Quand le mouvement a commencé, le rythme des réunions en région parisienne s'est logiquement accéléré et le nombre de participants s'est élevé, permettant aux militants actifs dans cette lutte de mieux se connaître, d'échanger non seulement des informations, mais aussi leurs

points de vue sur le mouvement, ses obstacles et ses perspectives. Cependant, l'affluence est restée limitée au regard du nombre d'enseignants adhérents au parti. Cela s'explique en partie par le fait que chacun, tout en appréciant ces échanges, mesure aussi leurs limites : les réunions ne prennent le plus souvent aucune décision et n'ont aucune influence sur l'activité de la majorité des camarades. À notre connaissance, un seul tract du secteur a été tiré, pour la manifestation du 18 février, en fait repris du travail accompli par les camarades du comité Éduc Nat 93. C'est très en deçà de ce qui était possible et nécessaire. L'activisme déterminé des militants les plus investis ne peut pas permettre de surmonter ce problème qui est avant tout politique.

Il est souhaitable que les militants du NPA qui sont

intervenues dans la lutte puissent discuter et tirer ensemble le bilan. Mais il est clair que les graves faiblesses de l'intervention du parti comme tel dans le mouvement de l'Éducation Nationale ne peuvent être résolues seulement au sein de ce secteur. Car elles renvoient au fait que non seulement pour en finir avec le capitalisme, mais déjà pour une intervention efficace dans la lutte de classes, il faut un parti doté d'un programme ouvertement révolutionnaire et démocratiquement centralisé. Cela ne fait que confirmer sous un autre angle qu'il est chaque jour plus urgent que les militants qui veulent faire évoluer le NPA dans ce sens se réunissent pour débattre et s'engagent résolument sur la voie de la constitution d'une grande tendance révolutionnaire.

□ Antoni Mivani

Grève reconductible au Lycée Professionnel Bouvet de Romans (Drôme) Entretien avec deux enseignants, militants CGT

Contexte socio-économique

Les contre-réformes mises en place par les divers gouvernements de droite comme de gauche ont engendré chômage, précarité et pauvreté d'un nombre de plus en plus grand de familles, que la crise qu'ils veulent nous faire payer va encore aggraver. Elles sont les principales causes de l'échec scolaire qui conduit bon nombre d'enfants des quartiers populaires vers les lycées professionnels plutôt que vers les filières générales.

Romans, sinistrée par la disparition de la mono-industrie de la chaussure, cumule toutes les tares du système. De son savoir-faire d'antan, il ne reste qu'un musée et le triste privilège de compter 2948 chômeurs sur 13 848 actifs, avec un taux de chômage le plus élevé de Rhône-Alpes (21,3%) et 6445 RMistes. Le chômage dans la tranche d'âge 16-25 ans approche les 50%. C'est dire combien l'enseignement professionnel est largement sollicité et combien chaque coupe drastique dans les moyens financiers et humains est vécue par les

enseignants comme une mise à mort de leur mission.

Les gouvernements se succèdent, les promesses de valoriser les LP ne sont que des effets d'annonce, la situation se dégrade, la violence s'amplifie, les enseignants s'inquiètent et revendiquent par la lutte les moyens de leur mission, surtout qu'ils officient en ZEP, donc avec des élèves en grande difficulté.



Banderoles du LP Bouvet en grève (photo.ACDLL)

Les raisons immédiates de la grève

Pour Au CLAIR de la lutte, deux enseignants syndicalistes CGT ont bien voulu expliquer les motifs de leur grève, tirer un premier bilan et développer sur les questions que

soulève la rigueur budgétaire qui prévoyait de priver leur LP de 30h, au lieu d'assurer des cours normaux, décents, en sections CAP.

« Le conseil d'administration du 8 février 2010 avait voté contre le TRMD (tableau récapitulatif des moyens par discipline) car les enseignants refusent de renoncer en partie aux objectifs qu'ils s'étaient fixés dans le contrat d'objectifs en ce qui concerne les CAP (dédoublément des sections en enseignement général afin de permettre aux élèves un meilleur suivi individuel et, de ce fait, leur éviter l'échec). Alors que l'école prône la réussite scolaire, ces élèves issus prioritairement de SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté), 3^e d'insertion, EREA (établissement régional d'enseignement adapté), voire UPI (unité pédagogique d'intégration) ont besoin d'une pédagogie différenciée et d'un suivi personnalisé. Or la DGH (dotation horaire globale) pour la prochaine rentrée va nous contraindre à travailler avec des classes à effectifs importants en enseignement général (24 élèves) et à modifier nos méthodes pédagogiques pour faire

toujours plus de la discipline et de la gestion de conflits que de l'apprentissage individualisé. De plus, de violents incidents récents au sein du LP nous font craindre le pire quant aux relations adultes/élèves dans les temps à venir.

Notre grève reconductible est le fruit de plusieurs AG des personnels à l'initiative d'une intersyndicale CGT-Éducation, FSU, SNETAA (Syndicat national d'enseignement technique - action autonome) et non syndiqués, notamment celles du 12 février et 2 mars 2010, qui se sont alarmées des conditions annoncées pour la rentrée 2010 dans leur lycée, avec une dotation (DHG) qui entraîne un manque de 30h. La DHG réduite qui nous est attribuée pour la rentrée 2010 va nous obliger à renoncer en partie aux objectifs que nous nous étions fixés dans le contrat d'objectifs.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé un préavis de grève reconductible à compter du lundi 8 mars 2010. Notre grève n'est pas une grève corporative car nous refusons que les élèves soient les victimes de la rigueur budgétaire et de la rentabilité. Pour mémoire, ce sont 16 000 emplois qui seront rayés de la carte à la rentrée prochaine et

nous refusons que les plus défavorisés paient cette politique de casse. Ils ont besoin de toute notre attention. Si ce funeste projet était mis à exécution, ce serait la fin des petits groupes de travail de 12 élèves. On passerait du simple au double et ce sont sept classes de CAP qui seraient concernées, soit un peu plus de 70 élèves.»

Grève reconductible et victoire partielle

C'est sur ces bases que, pendant une semaine, le LP Bouvet a fait grève à 80%, avec un haut niveau de conscience des enjeux et une détermination sans faille, demeurée intacte toute une semaine, régénérée chaque jour par une AG. Face à une telle agression, les enseignants ont bien compris qu'une seule journée pour faire « pression » et obtenir satisfaction était mission impossible. C'est pourquoi la première AG des personnels s'est prononcée pour une grève reconductible.

Ils ont essayé, à contre-courant, de militer pour la solidarité et la convergence des luttes (appel aux personnels enseignants des LP). Ils

n'ont eu de cesse de populariser l'arme de la grève comme moyen de lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux des élèves.

Après la récupération de 13h, le LP Bouvet va redonner confiance dans la capacité d'action contre les agressions des Fillon, Chatel, Sarkozy.

C'est la totalité du secteur public de l'Éducation qui est visée : 16 000 emplois supprimés et une avalanche de contre-réformes (loi LRU instaurant l'autonomie des universités, suppression d'heures et de matières de cours dans les collèges et lycées, réforme du lycée, masterisation, scolarisation de la petite enfance en péril...).

Forts de cette première victoire, même si elle est partielle, les enseignants du LP Bouvet ont démontré que la lutte paie, obligeant le rectorat à revoir sa copie. Mais surtout ils préparaient, dans les meilleures conditions, la prochaine bataille contre le gouvernement (abrogation RGPP, retraite, pouvoir d'achat, emplois).

□ Jean Veymont

Congrès national de la FSU :

La direction, avec le soutien de la majorité de la tendance École émancipée, fait un pas vers le « syndicalisme rassemblé » à la sauce Thibault

Le 6^e congrès de la Fédération Syndicale Unitaire (F.S.U.) s'est tenu à Lille du 1^{er} au 5 février dernier. Le contexte d'ensemble est marqué par l'offensive du gouvernement et du patronat pour faire payer la crise aux travailleurs en accélérant les contre-réformes (notamment celle des retraites), les licenciements, le blocage des salaires, etc. C'est en particulier le cas dans l'enseignement : le gouvernement a fait passer l'année dernière la casse du statut des enseignants-chercheurs, la réforme dite de la « masterisation », il vient de publier les décrets de la réforme Chatel du lycée (cf. Au CLAIR de la lutte n° 4 et 5). Parallèlement, le gouvernement a lancé un processus pour imposer une recomposition syndicale par la modification des règles de la représentativité avec l'objectif d'affaiblir ou d'éliminer les organisations les plus combatives au

profit de grosses structures dirigées par des hommes et femmes de confiance de la bourgeoisie. Il n'est pas possible de faire un bilan exhaustif du congrès. On s'en tiendra à quatre enjeux : Quelle attitude de la FSU face aux réformes en cours dans ses principaux secteurs de syndicalisation ? Quelle position face à l'offensive globale de Sarkozy-Parisot, en particulier sur les retraites ? Quelle orientation face au processus de recomposition syndicale en cours ? Comment avancer vers un courant lutte de classe unifié et significatif dans la FSU.

Composition du congrès

La F.S.U. regroupe principalement des syndicats de l'enseignement et de la recherche publics, généralement les

organisations majoritaires dans leur secteur. Elle a cependant récemment élargi quelque peu son influence, avec notamment l'intégration du SNUCLIAS (Fonction Publique Territoriale) et du SNUTEFI (première organisation syndicale à Pôle Emploi). Le premier syndicat d'enseignants du primaire, le SNUipp, et le premier syndicat d'enseignants du secondaire, le SNES, y disposent d'un poids prépondérant, car ils organisent à eux seuls environ 140 000 des 165 000 adhérents de la fédération.

Elle reconnaît le droit de tendance : les militants peuvent s'organiser en tendance, publier revues et tracts, faire paraître leur positions à intervalles réguliers dans la presse du syndicat et être représentés proportionnellement au nombre de voix obtenues par leur orientation dans les instances des syndicats et de

la fédération. Pour éviter l'hégémonie d'un syndicat ou d'une tendance, toute proposition doit obtenir 70% des voix pour être adoptée. En outre, lors du congrès, aucune tendance et aucun syndicat ne peuvent disposer de 70% des délégués, même s'il ou elle dépasse ce chiffre lors des élections internes.

Ainsi, la tendance qui dirige la fédération depuis sa fondation, Unité & Action (U&A, idéologiquement toujours proche du Front de Gauche), a recueilli 73% des voix, mais avait un peu moins de 70% des délégués et par conséquent toutes les tendances minoritaires un peu plus que ce que leur score leur attribuait. La seconde tendance de la fédération, École Émancipée (EE, tendance oppositionnelle historique de la FEN, puis de la FSU, scissionnée en 2000-2001 à l'initiative de la LCR et aujourd'hui largement influencée par le NPA, elle co-dirige depuis cette époque la FSU avec U&A tout en maintenant une posture d'opposition à la direction) a recueilli 18% des voix, lui donnant droit à un peu plus de 150 délégués. La tendance Émancipation (minorité lors de la scission de l'EE, elle est quant à elle restée clairement oppositionnelle à la direction de la FSU) a obtenu 3,8% des voix, soit environ 30 délégués. La tendance Pour la Reconquête d'un Syndicalisme Indépendant (PRSI, tendance du POI dans la FSU) a recueilli 3,2%, soit 25 délégués. Enfin, Front Unique, la tendance des groupes justiens¹ au sein de la FSU, a obtenu 2,2% des voix, soit 15 délégués. Concrètement, cela signifie que toutes les tendances minoritaires réunies avaient le pouvoir de bloquer toute décision contraire aux principes du syndicalisme de lutte de classe et aux intérêts des travailleurs.

La direction apporte son soutien critique à la mastérisation

La réforme dite de la mastérisation est centrale dans le dispositif gouvernemental. Elle

¹ Groupes qui se réclament du combat de Stéphane Just (1921-1997), ancien dirigeant de l'OCI avec Pierre Lambert, exclu par celui-ci en 1984 et fondateur alors du groupe *Combattre pour le socialisme*, qui après sa mort a explosé en plusieurs morceaux.

modifie le recrutement de tous enseignants du primaire et du secondaire. Pour devenir enseignant, il faudra désormais non seulement réussir le concours, mais en outre obtenir un master d'enseignement. C'est notamment un instrument inouï de précarisation : la réforme permettra au gouvernement de créer des dizaines de milliers de titulaires d'un master non reçus au concours, masse corvéable à merci pour assurer les remplacements dans des conditions toujours plus précaires et pour justifier à terme la suppression des concours. Dans le même temps, les stagiaires seront contraints de faire un service plein dès la première année et seront privés de toute formation professionnelle sérieuse. Les IUFM, quelles que soient leurs limites dans leur forme actuelle, sont menacés de liquidation pure et simple.



G. Aschieri, ancien secrétaire général de la FSU, et B. Groison, nouvelle secrétaire générale, élue avec les voix d'U&A et d'EE (photo FSU)

Les personnels du supérieur et les étudiants ont lutté avec acharnement contre cette réforme l'année dernière. Sous la pression, la direction du SNESup-FSU a accompagné la lutte, sans jamais chercher à mettre toutes ses forces dans la bataille pour ouvrir la possibilité d'une victoire. La direction du SNES a quant à elle apporté son soutien, à peine critique, à cette réforme au nom de la hausse du niveau de qualification des enseignants et de la revalorisation de leurs salaires. Pourtant, la hausse du niveau de qualification est un leurre : les programmes des concours, qui reposaient sur des standards universitaires, sont au contraire abaissés au niveau des programmes de Terminale. Les représentants de la FSU se sont d'ailleurs honteusement abstenus lors de la présentation des décrets au CNESER. Les rapporteurs sur le thème 1 (éducation, formation et recherche) qui, comme sur tous les autres, appartenaient en majorité à U&A et en minorité à EE, ont soumis une position présentée comme un

compromis équilibré entre les positions du SNESup, du SNES et du SNUipp. En réalité, les formulations mûrement pesées visaient à refuser de combattre la réforme tout en donnant l'illusion que la FSU y était opposée. Face aux demandes répétées que le congrès exige l'abrogation des décrets concernés, un responsable du SNES a fini par vendre la mèche : il a expliqué qu'il était impossible d'introduire une telle formule dans le texte, sous prétexte que le SNES est contre l'abrogation de ces décrets, car ceux-ci élèvent le niveau de recrutement des enseignants... Cette prise de position revient donc à soutenir, même avec des critiques, la réforme Sarkozy-Darcos-Pécresse sur le sujet. C'est un pas significatif de la direction de la FSU dans le sens d'une collaboration de classe plus ouverte. En effet, traditionnellement, la fédération a toujours tendu à s'opposer au moins formellement aux principales réformes gouvernementales.

Dans ces circonstances, quelle allait être l'attitude des autres tendances qu'U&A ? Tous les minoritaires ont combattu ce texte, sauf l'EE, qui s'est sur ce sujet (comme sur beaucoup d'autres) divisée en deux. Une minorité de militants combattifs d'EE (liés à la gauche du NPA) ont mené une lutte organisée et déterminée contre le texte ; une frange plus large a voté contre ; mais la moitié des délégués d'EE environ ont voté avec U&A pour le passage concernant la mastérisation, même lorsqu'il a été soumis au vote séparément du reste du texte du thème 1.

Positions formellement correctes sur les retraites, mais refus de rompre les concertations

La FSU a décidé de réaffirmer ses revendications sur les retraites adoptées lors des précédents congrès : le retour au 37,5 annuités de cotisation pour tous pour avoir une retraite complète, avec un taux de remplacement de 75%, le calcul des pensions sur la base des 6 derniers mois de salaire, la défense du Code des pensions pour les fonctionnaires, le refus des fonds de pension et de la retraite par points, etc. Ces positions sont justes et pourraient servir de point d'appui dans la lutte contre la réforme des retraites. Cependant, si la

direction de la FSU peut se permettre un tel positionnement, c'est d'abord parce qu'il ne l'engage pas à grand-chose : elle pourra toujours se défaire sur les choix de la direction la CGT et de la CFDT, confédérations au poids décisif dans le rapport de forces sur cette question.

Mais, c'est aussi parce qu'elle n'en tire aucune conséquence pratique : elle a rejeté la demande d'un retrait de la FSU du Comité d'Orientation sur les Retraites (COR). Or, c'est précisément cet organisme associant patronat, syndicats et gouvernement qui va établir un « diagnostic partagé » dont la fonction sera de justifier la réforme en préparation. Il faudrait opposer aux rapports et recommandations de cet instrument de cogestion une enquête et un rapport des organisations ouvrières mettant en évidence devant tous les travailleurs la vérité : les gains de productivité gigantesques font que la hausse de la proportion des retraités dans la population ne rend nullement nécessaire une hausse des cotisations ; mais le capitalisme, en organisant le chômage de masse, couplé à la politique gouvernementale d'aide au patronat français face à la concurrence internationale, vide les caisses de la Sécurité Sociale via les exonérations de cotisations offertes au patronat avec l'argent des travailleurs. Une telle décision aurait mis en difficulté les directions de la CGT et de la CFDT qui sont en train de négocier avec Sarkozy-Fillon les conditions de leur capitulation annoncée. Sur ce point important, la direction de la FSU a reçu le soutien de l'EE.

La direction refuse de proposer un plan d'action capable d'ouvrir une perspective de victoire

Enfin, il s'agit surtout de déclarations platoniques car la FSU n'a pas du tout l'intention de préparer un affrontement sérieux avec le gouvernement, ni sur la réforme des retraites, ni sur quoi que ce soit. La résolution « Action » est l'une des plus plates et des plus insipides qu'on puisse imaginer : son objectif le plus radical consiste à tenter d'obtenir un appel unitaire pour une vague journée d'action sans lendemain... Le mot « grève » n'y figure même pas. La direction a même rejeté une motion (présentée par PRSI) demandant que

la FSU soit porteuse de la demande d'un appel à une grève interprofessionnelle de seulement 24h sur la question de retraites. Elle est restée totalement sourde aux critiques émises par un nombre significatif de délégués sur l'inefficacité des journées d'action sans lendemain. Malgré cela, la motion « Action » de la direction a été approuvée à près de 80% des voix, grâce au soutien d'une majorité de l'EE.

Un pas de plus vers le « syndicalisme de propositions »

Un thème entier du congrès était consacré à l'attitude que la FSU devait adopter face à la recomposition syndicale en cours imposée par le gouvernement avec l'aide des directions de la CGT et de la FSU dans l'objectif d'obtenir un syndicalisme encore plus collaborateur¹.

La FSU et la réforme de la représentativité syndicale

Le congrès a confirmé que la FSU ne contestait nullement cette opération de la bourgeoisie pour intégrer un peu plus les syndicats à la gestion de l'État bourgeois. U&A et EE ont rejeté la demande d'Émancipation, de FU et de PRSI que le congrès condamne la loi du 20 août 2008 et des accords de Bercy sur le dialogue social. Pourtant, la signature apposée sur ces accords par la direction de la FSU (et déjà rendue possible par les refus de vote de l'EE au Conseil Délibératif Fédéral National, CDFN, instance suprême entre deux congrès dans la FSU) est particulièrement grave : ces accords prévoient d'étendre le niveau de négociations sur les conditions de travail et les rémunérations à toutes les échelles, instrument de liquidation des conquêtes dans un contexte où la RGPP tend à réorganiser les services (accroissement de « l'autonomie » des universités et des lycées, régionalisation, etc.). Qui plus est, la signature était intervenue au moment même où le gouvernement allait

instaurer la loi sur le service minimum dans les écoles primaires.

Il ne fait nul doute que les négociations en cours pour déterminer les seuils de représentativité dans chaque fonction publique et chaque secteur vont être utilisées par le gouvernement comme un instrument de pression sur toutes les organisations syndicales contre toute lutte sérieuse face aux réformes. En effet, si l'on compare avec les seuils adoptés dans le privé, le pôle jaune CFDT/UNSA n'atteindra sans doute pas souvent la barre des 30% requis dans le privé pour signer des accords dits « majoritaires » ; en revanche, avec les mêmes seuils, la FSU risque d'être éliminée des organisations représentatives dans la plupart des secteurs où elle a créé des syndicats récemment (à l'image de ce qui vient d'arriver à la FO et à la CGC à la SNCF au niveau national). La CGT, quant à elle, risque de ne pas être représentative dans l'enseignement, sauf l'enseignement professionnel ; il en va de même de Sud et FO. Dans ces conditions, on entend parler d'éventuels seuils inférieurs dans la Fonction Publique... En contrepartie de quoi ?

La direction de la FSU suit les pas de celle de la CGT

C'est dans cette même logique que la direction de la FSU est engagée depuis des mois dans un travail de rapprochement avec la CGT qui vise à terme à son intégration en son sein, même si elle maintient également des relations avec Solidaires pour donner le change aux militants et satisfaire les demandes de l'EE en ce sens. Bernard Thibault a ainsi été invité à prononcer un long discours devant le congrès dans lequel il a exprimé également de façon marquée son souhait d'un rapprochement avec la FSU.

La Tendence Émancipation a pris l'excellente initiative de saluer celui que l'on est plus habitué à voir désormais sur le perron de l'Élysée aux côtés de Sarkozy qu'avec les travailleurs en grève par une banderole : « *Les Conti de la FSU te saluent.* » Il s'agissait de dénoncer le choix de la direction CGT de laisser les conflits ouvriers, en particulier contre les licenciements, dispersés et sans perspectives, en se référant à l'une des luttes les plus emblématiques, celle des ouvriers de Continental. Mais il s'agissait aussi de

¹ Pour une analyse de l'accord d'avril 2008 entre le MEDEF et les directions de la CGT et de la CFDT sur la réforme de la représentativité syndicale, cf. <http://courantintersyndical.free.fr/po st.php?ID=332>

souligner que la direction de la FSU tend à pratiquer de plus en plus la même politique dans son propre secteur, laissant les luttes du primaire, du secondaire et du supérieur cloisonnées et refusant de s'appuyer sur la dynamique d'un département ou d'un secteur pour ouvrir la voie à un mouvement d'ensemble. Cette initiative, saluée par les autres courants minoritaires, a mis l'appareil de la FSU dans l'embarras: il a tenté de cacher la banderole, puis de recouvrir par un brouhaha l'orateur d'Émancipation qui souhaitait expliquer cette action au congrès.

Plus généralement, bien qu'elle n'ait pas eu besoin de cela pour faire passer ses positions, la direction de la FSU s'est permis de porter un certain nombre de coups à la démocratie pendant le congrès (invalidation de délégués de courants minoritaires sans motif sérieux, organisation de « votes par acclamations », etc.), semblant essayer de tester le terrain pour la remise en cause de l'acquis historique que représente la reconnaissance officielle du droit de tendance. Cela ne peut se comprendre que dans la perspective d'une entrée dans la CGT, dont on voit mal la direction, contestée par la base, accepter que l'une de ses fédérations donne le mauvais exemple à toutes les autres...

L'adhésion de la FSU à la CES : la direction refuse un vote du congrès au profit d'un référendum interne

C'est dans la même logique de ce syndicalisme de proposition rassemblé que la direction de la FSU veut faire adhérer la FSU à la CES. Pourtant, cette entité n'est pas une confédération de confédérations syndicales réformistes, mais une structure intégrée à l'Union Européenne, qui a appelé à soutenir le Traité Constitutionnel Européen (TCE) en 2005, défend la flexibilité, ne revendique qu'un « travail décent » et s'est encore illustrée récemment en approuvant le traité de Lisbonne. Le discours de la direction selon lequel il s'agirait de changer la CES de l'intérieur est totalement illusoire: depuis que la CGT a intégré la CES, cela n'a fait qu'accentuer sa propre politique de collaboration de classes et



Banderole « Les Conti de la FSU te saluent » déployée à l'arrivée de Bernard Thibault par les militants d'Émancipation

son intégration à l'État. La direction a reçu le soutien d'une très grande majorité de l'EE pour l'entrée à la CES. Mais, comme un nombre important de sections départementales avaient des mandats de vote contre (soit pour des raisons de fond, soit parce qu'elles estimaient que le débat n'avait pas été mené au sein de la fédération), la direction aurait perdu un vote immédiat (une telle décision ne pouvant être adoptée qu'à 70% des voix). C'est pourquoi elle a fait mine de reculer en proposant l'organisation d'un référendum d'ici à la fin de l'année pour prendre la décision, ce qui lui assure en fait d'obtenir la majorité sans trop de difficultés car ce mode de consultation suppose par définition l'atomisation des adhérents et l'absence de vrais débats, contrairement à un congrès.

Pour une opposition lutte de classe unifiée et capable de représenter une alternative à la direction

La puissance de l'appareil FSU

Le congrès a manifesté la puissance de l'appareil qui dirige aujourd'hui la FSU. Certes, il existe bien sûr à la FSU, comme dans tout syndicat réformiste, des obstacles à l'expression démocratique de la base (faiblesse du débat à la base, faible taux de participation aux votes d'orientation, rareté des tribunes des minorités, décompte de voix parfois contestable, invalidation injustifiée de délégués oppositionnels, etc.). Cependant, toutes choses étant égales par ailleurs, la tendance U&A domine cette fédération (qui syndique en moyenne plus de 20% des

enseignants) sans avoir besoin de recourir à de nombreux coups de forces: son orientation, qui correspond globalement sur le plan syndical à celle du Front de Gauche sur le terrain politique, est hégémonique dans l'organisation. Comment le comprendre? Bien sûr, il y a des raisons générales. Les unes relèvent de la sociologie de la FSU: globalement les fonctionnaires, et notamment les enseignants, même si leurs conditions de travail et leur rémunération ont tendance à se dégrader, constituent une couche de salariés disposant d'un emploi et d'un salaire stables et qui, travaillant pour l'État, ont souvent l'illusion de servir l'« intérêt général ». Ils sont donc spontanément poussés par leurs conditions actuelles d'existence dans la voie du réformisme. Les autres causes sont plus politiques: dans l'enseignement, une partie significative des syndiqués FSU le sont plus pour les services proposés par le syndicat que pour des raisons politico-syndicales, d'autant plus depuis la défaite de 2003 qui a conduit beaucoup de syndiqués à perdre confiance envers les vertus de la lutte. Enfin, les plus radicalisés ont eu tendance à quitter peu à peu la FSU soit pour arrêter tout investissement syndical, soit dans une moindre mesure pour rejoindre d'autres syndicats (Sud, CGT et parfois FO); cela a fortement contribué à empêcher la constitution d'un courant lutte de classes important dans la FSU.

EE se présente comme une opposition à la direction, mais elle la soutient le plus souvent

Cependant, il y a aussi des raisons politiques internes à la FSU qui expliquent la faiblesse de l'opposition. L'EE, le plus puissant des courants minoritaires (18% des voix), se présente et apparaît souvent à la base comme un courant oppositionnel à la direction, mais dans sa majorité la direction de l'EE participe à la direction de la FSU et apporte presque toujours son soutien à U&A, en particulier dans les moments critiques. Cela s'est vérifié de façon éclatante lors de ce congrès. Les textes finaux présentés par les rapporteurs (équipes U&A et EE) sur les 4 thèmes en débat ont obtenu tous

plus de 90% des voix, à l'exception du texte « Action ». Traduction : seuls Émancipation, PRSI, FU (à eux trois, ces tendances pesaient environ 9% des voix) et une toute petite minorité d'EE ont voté contre ou se sont abstenus. Mieux : la nouvelle secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison (issu du SNUipp) a été élue avec les voix des représentants de l'EE au CDFN ! Dans ces conditions, des militants votent à la base en pensant envoyer des délégués critiques, qui en réalité marchent main dans la main avec la direction. Au sein de l'EE, on trouve un petit nombre de militants qui défendent des positions réellement oppositionnelles à la direction. Cependant, ils ne pèsent pas globalement sur cette tendance, qui est largement dominé par des gens qui se sont intégrés de fait à l'appareil supérieur ou intermédiaire de la FSU. Prise globalement, EE constitue un obstacle sérieux à la cristallisation d'une véritable tendance oppositionnelle dans la FSU qui puisse acquérir une audience significative.

*Les petites tendances :
points d'appui et limites*

FU (2,2%) soutient souvent des positions justes, mais c'est un courant sectaire. Il ne cherche jamais chercher à fédérer sur ces positions au-delà de ses rangs. En outre, ce courant est relativement peu actif sur le terrain des luttes, en raison d'une conception déformée du combat pour le front unique ouvrier, qu'il réduit à une activité (certes indispensable) d'interpellation des directions syndicales, sans la combiner avec des initiatives concrètes et sans participer aux mouvements réels, comme par

exemple celui qui s'est coordonné dans l'AG Île-de-France en février-mars. Enfin, cette tendance syndicale est la projection mécanique d'un courant politique lui-même dominé par le sectarisme. Tout cela rend impossible sa progression et son activité est malheureusement peu efficace pour rassembler les militants lutte de classe de la FSU.

Quant à la tendance PRSI (3,2%), elle adopte une attitude à géométrie variable, mais le plus souvent oppositionnelle à la direction de la FSU, comme ce fut globalement le cas pendant ce congrès. Mais c'est aussi la simple projection d'un courant politique, le POI, et comme telle elle cherche rarement un travail profond en commun avec les autres oppositions. De plus, elle ne se bat pas pour un plan de lutte axé sur la convergence des luttes et le combat pour la grève générale, mais s'est contentée au congrès de proposer une « grève de 24h » contre la réforme des retraites, sur la même ligne que la confédération réformatrice FO. Enfin, comme ceux de FU, les militants de PRSI ne participent pas aux efforts pour étendre la grève à la base et la coordonner tels que ceux réalisés par les enseignants du 93 et l'AG Île-de-France en février-mars.

Enfin, Émancipation (3,8%) est une tendance réellement oppositionnelle à la direction de la FSU, souvent active dans les luttes, diverse dans sa composition politique, toujours ouverte à des fronts communs avec d'autres courants ou groupes de délégués. Lors du congrès, elle a défendu dans l'ensemble de façon cohérente des positions de classe et même souvent des positions révolutionnaires, avec une délégation en bonne partie rajeunie. Mais laissée exsangue par la scission de l'École

Émancipée de 2001, elle peine à se reconstruire et est trop petite pour constituer à elle seule une opposition solide à la direction, même si elle en sera nécessairement l'un des pivots.

Comment dans ces conditions intervenir pour aider à l'émergence d'un tel courant ? Vu le poids des enseignants dans le NPA, ces questions mériteraient un débat politique sérieux. Il est sidérant que des adhérents de notre parti, qui a inscrit dans ses principes fondateurs le combat pour en finir avec le capitalisme, puissent voter avec les réformistes style Front de Gauche qui dirigent la FSU et ainsi leur apporter un soutien décisif. Cela scandalise nombre de camarades du NPA comme de la base d'EE — même si certains croient pouvoir à terme changer le courant EE de l'intérieur. Il ne fait pas de doute qu'il s'agit ici d'un prolongement du débat stratégique engagé au départ sous l'angle du caractère admissible ou inadmissible des alliances avec le Front de Gauche lors des élections. Il devient urgent que notre parti clarifie sa position par rapport à la direction de la FSU, donc aussi d'EE. Il faut ouvrir le débat sur les meilleures voies pour avancer, avec d'autres militants syndicaux oppositionnels, notamment ceux d'Émancipation, dans la mise sur pied d'une tendance lutte de classes ayant un poids significatif dans la FSU et capable de regrouper, par delà leur appartenance politique particulière, toutes celles et tous ceux qui veulent réellement que le syndicat soit un outil au service de la lutte des classes.

□ Antoni Mivani

Congrès de la FSU Finistère (29)

La direction fait passer sa ligne, mais non sans résistance

Entre 30 et 40 personnes ont participé au congrès FSU du Finistère qui s'est tenu les 12 et 13 janvier 2010. Les enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur étaient les plus nombreux, mais étaient également présents des personnels de l'administration de l'Éducation Nationale, du Ministère de l'Agriculture, de la DDAS. Il n'y avait cependant pas de représentants

du Pôle Emploi bien que la FSU y soit bien implantée localement.

Dialogue social ou syndicalisme de lutte ?

Les discussions les plus sensibles ont porté sur le dialogue social et sur la nature du syndicalisme ; ce qui pourrait se résumer à la question : le

syndicat est-il un outil pour la lutte de classe ou un instrument de « cohésion sociale » ? La première occasion de remettre en question l'orientation actuelle de la direction de la FSU dans ses principes et ses pratiques s'est présentée lorsqu'un dirigeant de la tendance majoritaire (Unité et Action, U&A) a posé un amendement demandant la reprise immédiate des discussions avec le Ministère pour que

la réforme des lycées puisse se faire sur d'autres bases que celles d'aujourd'hui.

Quelques congressistes ont fait remarquer que les discussions avec le gouvernement Sarkozy n'ont eu pour résultat que de donner un crédit « démocratique » à ses réformes régressives. Pourquoi alors s'obstiner à jouer le jeu du dialogue social ? Il a ensuite été exposé que la nécessité n'était pas de demander la reprise des discussions mais bien de construire un rapport de force contraignant qui permettrait d'imposer une réforme progressiste du lycée en améliorant matériellement et pédagogiquement l'enseignement dispensé aux jeunes, futurs travailleurs pour la plupart. Bien que s'étant offusqués des accords entre le gouvernement et le Vatican pour une reconnaissance des diplômes, certaines personnes pourtant prêtes à subir l'excommunication n'ont pas adhéré à la proposition de rompre les discussions avec le Ministère, craignant peut-être une lettre de cachet du roi Sarkozy. Après discussion, a nécessité de créer un rapport de force en parallèle des discussions a certes été adoptée dans un amendement, mais sans même faire explicitement référence à la grève. Avec cette petite concessions, la direction a réussi sans peine à faire adopter par le congrès son orientation collaborative.

Le positionnement de la FSU vis-à-vis du dialogue social ne concerne pas uniquement sa politique propre. Il concerne également la question du rapprochement avec la CGT, la direction de la FSU voulant intégrer celle-ci depuis que la loi sur la représentativité syndicale de 2008 menace de lui faire perdre ses élus et ses prérogatives dans la plupart des secteurs où elle est implantée en dehors de l'enseignement. Or les dérives encore plus ouvertement collaborationnistes de la direction de la CGT (par exemple sur la question centrale des retraites) et la puissance de cette organisation au regard de la FSU forcent cette dernière à étudier les possibilités que son orientation politique et stratégique propre puisse continuer d'exister dans le cas où elle serait contraire à celle de la direction

de la CGT. Ce problème a été posé en groupe de travail mais n'a pas été réexposé en séance plénière. Il faut être vigilant car il est très probable que la direction de la FSU cherche à éviter que la base du syndicat puisse en discuter, préférant la recherche d'un accord bureaucratique au sommet avec la direction de la CGT.

Une victoire : le congrès se prononce contre l'adhésion à la CES

Pour que la FSU puisse rester une organisation syndicale et non une institution intégrée à l'appareil d'État, la nécessité de refuser l'adhésion de la FSU à la CES (Confédération Européenne des Syndicats) a été exposée. Plusieurs personnes ont accompagné ce refus d'une réflexion sur la construction d'une alternative à la CES. En effet, la CES ne se bat pas pour préserver les services publics tels que nous les connaissons car elle accepte la notion de « Service Public d'Intérêt Général » avec la logique du Partenariats Public-Privé prônés par l'Union Européenne (UE). La CES est en fait une sorte d'appendice « social » de l'UE, chargée davantage d'apporter une caution à cette institution que de défendre les intérêts des travailleurs.

Beaucoup de participants ont avoué leur manque de connaissance sur le sujet et n'ont pas voulu s'exprimer pour ou contre l'adhésion de la FSU à la CES. C'est alors qu'un cadre U&A a tenté un coup de force en présentant le vote non pas comme un vote pour ou contre l'adhésion de la FSU à la CES mais comme un vote pour ou contre l'ouverture des discussions à ce sujet. Il a aussi prétendu que, étant pour la démocratie et donc pour la discussion, il fallait répondre positivement à cette consultation. Texte à l'appui, la tromperie a été démontée et au final, le congrès départemental a très majoritairement mandaté ses délégués contre l'adhésion à la CES. C'est une victoire indéniable, même si le congrès s'est prononcé aussi pour que soit organisée une campagne de consultation interne à ce sujet, qui ne peut qu'isoler les adhérents du

syndicat et permettre à la direction de faire passer cette adhésion à la CES comme elle le fit pour la CSI en 2007.

La direction refuse la convergence des luttes

Une autre discussion du congrès a porté sur la convergence des luttes et la nécessité d'élaborer une plateforme commune de revendications. Relayant l'appel de fonctionnaires du Ministère de la Culture pour une campagne unitaire contre la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques, responsable notamment du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et des restructurations qui en découlent), la proposition a été faite d'entamer une campagne d'information syndicale sur les conséquences de la RGPP et de promotion de la grève pour obtenir le retrait de ce programme de contre-réformes. Cette proposition n'a pas été adoptée mais a permis un échange très intéressant. Un militant U&A a rétorqué qu'il serait difficile d'obtenir le retrait de la RGPP et qu'il fallait plutôt tenter d'en contrer les effets négatifs. À l'idée qu'une République pouvant être changée, on pouvait bien remettre en question la RGPP dans son ensemble, ce militant a répondu qu'il était plus facile de changer tout un système que d'en modifier une partie. C'est ainsi que les réformistes finissent toujours par s'accommoder des contre-réformes en prétextant que le système serait indépassable.

Pour les révolutionnaires, au contraire, chaque attaque du gouvernement et du patronat, conduit inévitablement à faire le lien entre les nécessités du combat de résistance immédiat, sans concessions, et l'objectif d'en finir avec le système capitaliste qui s'attaque chaque jour aux droits acquis et aux conditions de vie les plus élémentaires. Le combat pour un syndicalisme de lutte de classe s'inscrit dans cette logique et suppose une lutte politique frontale contre les directions collaboratrices.

□ **Nicolas Faure**

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, JEUNE, MILITANT... et ce bulletin vous intéresse ?

Contactez-nous : tendanceclaire.npa@free.fr / 06 64 91 49 63

Conseil politique national du NPA des 27-28 mars

Après l'échec électoral, la direction du NPA persiste dans la confusion politique et la dérive droite...

Pour avancer vers un NPA révolutionnaire, il faut lancer maintenant une grande tendance révolutionnaire !

La direction n'est plus légitime

Pas moins de six textes de bilan (plus une contribution individuelle) étaient présentés au CPN (Conseil politique national) des 27-28 mars¹. La majorité du Comité exécutif (porteuse de l'ex-position A lors de la consultation nationale de novembre et de la confusion généralisée à cette occasion comme le reste du temps) s'est divisée en trois, tandis que la droite du parti (ex-position C) ne réussit toujours pas à s'unir (écartelée entre le courant Convergences & alternatives, qui avait appelé en décembre à faire la campagne du Front de gauche, et des militants plus loyaux envers le NPA) ; seule la gauche du parti, qui avait défendu la position B, est restée unie malgré sa diversité.

Finalement, les deux principales sensibilités de l'ex-position A (textes de bilan n° 1 et 2) se sont certes regroupées pour voter la résolution finale au nom de l'unité du parti. Mais, d'une part, elles se sont affrontées sous la forme d'amendements, l'une voulant continuer à discuter de façon centrale avec le PG et le PC, tandis que l'autre voulait donner la priorité à l'indépendance du NPA — sans pourtant refuser la poursuite de ces discussions avec les réformistes... D'autre part, la troisième composante de l'ex-position A (texte de bilan n° 3), correspondant à la

sensibilité du bulletin *Débat révolutionnaire*², s'est abstenu. Au final, il n'y a pas eu de véritable majorité pour la résolution de la direction, adopté par 53 voix pour, 31 contre, 20 abstentions et 6 refus de vote. Si l'on rapporte ces résultats au nombre de membres du CPN élus au congrès fondateur, soit 192, il apparaît de façon évidente que la direction actuelle de notre parti n'a plus de légitimité — comme cela avait déjà commencé à apparaître lors de la consultation nationale des militants en novembre.



Source : www.npa2009.org

² Cf. <http://www.npa-debatrevolutionnaire.org>
Cette sensibilité, héritière du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR (qui éditait le bulletin *Débat militant*), venant lui-même du groupe Voix des travailleurs exclu de LO en 1997, n'était plus un courant depuis l'avant-dernier congrès de la LCR, mais une composante de la majorité. Jusqu'à ce CPN, elle essayait de l'infléchir un peu sur la gauche, mais restait toujours solidaire d'elle. Cette sensibilité est obligée maintenant de se démarquer du noyau de la direction si elle ne veut pas renier ses propres principes. Il est pourtant clair qu'elle ne pourra que continuer à semer la confusion, comme elle y contribue depuis le début, si elle ne rompt pas franchement avec la direction sur la base d'un bilan sans concessions de sa dérive droite des dernières années.

Certes, le Comité exécutif a été un peu rééquilibré avec l'entrée de deux représentants supplémentaire pour l'ex-position B et de trois pour l'ex-position C. Le CE étant dominé de façon écrasante par l'ex-position A alors que celle-ci n'avait recueilli que 35% des voix lors de la consultation nationale, cette mesure était la moindre des choses — et est en fait fort tardive ! Cependant, il faut rappeler que, lors du congrès fondateur, la direction avait voulu empêcher la constitution de tendances (au nom du respect des « primo-militants » !) et même réprimé les seuls militants qui avaient décidé d'en faire une, ceux de la Tendance CLAIRE³. Dans ces conditions, il est urgent d'asseoir la légitimité des différentes tendances qui se sont constituées par la suite au sein du CPN (correspondant en fait pour beaucoup à différentes sensibilités de l'ex-LCR qui n'avaient pas été présentées aux fameuses « primo-militants ») sur les votes des militants. Si la consultation nationale de novembre leur avait donné une certaine base, malgré ses grosses limites démocratiques⁴, celle-ci est déjà

³ Le courant Convergences et alternative s'est constitué après le congrès fondateur et non avant ou pendant, contrairement à ce qu'on peut lire dans le bulletin de compte-rendu du CPN, p. 48. Ses partisans n'ont nullement proposé de plate-forme politique au vote des délégués, qui aurait permis de mesurer leur audience et de voir élire un nombre de représentants au CPN correspondant à celle-ci. — Cf. notre compte-rendu du congrès, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=10>

⁴ Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=103>

¹ Ces textes sont publiés sur le site du NPA : <http://www.npa2009.org/conten/t/retours-sur-les-elections-regionales>

largement périmée puisqu'il ne s'agissait pas d'un congrès et que la question posée alors restait très partielle.

Malgré l'urgence démocratique, la direction et la gauche du parti refusent de convoquer le congrès en juin

C'est pourquoi la démocratie, mais aussi les statuts explicites adoptés par le congrès fondateur (et que le CPN est censé appliquer...) exigeaient de convoquer un congrès en juin. Sur ce point, on ne peut que regretter que la gauche du parti ait fait bloc avec la majorité de la direction (contre les représentants du courant Convergences et alternatives, mais aussi d'un certain nombre de comités) pour repousser le congrès à novembre. L'argument selon lequel cela n'aurait pas été réaliste en termes de délai pour écrire les textes et approfondir les discussions ne tient pas : les bilans de la campagne électorale et des résultats ont été écrits en quelques jours et il aurait été possible de les discuter dans tout le parti pour préparer un congrès. De plus, sur la question du foulard musulman, plusieurs dizaines de textes ont été rédigés et publiés dans un bulletin spécial pour mener un premier débat dès ce CPN : là aussi, il était possible d'organiser la discussion. Quant aux élaborations programmatiques et stratégiques, elles sous-tendent les différentes positions qui s'expriment au CPN et il était donc possible, là aussi, de les développer et d'en débattre pendant deux mois dans tout le parti.

Or les militants, confrontés à la crise de notre parti, souvent déboussolés, parfois tentés de claquer la porte comme bien d'autres avant eux, en ont besoin de discuter immédiatement, de comprendre et de reprendre espoir. Beaucoup n'attendent pas le congrès de novembre. Certes, les textes préparatoires au congrès seront présentés au CPN de fin mai pour que la discussion commence en juin. Mais ce sont deux mois perdus pour l'urgent débat de fond

et, vu le fonctionnement du NPA dans bien des endroits, il est évident que cette discussion ne pourra commencer réellement partout avant l'été et qu'elle sera très inégale selon les endroits, faute d'un enjeu immédiat (la motion votée propose qu'elle se mène indifféremment dans des « comités, regroupements de comités, départements, régions »...). Puis, avec les vacances et la rentrée, il faudra finalement mener la vraie préparation du congrès en un délai aussi court que celui séparant la fin mars de juin, pourtant jugé « non viable » !... La solution trouvée est donc bancal, une fois de plus, à l'image de l'orientation adoptée.



Réunion électorale à Guéret le 12/02/10 pour la campagne hyper-droitière dans le Limousin, avec Christian NGuyen (NPA) au micro Jean-Luc Mélenchon (PG) à gauche. (Source : <http://npa-regionales2010.org>)

La résolution du CPN ne propose aucune orientation pour les luttes

Sur le fond, en effet, la résolution majoritaire au CPN ne propose aucune analyse de fond de la situation (au-delà d'un bilan essentiellement factuel des résultats des élections) et elle persiste à plonger notre parti dans l'inaction, la confusion politique et la dérive droitière. Tout d'abord, elle ne propose aucune ligne pour l'intervention dans les luttes : il n'y a même pas eu de discussion particulière sur cette question, la demande des camarades de la position B étant rejetée au profit d'une discussion réduite une fois de plus à la question des élections (quoique cette fois sous la forme d'un bilan) et d'un début de débat sur le voile musulman. La seule phrase qui concerne l'intervention dans les luttes est un amendement, concédé à la gauche, disant simplement que « le NPA

favorisera le rassemblement de tous ceux et celles qui veulent construire des fronts de lutte à la base dans les quartiers et dans les lieux de travail. » C'est ainsi que notre parti doit une fois de plus affronter sans orientation politique claire la séquence sociale et politique actuelle, marquée pourtant par un certain regain des luttes ouvrières depuis janvier, la défaite de Sarkozy aux élections, qui a rendu flagrante son illégitimité, et la nécessité d'engager sérieusement le combat contre la réforme des retraites.

La direction continue à vouloir discuter d'un programme avec le PC et le PG... voire avec le PS !

En second lieu, la confusion politique persiste sur la question des rapports avec les partis réformistes : d'une part, la résolution affirme que le NPA ne participera pas (encore heureux !) à la nouvelle mouture de l'« union de la gauche » que nous préparons le PS, Europe Écologie et le Front de gauche pour 2012, que « nous avons pu vérifier dans l'entre-deux tours les désaccords fondamentaux que nous avons avec les directions des partis qui composent le Front de Gauche » et même « nous ne pouvons pas nous placer comme ceux qui veulent "rééquilibrer" la gauche, mais comme ceux qui, souhaitant une véritable rupture avec le capitalisme, tracent les voies et les moyens de cette rupture en indépendance totale avec ceux qui à gauche gèrent ce système »¹.

Mais, d'autre part, la résolution dit en même temps que « le NPA doit mener campagne activement en faveur d'un front visant à regrouper les organisations, courants et militants qui veulent offrir une alternative anticapitaliste opposée au Medef, à la droite et au social-libéralisme » et que « nous

¹ Cette dernière formulation résulte d'un amendement des partisans du texte 2, qui veulent marquer l'indépendance du NPA par rapport au PCF et au PG, mais sans remettre en cause fondamentalement l'orientation du reste de la direction. Il a été adopté par 46 pour, 24 contre, 16 abstentions et 26 NPPV.

acceptons la discussion sur le contenu et les formes de l'alternative au pouvoir de la droite et aux politiques de droite »¹. Cela revient exactement à recommencer la politique des discussions avec le Front de gauche qui nous a conduits à une impasse désastreuse. Pire : cela pourrait même impliquer que le NPA aille jusqu'à ouvrir une discussion avec... le PS, puisque ce parti prétend lui aussi proposer une « alternative au pouvoir de la droite et aux politiques de droite » ! Après avoir perdu notre temps — et presque notre âme — en négociant avec les réformistes du PC et le PG pour qu'ils intègrent nos propositions dans leur programme, va-t-on maintenant discuter « sur le contenu et les formes » avec la gauche bourgeoise — fût-ce en annonçant qu'on n'ira pas jusqu'au bout ?

Comme l'écrivent à juste titre les camarades de l'ex-position B au CPN, « en cherchant jusqu'au bout à faire un compromis entre deux positions différentes, le texte a été adopté en intégrant deux propositions contradictoires (...) sur l'attitude vis-à-vis du reste de la gauche lorsqu'il s'agit de chasser la droite ! Alors que des désaccords ont été discutés au CPN, la résolution présentée à l'ensemble des militants a fait comme s'il n'existait pas de désaccord... » Autrement dit, la direction continue de nous mener en bateau en voulant nous faire épouser les méandres de ses propres confusions politiques, oscillant entre un anticapitalisme inconséquent et un opportunisme impuissant.

La direction nous propose un programme à tendance réformiste

Enfin, la racine de cette politique s'exprime dans l'orientation programmatique mise en avant, de façon beaucoup plus fondamentale, par la résolution adoptée au CPN. En effet, la résolution affirme que « nous proposons au projet d'alternance

¹ Amendement adopté de justesse (38 pour, 36 contre, 11 abstentions, 29 NPPV), à l'initiative des plus droitiers de la majorité...

social-libéral, sous la houlette du PS, une autre politique, un programme de mesures radicales anticapitalistes, sociales et écologiques, qu'appliquerait un gouvernement véritablement au service des classes populaires et qui ne craindrait pas de remettre en cause le pouvoir de la finance, des banques et du patronat. Ces mesures, nous les porterons et en débattons partout, avec celles et ceux qui cherchent à en finir avec la droite et Sarkozy pour mettre en œuvre une politique répondant aux besoins des classes populaires pour en finir avec la dictature de la finance. »



Conférence de presse pour le lancement de la campagne des régionales en Île-de-France le 08/02/10. Photothèque Rouge/JMB, <http://orta.dynamics.org/fotorouge/photos/11277.jpg>

Autrement dit, la direction du NPA ne propose pas un programme de transition révolutionnaire, axé sur l'objectif d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes :

- En proposant un programme qui se limite à vouloir « en finir avec la dictature de la finance », on renonce au but fondamental d'en finir avec le capitalisme lui-même.

- En proposant une simple « remise en cause du pouvoir de la finance, des banques et du patronat », on renonce à combattre pour leur expropriation pure et simple, sans indemnités ni rachat, pour leur collectivisation, leur autogestion et une planification globale démocratique.

- En fixant l'objectif d'un « gouvernement véritablement au service des classes populaires », on renonce de fait à se battre pour celui des travailleurs eux-mêmes. S'ils étaient développées jusqu'au bout, ces axes seraient typiquement ceux d'un programme réformiste. Cela confirme l'urgence de reprendre le débat de fond, programmatique et stratégique.

Revenir aux orientations du congrès fondateur... ou trancher leurs ambiguïtés dans un sens révolutionnaire ?

Nous ne devons pas laisser la direction trancher les ambiguïtés des principes fondateurs, qui mêlaient des considérations sur la révolution et le pouvoir des travailleurs à des confusions réformistes, dans le sens du réformisme. Mais cela suppose d'abord de bien identifier ces ambiguïtés du congrès fondateur, au lieu de se contenter d'accuser la direction de ne pas respecter les orientations de celui-ci, comme le font les camarades de l'exposition B au CPN. C'est pourquoi nous avons, pour notre part, assumé dès ce congrès la défense de positions programmatiques ouvertement révolutionnaires — centrées sur l'objectif du gouvernement des travailleurs — et une résolution politique alternative proposant une orientation stratégique pour la lutte de classe immédiate fondée notamment sur l'auto-organisation et le combat contre les directions syndicales et réformistes.

À l'époque, les autres courants et sensibilités de gauche dans le parti (à l'exception partielle de la Fraction L'Étincelle issue de LO) avaient refusé de défendre comme telles leurs propres positions pour le congrès — voire nous avaient accusé de ne pas « respecter les rythmes », de nous « auto-proclamer », etc. En réalité, elles avaient pris ainsi la responsabilité de contribuer à une confusion qui n'était pas due à l'afflux de « primo-militants » ou à la dynamique inhérente à la fondation d'un nouveau parti, mais avant tout au choix des dirigeants de l'ex-LCR de dépolitiser les débats en ne leur donnant aucune hiérarchie et en les laissant partir dans tous les sens.

La plupart des militants et dirigeants qui sont maintenant dans la gauche du parti avaient même voté non seulement pour la résolution politique générale, qui ne proposait aucun plan d'action clair pour les mobilisations, mais même

pour la résolution sur les élections européennes. Or celle-ci se prononçait pour une « Europe sociale », comme le PS et le PCF, et proposait ensuite un vague « *plan d'urgence pour l'Europe, de rupture avec le capitalisme, (...) un projet anticapitaliste alternatif aux choix européens réalisés jusqu'à ce jour* », sans poser la question du pouvoir. Cette question est pourtant la condition même d'un programme anticapitaliste révolutionnaire : son absence ouvre la porte aux dérives opportunistes, voire réformistes. De fait, la résolution débouchait sur la décision de tout faire pour un « *accord durable de toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme* » et qui « *ne se limite pas aux élections européennes, mais s'étende aux élections régionales* » — même si la résolution précisait certes que cette unité ne devrait pas être « *un cartel électoral sans lendemain, mais un instrument pour les luttes des travailleurs* »... Avec le recul, n'est-il pas évident que l'acceptation de la confusion politique au congrès et le refus de mener les combats d'idées et de programme — au-delà de quelques amendements — ont contribué à préparer et justifier la dérive toujours plus droitiste de la direction depuis lors ?

Fort heureusement, la fuite en avant opportuniste que permettaient les résolutions du congrès n'ont pas été acceptées par de nombreux camarades, ceux de la future position B, dès la déclaration commune NPA/PG au mois de juin. Mais il faut en tirer les conséquences en reprenant le débat programmatique et en confrontant les idées. Par exemple, dans leurs textes pour le dernier CPN, les camarades de la position B n'ont pas contesté l'orientation programmatique de la direction sur la question du « gouvernement au service des classes populaires » : aucune de leur critique ne porte sur ce point¹. Et, dans leur texte de

novembre (pour la consultation nationale), tout en faisant des critiques justes contre la ligne de la direction et des propositions pertinentes pour les luttes (raison pour laquelle nous avons apporté notre soutien à leur texte), ils se contentaient, quant au programme, de reprendre la ligne de l'ex-LCR en proposant un « plan d'urgence » et de « rupture avec le capitalisme », au lieu d'articuler le combat pour les revendications immédiates avec la question décisive du pouvoir et du combat pour le socialisme... C'est une question clé dont il va falloir discuter pour préparer le congrès.

Reculer encore face à la nécessité d'une tendance révolutionnaire serait irresponsable

Sans attendre, il devrait être désormais évident pour tous les partisans d'un NPA révolutionnaire qu'il est vital de se rassembler et de s'organiser pour préparer au mieux le congrès. Les camarades de l'exposition B au CPN, après avoir plusieurs fois refusé de prendre cette initiative, appellent enfin à une réunion nationale (le 23 mai). C'est une bonne chose car nous avons besoin de débattre entre camarades du parti qui avons voté pour la position B en novembre et au-delà.

Cependant, certains camarades dirigeants de la position B semblent avoir l'illusion qu'il serait possible de convaincre rapidement une partie de la majorité actuelle, qui vient pourtant de confirmer son homogénéité de fond, au-delà de ses divisions secondaires, en votant pour la résolution du CPN (à l'exception des camarades de *Débat révolutionnaire*, qui se sont abstenus). Ils soutiennent qu'il y aurait seulement deux orientations dans le parti : la leur et celle de la droite. C'est ainsi qu'ils justifient jusqu'à présent leur refus de lancer une tendance révolutionnaire, semblant croire qu'il serait possible

que leurs propres positions gagnent la majorité en quelques mois par la seule valeur de leurs arguments, sans constituer une force politique au sein du parti. En réalité, le risque pourrait être que cela aboutisse à des compromis avec une partie de la direction actuelle, aux dépens des clarifications nécessaires et au prix d'une orientation peut-être plus à gauche, mais non clairement révolutionnaire.

En réalité, il y a bien trois orientations principales dans le CPN, même s'il n'y en a que deux qui soient conséquentes : celle de la « droite », partisane d'une alliance programmatique et stratégique avec le Front de gauche ; celle de la « gauche » du parti, partisane d'un NPA indépendant et centré sur l'intervention dans la lutte de classe ; mais aussi celle du « centre », la majorité actuelle, qui oscille et continuera d'osciller longtemps entre ces deux orientations (quels que soient ses tiraillements internes), mais dont la tendance générale est d'aller toujours plus vers la droite. Entre ces trois orientations, il faut trancher. Elles doivent donc s'assumer comme telles, par la constitution de tendances clairement identifiées et soumises aux militants. C'est pourquoi il est urgent de lancer une tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire.

Dans le processus constituant de cette tendance et la préparation du congrès, il faudra mener des discussions de fond, cerner les points d'accord et de désaccords, sans pouvoir prétendre surmonter toutes les divergences — processus qui suppose justement des combats communs dans le parti comme dans la lutte des classes. Mais les dirigeants de la position B ne doivent plus temporiser ou hésiter : toute une partie de la base attend qu'ils aillent jusqu'au bout de leurs responsabilités². Car il en va en dernière analyse de l'avenir même de notre parti, aujourd'hui en crise.

□ **Nina Pradier**

¹ Seul le texte de bilan des camarades du bulletin *Débat révolutionnaire* se prononce en ce sens : « *Notre parti doit sans ambiguïté opposer au pouvoir des banques, du patronat, de la haute administration, le pouvoir démocratique des travailleurs et de*

leurs organisations. » Mais alors, comment serait-il possible de ne pas rompre avec la direction et l'affronter désormais, puisqu'elle ne développe absolument pas cette orientation ?

² Cf. notamment le très important appel des camarades de la Meuse, <http://npa-commercy.over-blog.com/article-appel-des-militants-de-la-meuse-48399532.html>

Zone euro : la stagnation économique se confirme

Après la crise financière entre l'été 2007 et l'automne 2008, la crise économique entre l'automne 2008 et l'été 2009, voici le temps de la crise sociale : la bourgeoisie ne peut que faire payer plein pot les travailleurs !

Après une croissance de 0,4% au 3^e trimestre 2009, la zone euro a connu une croissance de 0,1% au 4^e et devrait connaître une croissance trimestrielle autour de 0,2% au 1^{er} semestre 2010. Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB

européen a chuté de 4%. La chute est plus sévère qu'aux États-Unis et la « reprise » bien plus faible (+1,4% de croissance aux États-Unis au 4^e trimestre 2009). N'en déplaise aux réformistes de tout poil, une des raisons essentielles à ce différentiel est que les États-Unis ont massivement licencié (le chômage est passé de 4% à 10% en deux ans), alors que les Européens n'ont pas autant ajusté leurs effectifs, ce qui a plombé leur productivité et donc leur compétitivité. En 2010, les capitalistes européens n'ont pas

d'autre choix que de sabrer dans les « sureffectifs » pour tenter de regagner en compétitivité. Une autre raison est l'effet de la structure géographique des exportations : 57% des exportations des États-Unis vont vers des zones économiques dynamiques (Canada, Chine, pays émergents d'Asie, Amérique Latine, Russie et OPEP) contre 23 % pour la zone euro ; d'où la croissance plus rapide des exportations des États-Unis.

Croissance du PIB selon Natixis

	2008	2009	2010 (prévision)	2011 (prévision)
États-Unis	0,4	-2,4	2,4	2
Zone euro	0,6	-4	0,6	1

Dans la zone euro, la production industrielle a chuté en 2009 de 15% par rapport à 2008. Sur ce terrain, les « plans de relance » sont un échec complet : ils ont simplement permis le maintien de la consommation, au prix de déficits publics gigantesques et d'un gonflement de la dette. Ils ont amoindri la chute, mais ils grèvent désormais la croissance. Quant aux politiques monétaires expansionnistes, elles n'ont pas relancé le

crédit, mais elles ont nourri de nouvelles bulles et permis aux banques de s'engraisser... jusqu'à la prochaine crise financière.

De façon générale, et pas seulement en Grèce, les déficits ont atteint un seuil critique. Dans tous les pays, les gouvernements capitalistes vont accélérer les contre-réformes pour faire payer les plans de relance (financés jusqu'à maintenant par la dette) par les travailleurs. Peu importe leurs

étiquettes, « socialistes » ou « conservateurs », de « gauche » ou de « droite », il n'y a qu'une politique capitaliste correspondant aux intérêts du système. D'ailleurs, ce sont des gouvernements « socialistes » qui tapent le plus dur sur les travailleurs (en Grèce, en Espagne, au Portugal) car ces puissances de second ordre de la zone euro sont les plus en difficulté.

Les politiques keynésiennes ne permettent pas de sortir du marasme économique... mais renflouent les capitalistes sur le dos des travailleurs

Avec la floraison des plans de rigueur, c'est le mythe de l'alternative « keynésienne », faite de politiques monétaires et budgétaires volontaristes, qui s'effondre. S'il suffisait de sortir de la crise en créant de la monnaie ou en creusant le déficit public, cela se saurait. Ce n'est pas le méchant capital financier qui empêche la sortie de crise ou qui remet en cause l'action vertueuse des États. C'est simplement que les recettes

keynésiennes ne font pas disparaître les contradictions du système capitaliste. Pour qu'une véritable reprise économique voie le jour, une immense destruction de capital est nécessaire, soit par la guerre, soit par la liquidation (mise en faillite) d'une grande partie de l'appareil productif. La barbarie pour recommencer un nouveau cycle d'accumulation... ou le socialisme.

Cependant, les politiques « keynésiennes » expansionnistes

ont eu leur utilité pour le capital : même si elles ne permettent pas une relance de l'accumulation, les politiques monétaires ont permis de surmonter la crise bancaire et de renflouer les banques ; quant aux politiques budgétaires qui ont creusé les déficits publics, elles permettent de justifier aujourd'hui les très violentes attaques contre les travailleurs.

Économie française : la prétendue « reprise » s'éloigne à nouveau

Après la croissance en trompe-l'œil au 4^e trimestre 2009...

Il y a eu une embellie de la croissance au 4^e trimestre 2009 : +0,6% pour le PIB (par rapport au trimestre précédent). Il y a même eu une baisse des chiffres du chômage en décembre 2009 et le gouvernement en a profité pour nous faire croire qu'une nouvelle période de croissance soutenue démarrerait. Patatras : la réalité réduit à néant ces discours euphorisants et les dernières prévisions de l'INSEE (note de conjoncture du 25/03) mettent fin au mythe de la reprise.

Comme nous l'expliquions dans la *Lettre électronique* n° 4 de la Tendence CLAIRE (16/02), l'accélération de la croissance fin 2009 s'expliquait par des facteurs conjoncturels qui allaient très vite s'évaporer : une forte croissance de la consommation (+0,9%) tirée par la diminution de la prime à la casse

en 2010 (alors qu'elle avait permis des achats importants de voitures fin 2009 : +8%) et une reconstitution des stocks des entreprises (qui ont contribué à hauteur de +0,9% à la croissance du PIB : sans la variation des stocks, le PIB aurait décliné !). En revanche, l'investissement des entreprises a continué à fléchir de 0,8% au 4^e trimestre 2009, bien plus fortement que prévu. Et le solde commercial a continué à se dégrader, l'économie française ne parvenant pas à profiter de la forte croissance dans certains pays émergents. Cela témoigne du recentrage des économies asiatiques, mais aussi d'une perte de compétitivité des entreprises françaises.

En France comme ailleurs, nous voyons les limites et les derniers effets des « plans de relance » qui ont permis, pendant un temps, le maintien de la consommation, sans permettre une

relance de l'investissement. Désormais, les gouvernements vont amplifier leurs attaques pour faire payer aux travailleurs les plans de relance qui ont accru les déficits publics et la dette. D'où une croissance très faible qui s'annonce pour 2010.

... le marasme économique se poursuit en 2010

En deux ans, entre début 2008 et fin 2009, le taux de chômage a augmenté de 2,5 points, passant de 7,5% à 10%. Et la situation ne s'améliore pas début 2010, avec une forte augmentation des demandeurs d'emplois en janvier 2010 (+ 19 500 chômeurs) et une augmentation plus faible en février (+ 3 300). Dans les secteurs marchands non agricoles, 80 000 emplois devraient être détruits au 1^{er} semestre 2010.

Évolution du taux de chômage entre 2003 et 2009



L'INSEE a revu ses prévisions à la baisse pour le début 2010, et prévoit désormais un ralentissement de la croissance, avec +0,2% et +0,3% aux 1^{er} et 2^e trimestres 2010. La consommation ne devrait augmenter que de 0,1% au 1^{er} trimestre, puis baisser au 2^e. C'est la conséquence du blocage des

salaires et de la nécessité de faire payer la crise (les déficits creusés pour secourir les capitalistes) aux travailleurs. Grâce aux mesures contre les travailleurs et à la suppression de la taxe professionnelle, le taux de marge des entreprises (part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital) devrait

fortement augmenter, passant de 30,3% au 4^e trimestre 2009 à 32% au 2^e trimestre 2010. L'investissement des entreprises devrait continuer à chuter au 1^{er} trimestre 2010 (-0,4%), avant de se redresser modestement au 2^e (+0,6%).

Le déficit de compétitivité de la France par rapport à l'Allemagne

Le 15 mars, dans une interview pour le *Financial Times*, Christine Lagarde a critiqué la politique économique allemande : en reposant trop sur les exportations et

la compression des coûts salariaux, elle limiterait la croissance des autres pays européens. Lagarde suggère que l'Allemagne prenne des mesures pour relancer sa demande

intérieure, ce qui permettrait aux autres économies européennes d'exporter davantage. La réaction des dirigeants allemands ne s'est pas fait attendre : au lieu de

demander à l'Allemagne d'être moins compétitive, le gouvernement français devrait plutôt mettre en place les réformes structurelles. Autrement dit, le cancre devrait plutôt s'améliorer que de demander au bon élève de moins bien travailler...

C'est « grâce » à la thérapie de choc imposée par le « social démocrate » Gerhard Schröder aux travailleurs allemands, à partir de 1998, que la compétitivité de l'économie allemande s'est fortement redressée. En coupant dans les dépenses publiques, en ramenant de 32 à 12 mois le droit aux indemnités chômage (réforme Hartz IV de 2005), en flexibilisant le marché du travail, en s'appuyant sur les bureaucraties syndicales pour imposer le gel des salaires, Schröder n'a pas fait dans la dentelle. La même politique a été poursuivie depuis 2005 par la grande coalition rassemblant chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates sous la houlette d'Angela Merkel. Ce gouvernement a notamment

augmenté de trois points la TVA début 2007, une façon de pénaliser la consommation et les importations, tout en soutenant les exportations *via* un abaissement parallèle des cotisations sociales. L'âge de la retraite a aussi été porté de 65 à 67 ans en 2007, à l'initiative de Franz Müntefering, le chef des ministres sociaux-démocrates.

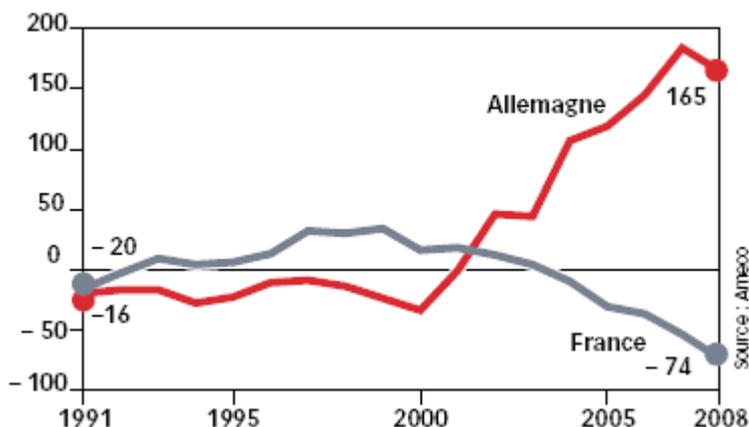
Le résultat est spectaculaire : les coûts salariaux unitaires allemands ont augmenté d'un peu plus de 5% depuis 1996, contre près de 30% en France, 55% en Italie et 60% en Espagne. Cela a permis à l'Allemagne de mieux résister à la concurrence des pays émergents, en gagnant des parts de marché aux dépens des autres pays européens. De 1995 à 2008, la part des exportations dans le PIB allemand est passée de 24% à 47%. L'excédent extérieur est passé de zéro en 2001 à 184 milliards d'euros en 2007, soit 7,6% du PIB.

Alors que Lagarde demande à l'Allemagne d'augmenter les salaires pour offrir des débouchés aux

exportations françaises, elle n'applique évidemment pas ces recettes pour la France. Dans le cadre de la concurrence capitaliste mondiale, il n'y a en effet qu'une politique efficace : être le plus compétitif possible. Le « journal de référence » de la bourgeoisie française, *Le Monde*, nous en détaille le menu (4 mars) : « *Le redressement de l'industrie française suppose de jouer sur une large palette d'instruments et de tenir, dans la durée, un certain nombre d'objectifs : la maîtrise du coût du travail (et son corollaire pour le gouvernement, l'absence de coup de pouce au SMIC et la non-augmentation des cotisations sociales), la baisse de la fiscalité pesant sur les entreprises illustrée, entre autres, par la réforme de la taxe professionnelle (12 milliards d'euros de perte sèche de recettes pour l'État en 2010), l'amélioration du financement des entreprises.* »

□ **Gaston Lefranc**

Balance des transactions courantes avec le reste du monde, en milliards d'euros



❖ INTERNATIONALISME

Situation explosive en Grèce

Les travailleurs parviendront-ils à empêcher la cure d'austérité et à ouvrir la perspective de leur propre gouvernement ?

Les fragilités de la zone euro

Pour fonctionner correctement, une union monétaire

capitaliste doit avoir des mécanismes qui permettent de faire face aux asymétries structurelles (écart des gains de productivité, taux d'endettement, etc.) et d'absorber les chocs asymétriques

(pertes de croissance, difficultés budgétaires, sorties de capitaux) qui affectent certains pays de l'union. La mobilité des forces de travail et du capital doit être suffisamment forte pour homogénéiser les

conséquences de ces chocs entre les différents pays de l'union. Or ces mécanismes n'existent pas dans la zone euro. Il n'y a pas non plus de dispositifs institutionnels qui permettraient que les pays en mauvaise santé bénéficient automatiquement de transferts publics pour amortir les chocs. Le budget de l'UE est ridiculement faible (1,1% du PIB européen), les traités européens interdisent les aides directes de l'UE à un pays membre et la Banque centrale européenne a interdiction d'acheter des titres de dette émis par les États (ce qui permettrait de faire baisser les taux d'intérêt, comme cela se fait aux États-Unis). En l'absence de mécanisme de péréquation budgétaire au niveau européen, il y a un risque d'hétérogénéité croissante, qui menace la stabilité de la zone euro. Nouriel Roubini, présenté par les médias comme l'économiste qui a su prédire la crise avant tout le monde, va jusqu'à prédire l'explosion de la zone euro.

Aujourd'hui, quand un pays de la zone euro subit un choc (un choc financier pour la Grèce avec une montée des taux d'intérêt ; un choc économique pour l'Espagne, particulièrement pénalisée par l'explosion de la bulle immobilière...), il n'y a qu'un seul « remède » : la cure d'austérité, qui frappe essentiellement les travailleurs. Alors qu'un pays souverain pourrait dévaluer sa monnaie pour regagner en compétitivité, c'est impossible pour un pays de la zone euro : l'ajustement se fait par la baisse des

salaires et des prix (déflation). Un pays en difficulté aurait-il alors intérêt à sortir de la zone euro ? Non, puisque les États de la zone euro s'endettent en euros... Une sortie de la zone, qui s'accompagnerait automatiquement d'une dévaluation de la monnaie nationale (recréée), ferait alors exploser les sommes à rembourser. Cela entraînerait probablement un défaut de paiement (l'effacement de ses dettes) de l'État qui prendrait ce risque. Avec pour conséquence un plan d'ajustement drastique pour espérer regagner la confiance des investisseurs. Le défaut de paiement de la Grèce ou d'un autre État aurait des conséquences catastrophiques sur les autres économies, puisque les banques (européennes notamment) détiennent des titres de la dette grecque. La zone euro est donc une prison de laquelle on ne sort pas indemne.

Bref, il n'est dans l'intérêt d'aucun pays de la zone euro de laisser s'écrouler l'un des siens. Ce n'est pas une question de « générosité » ou de « solidarité », mais de sauvegarde du système bancaire européen. D'ailleurs, Sarkozy et Merkel comptent bien mettre le moins possible la main à la poche, en exerçant la pression maximale sur l'État grec pour qu'ils appliquent les contre-réformes le plus rapidement possible. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils vont y réussir : les conséquences du développement de la crise en Europe sont difficiles à prévoir, mais peuvent être catastrophiques.

L'économie grecque au bord du gouffre

La situation de l'économie grecque est critique. Elle s'enfonce dans la récession : -0,5% au 3^e trimestre 2009, puis -0,8% au 4^e. L'investissement est en chute libre et le taux de chômage atteint désormais 10,3%, contre 7,9% un an plus tôt. Le déficit commercial est énorme (10% du PIB). Le déficit budgétaire a atteint 12,7% du PIB en 2009 et la dette publique est aujourd'hui d'environ 118% du PIB. L'explosion récente de la dette est due notamment au fait que l'État est venu massivement au secours des banques : en garantissant les emprunts faits par les entreprises, l'État a pris en charge les intérêts de celles qui ont fait défaut dans leurs remboursements.

Les agences de notation ont dégradé la note de la Grèce (quant à sa capacité à rembourser sa dette), ce qui a eu pour effet immédiat de déclencher la spéculation et de faire grimper les taux d'intérêt, alimentant un cercle vicieux pouvant conduire au défaut de paiement de l'État grec. Les écarts de taux entre l'Allemagne (environ 3%) et la Grèce (environ 6-7%) deviennent impressionnants pour des pays ayant la même monnaie.

Désormais, il s'agit de faire payer plein pot les travailleurs pour le sauvetage des capitalistes. Sous peine de ne plus pouvoir rembourser les intérêts de la dette, l'État grec va multiplier les contre-réformes.



Affrontements violents entre des jeunes et la police à Athènes, mars 2010

CDS : l'instrument privilégié de la spéculation contre la dette des États

Les Credit Default Swaps (CDS) permettent en principe au détenteur d'un titre de créance (comme un obligation émise par un État) de s'assurer contre le risque de défaillance d'un emprunteur. Le risque est ainsi transféré du créancier vers un tiers, moyennant le paiement d'une prime. Cette prime est d'autant plus forte que le risque de défaillance est perçu comme important : il y a une corrélation étroite entre la prime et le niveau des taux d'intérêt auquel l'emprunteur s'endette.

À la différence d'une assurance classique, les CDS peuvent être acquis par un investisseur qui ne détient pas le titre de créance que les CDS assurent : on parle de « couverture à découvert ». C'est comme si quelqu'un souscrivait une assurance contre les dégâts des eaux pouvant survenir dans la maison de son voisin ! Les CDS basculent d'une logique de protection à une logique de spéculation : l'acquéreur à découvert des CDS a alors intérêt à ce que le risque de défaut augmente, pour que le cours du CDS (le niveau de la prime) augmente.

Pour le cas de la Grèce, des fonds spéculatifs ont acheté des CDS sur la dette grecque. L'augmentation de la demande des CDS a mécaniquement fait monter leur valeur, augmentant la perception du risque de défaut de paiement de l'État grec, et donc accroissant les charges financières de l'État grec. Ensuite, soit l'augmentation des taux d'intérêt rend la situation de l'État grec de plus en plus précaire, et le cours des CDS continue à monter ; soit il y a un « plan de sauvetage » ou une cure d'austérité suffisamment crédible pour rassurer sur la solvabilité de l'État grec : dans ce cas, les fonds spéculatifs vendent plus chers les CDS acquis à bas prix et réalisent un gain important. Dans tous les cas de figure, les fonds spéculatifs (et les banques qui émettent les CDS) sont gagnants sur le dos des travailleurs.

Il faut cependant garder à l'esprit que la spéculation n'est pas déconnectée des fondements économiques réels. Pour que les attaques spéculatives fonctionnent, il faut qu'il y ait un terrain qui les rendent crédibles, et donc qu'il y ait un risque de défaut de paiement sous-jacent, que les attaques contribuent à aggraver, alimentant un cercle vicieux qui peut accélérer le défaut de paiement d'un État si des mesures drastiques ne sont pas prises pour y faire face.

Les mesures gouvernementales contre les travailleurs

Depuis décembre 2009, les annonces gouvernementales se succèdent : il s'agit de taper toujours plus fort pour « rassurer » les marchés et éviter le défaut de paiement. Entre décembre et février, le gouvernement a fait les annonces suivantes :

- Fonctionnaires : gel du salaire, baisse de 10% des primes, diminution des heures supplémentaires, arrêt total des embauches ;

- Hausse de la fiscalité : suppression d'exonérations fiscales, augmentation des droits d'accises sur le tabac et les alcools, mesures pour limiter la fraude fiscale et création d'un impôt sur la fortune (pour faire croire que les efforts sont équitablement répartis) ;

- Recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite (de 61 à 63 ans) ;

- Mise en place de réformes structurelles pour flexibiliser le marché du travail.

Le 3 mars, le Premier ministre Papandréou a annoncé un nouveau plan d'austérité (« Mesures d'urgence pour faire face à la crise financière »), voté par le Parlement deux jours plus tard en procédure d'urgence. Les nouvelles mesures annoncées doivent permettre de dégager 4,8 milliards d'euros

d'économies (qui s'ajoutent aux 15 milliards des premiers plans) :

- Salariés du privé et du public : gel des retraites ;

- Fonctionnaires : réduction de 30% du 13^e mois des fonctionnaires et de 60% de leur 14^e mois ;

- Fiscalité : hausse de deux points de la TVA, de 20% des taxes sur l'alcool, de 8 centimes par litre d'essence (qui s'ajoutent aux 25 centimes de février), de 63% du prix des cigarettes.

Ce nouveau plan a été salué par les autres gouvernements de l'UE et a fait monter les bourses. Mais il a été la—goutte d'eau qui a fait déborder le vase, puisqu'il a déclenché immédiatement une forte réaction des travailleurs. Même s'il faut être prudent avec les sondages de la bourgeoisie, les Grecs acceptent de moins en moins la potion qu'on veut leur faire avaler. Même s'ils pensent majoritairement que l'application de ces mesures est inéluctable (faute d'alternative), ils les contestent de plus en plus : par exemple, 90% des employés du secteur public rejettent la mesure prévoyant une réduction de 30% des primes versées à Noël, Pâques et pour les vacances. Dans le secteur privé, 76% des salariés et 68% des retraités se disent également opposés aux coupes prévues.

Le gouvernement pourrait devoir aller encore plus loin, notamment en privatisant à tour de bras. Il reste encore 52 entreprises

publiques, dont la société des chemins de fers qui perd 2 milliards d'euros tous les ans. Comme condition de son « aide », le FMI pourrait alors exiger que les entreprises publiques soient bradées aux capitalistes.

Les bourgeoisies européennes sont unies pour faire payer la crise aux travailleurs

Depuis plusieurs mois, les dirigeants européens mettent la pression sur le gouvernement grec pour qu'ils prennent des mesures drastiques d'austérité. Si pendant des mois ils n'ont pas annoncé de plan de soutien à la Grèce, ce n'est pas seulement par incapacité à se mettre d'accord, mais avant tout pour forcer le gouvernement grec à mettre en place une thérapie de choc contre les droits des travailleurs. Ce qui se passe en Grèce est un test d'une importance cruciale : si la bourgeoisie gagne, ce sera le feu vert pour étendre ces attaques à l'ensemble de l'UE. Il y a donc bien une alliance objective entre les spéculateurs, le capital financier et les gouvernements bourgeois, pour orchestrer une mise en scène et une dramatisation visant à anéantir les résistances du prolétariat. En faisant subir une défaite cinglante au prolétariat grec, particulièrement combatif, les

bourgeoisies européennes obtiendraient une victoire décisive et lourde de conséquences pour les travailleurs d'Europe.

En Allemagne, la bourgeoisie a lancé une campagne hystérique et nationaliste contre le peuple grec, afin d'empêcher que le prolétariat allemand se solidarise avec le prolétariat grec. Le journal populaire *Bild* a écrit par exemple : « *L'Allemagne a aussi de grosses dettes mais nous les remboursons, parce que nous nous levons tôt le matin et travaillons toute la journée.* » Il fallait peindre les Grecs comme des profiteurs pour justifier le fait que c'était aux travailleurs grecs de payer pour leur fainéantise passée. Et si cela ne suffisait pas, *Bild* suggère même au gouvernement grec de vendre plusieurs îles. Cette campagne n'a d'ailleurs pas épargné la France, y compris les journaux de la gauche bourgeoise ; ainsi *Libération* sous-titrait le 06/02 : « *Une société habituée à vivre des fonds publics.* »

Afin de mieux coordonner leurs politiques économiques, l'idée d'un gouvernement économique européen a fait son retour. Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre de Belgique entre 1999 et 2008, actuel président du groupe libéral au parlement européen, plaide pour des réformes coordonnées, notamment sur la question centrale des retraites : « *Pour les retraites, il faut aller dans telle direction par étapes ; pour le marché du travail, les réformes devraient viser tel résultat. Je vois ça comme une sorte d'autoroute sur laquelle les États rouleraient sans pouvoir trop dévier à droite ou à gauche, de sorte que leurs économies se développent dans le même sens.* »¹ Il pense d'ailleurs qu'il y a un consensus entre la « gauche » et la « droite » pour avancer dans ce sens : « *Avec les chefs des autres groupes, le Parti populaire européen et les socialistes, nous gérons une institution qui est désormais sur un pied d'égalité avec le Conseil. Nous avons créé une majorité "proeuropéenne" qui jugera toutes les propositions qui*

viennent de la commission et du conseil en fonction de ce critère : est ce que ça fait avancer l'Europe ? » L'Allemagne met en outre en avant la création d'un Fond Monétaire européen, qui pourrait prendre des sanctions contre les mauvais élèves de l'Europe.



Manifestation à Athènes en mars

La quasi-tutelle de l'Union européenne sur l'État grec

Le gouvernement Papandréou s'est engagé à réduire son déficit public à 8,7% en 2010, puis à 5,6% en 2011 et à 2,8% en 2012. Il devra se soumettre à un suivi mensuel du Conseil européen et sera surveillée en permanence par la Commission. Si les résultats sont jugés insuffisants, le Conseil pourra exiger des mesures additionnelles et même imposer des sanctions financières (comme l'autorise l'article 104-11 du traité régissant l'UE).

Merkel a même été jusqu'à évoquer la possibilité d'exclure purement et simplement un pays de la zone euro si sa politique n'était pas jugée adéquate. C'est pour le moment un effet d'annonce, puisque cette possibilité n'existe pas aujourd'hui dans les traités (mais Merkel envisage de modifier les traités d'ici la fin de l'année). En outre, l'Allemagne et les autres pays de la zone euro n'y auraient pas intérêt puisque le défaut de paiement de l'État grec aurait de graves conséquences sur les banques européennes (notamment françaises et allemandes) qui financent la dette grecque. Toutefois, il n'est pas exclu, si la crise s'aggrave, que les principaux dirigeants européens obligent les États les plus faibles à être mis sous tutelle budgétaire de l'UE, en donnant la possibilité à l'UE ou à la zone euro de décider directement de

la politique budgétaire des États membres surendettés. Tout doit être mis en œuvre pour appliquer les mesures d'austérité.

Après quelques tergiversations, la ligne dure l'emporte : l'Allemagne impose son « plan de soutien » à la Grèce

Si les bourgeoisies européennes étaient fondamentalement d'accord pour faire payer les travailleurs grecs, des positions divergentes se sont exprimées et la tension est montée entre l'Allemagne et la France, avant que Sarkozy ne capitule devant Merkel. Sarkozy plaide pour une aide strictement européenne à taux réduits en relâchant la pression sur le gouvernement grec, alors que Merkel plaide pour une aide européenne limitée et fortement conditionnée, tout en associant le FMI (ce qui exigera des mesures d'austérité supplémentaires et des réformes structurelles). C'est cette ligne dure qui l'a emporté pour l'essentiel, marquant la détermination de la bourgeoisie à en découdre, quels que soient les risques. Si Sarkozy plaide pour la « modération », ce n'est pas parce qu'il aurait une sensibilité plus « sociale » que Merkel, mais c'est parce qu'il doit tenir compte des risques de contestation qu'entraîneraient des mesures trop brutales en Grèce, mais aussi plus tard en France si le déficit budgétaire venait à s'aggraver encore...

Alors que l'option d'un recours au FMI semblait dans un premier temps exclue, Merkel y a rallié un groupe de 5 pays (Pays Bas, Finlande, Italie, Suède, Royaume Uni), puis le président de la Commission européenne (Barroso), avant de faire plier Sarkozy le 25 mars. La voie était alors ouverte à une déclaration à l'unanimité des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro le 25 mars au soir².

² Cf. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/113564.pdf

¹ *La Tribune*, jeudi 18 mars 2010.

Cette déclaration prévoit un financement potentiel « en dernier recours », constitué de prêts du FMI (pour un quart à un tiers) et de prêts bilatéraux de l'ensemble des États membres de la zone euro au prorata de leur poids économique (pour deux tiers à trois quarts). Les prêts bilatéraux seraient soumis à de « fortes conditionnalités » et à des taux punitifs (supérieurs aux taux moyens des pays de la zone euro) pour qu'ils ne puissent s'assimiler à des « subventions ». Pour être activé, le plan exige l'accord de

l'ensemble des pays de la zone euro. La pilule serait donc très amère... mais

Papandréou n'a pas d'autre choix que d'accepter sans rechigner ; il a même été jusqu'à se dire « très satisfait » ! En tout cas, la crise n'est pas terminée, puisque l'annonce de l'accord n'a pas empêché la hausse des taux d'intérêt des obligations grecques

(lors d'un nouvel emprunt obligataire de 5 milliards le 29 mars), accentuant la pression sur le gouvernement grec. Le 8 avril, les taux à 10 ans sur la dette grecque affichaient le record de 7,4% (soit 4,6 points de différentiel avec l'Allemagne) et Papandréou a annoncé dans la foulée une nouvelle accélération du rythme des réformes. Alors qu'il est de plus en plus probable que la Grèce soit contrainte de solliciter l'aide promise, les dirigeants européens ont du préciser (le 11 avril) les modalités de leur « soutien » : 30 milliards d'euros de prêts bilatéraux (à un taux d'au moins 5%) et 10 milliards de prêts du FMI.

Après la Grèce, à qui le tour ?

Si la Grèce est un maillon faible, ce n'est pas le seul. C'est aujourd'hui le Portugal qui est dans l'œil du cyclone. Pourtant, le plan du gouvernement « socialiste » de Socrates prévoit le gel des salaires des fonctionnaires pendant quatre

ans, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la suppression de mesures pour les chômeurs de longue durée, le gel de certains investissements publics (lignes TGV) et la privatisation de 18 entreprises publiques. Cela n'a pas empêché l'agence de notation Fitch de dégrader le 24/03 la note de la dette portugaise, entraînant la hausse des taux d'intérêt. Si l'agence a jugé le plan du gouvernement portugais « globalement crédible », elle lui demande d'aller encore plus loin !



Manifestation à Athènes, mars 2010

Cette agence menace également le Royaume-Uni, la France et l'Espagne de dégrader leur note si ces pays ne prennent pas des mesures de réduction de déficit « plus crédibles ». Le message est clair : ce ne sont pas les États qui régulent la finance (malgré les gesticulations d'un Sarkozy) mais celle-ci qui fixe les grandes orientations de leurs politiques budgétaires. C'est d'autant plus vrai pour la France, qui a décidé de lever sur les marchés les 35 milliards du « grand emprunt » (27 milliards sont encore à lever).

Le gouvernement irlandais a été le premier à mettre en place un plan d'austérité : baisse de salaire des fonctionnaires, baisse des allocations sociales, hausse des impôts. Fin janvier, le gouvernement espagnol de Zapatero a donné le feu vert à un plan de rigueur destiné à économiser 50 milliards d'euros sur trois ans, accompagné d'un recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Le Royaume Uni a relevé la TVA le 1er janvier, augmenté les impôts et

baissé les prestations sociales. En France, avant la « pause » annoncée fin 2011, Sarkozy va taper très fort en faisant passer notamment une réforme des retraites.

La mobilisation des travailleurs grecs face à l'obstacle des bureaucraties syndicales

Dès le début de la crise, le premier ministre Papandréou a appelé « les hommes et les femmes de Grèce à faire corps avec la cause commune qui est de sauver le pays », allant même jusqu'à dire le 5 février : « Il n'y a pas de place pour les grèves ou arrêts de travail, chaque citoyen doit s'engager et venir en aide au pays. » Appel reçu 5 sur 5 par les puissants bureaucrates de GSEE et d'ADEDY. En effet, les deux confédérations syndicales du pays, dont les

directions sont intimement liées au PASOK (il est d'ailleurs de tradition que les dirigeants de GSEE deviennent ministres du travail des gouvernements « socialistes »), n'ont jamais remis en cause les mesures d'austérité du gouvernement. Elles veulent simplement que les efforts soient équitablement partagés. « Nous refusons de payer le prix d'une crise dont nous ne sommes pas responsables », affirme la direction de GSEE, mais elle ajoute aussitôt qu'il n'y a pas que les travailleurs qui doivent faire des sacrifices : elle admet ainsi que les mesures anti-ouvrières sont nécessaires, mais demande à Papandréou de prendre aussi une ou deux mesurètes symboliques contre le patronat.

Tout au long de la crise, et particulièrement début mars, au moment où la lutte des classes s'est intensifiée, les bureaucrates ont joué un rôle clé pour l'aider à faire passer ses mesures. C'est ce que nous allons voir maintenant, par un rapide résumé du déroulement des mobilisations.

Les organisations politiques et syndicales en Grèce

PASOK : Parti « social-démocrate » au pouvoir après avoir remporté les élections d'octobre 2009 avec 44% des suffrages et la majorité absolue au parlement. La droite au pouvoir (Nouvelle Démocratie) a fait 33,5% et l'extrême droite 5,5%. Le PASOK a centré sa campagne sur le soutien aux bas revenus et la relance de la demande.

KKE : parti communiste stalinien, qui a rompu avec les partis communistes « post-marxistes » (comme le PCF) rassemblés dans le « parti de gauche européen ». Employant une rhétorique très anticapitaliste et anti-impérialiste, il met en avant une perspective de « front populaire » : celle d'une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie pour mettre en place une « économie populaire ». Il a en fait la ligne du PCF des années 1960 et 1970. Le PCF mettait en avant un programme pour un « gouvernement démocratique d'union populaire » et théorisait le passage par une phase de « démocratie avancée » (avec des secteurs de la bourgeoisie) précédant la phase socialiste, selon une logique typiquement réformiste dans le cadre de l'orientation des chefs staliniens de l'URSS mettant en œuvre une ligne de « coexistence pacifique » avec le capitalisme. Le KKE a d'ailleurs participé à un gouvernement dominé par la droite (Nouvelle Démocratie) en 1989. Il a obtenu 7,5% des voix aux élections législatives d'octobre 2009. Cf. <http://fr.kke.gr/>

SYRIZA : coalition réformiste formée en 2004, constituée par Synaspismos (scission de droite du KKE au début des années 1990, qui est de loin la plus grosse organisation de la coalition) et par quelques groupes d'extrême gauche comme Xekinima, la section grecque du CIO (Comité pour une Internationale ouvrière, fort surtout en Grande-Bretagne, Écosse et Irlande, et dont la section française est le courant Gauche révolutionnaire du NPA) ou Kokkino, section sympathisante du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale » (SUQI, regroupement international auquel participent des militants du NPA issus de la LCR). Cette coalition a obtenu 4,5% des voix en octobre.

ANTARSYA : coalition anticapitaliste créée en 2009 avec la participation d'organisations qui se réclament du trotskysme, du maoïsme ou issues du KKE. L'OKDE Spartakos (section officielle du SUQI, où elle constitue une aile gauche - d'où la préférence qu'accorde la direction du SUQI à sa section sympathisante Kokkino...) et le SEK affilié à la Tendence socialiste internationale fondée par Tony Cliff autour du SWP britannique) participent à ce front. La coalition a fait 0,36% aux élections de 2009, un score modeste qui marque cependant une progression par rapport aux résultats antérieurs.

GSEE : confédération qui regroupe environ 1 million de salariés du privé. Sa direction est liée au PASOK.

ADEDY : confédération qui regroupe environ 400 000 fonctionnaires. Sa direction est liée au PASOK.

PAME : Front de lutte syndical dirigé par le KKE (fraction stalinienne de GSEE). Les manifestations organisées par le PAME ne se joignent jamais aux manifestations appelées par les autres syndicats et organisations étudiantes.

Avant mars : Le 17 décembre, PAME (Front de lutte syndical dirigé par le KKE) appelle à une journée de grève (dont les travailleurs se saisissent au-delà de l'audience habituelle du Front) à la veille du vote du budget d'austérité. Le 10 février, à l'appel d'ADEDY, la grève des fonctionnaires est majoritaire, mais les manifestations sont relativement faibles (à peine 10 000 manifestants à Athènes). Le 24 février, à l'appel de GSEE et d'ADEDY, la grève a été très suivie, en particulier dans les transports et dans les écoles ; environ 40 000 personnes ont manifesté à Athènes et 10 000 à Salonique.

Mercredi 3 mars : Suite aux nouvelles annonces gouvernementales, manifestations spontanées de retraités qui affrontent la police. PAME prend rapidement

des initiatives, appelle à des rassemblements le jeudi soir et à la grève le vendredi.

Jeudi 4 mars : 300 syndicalistes du PAME occupent le matin les locaux du ministère de l'économie ; ils montent sur le toit du bâtiment pour afficher une banderole : « *Soulevez-vous pour que les mesures ne s'appliquent pas.* » Le soir, 10 000 manifestants (selon la police) se rassemblent à Athènes. *Idem* à Salonique. L'hégémonie du KKE sur la manifestation est manifeste ; une banderole déclare « *la guerre à la guerre des capitalistes* ». Les deux principales confédérations sont dépassées. Afin de reprendre la main, elles appellent à un rassemblement le vendredi midi devant le parlement. Sans appeler à la grève générale, elles

« autorisent » les syndicats qui le peuvent à organiser des grèves de 24 heures ce jour-là.

Vendredi 5 mars : Grèves massives dans les transports et l'éducation, qui paralysent le pays. C'est un grand succès pour le KKE, qui apparaît comme la force motrice de ces grèves. PAME rassemble le matin des milliers de manifestants. Lors du rassemblement devant le parlement à midi, le dirigeant du GSEE est molesté par des jeunes et doit être évacué alors qu'il entamait son discours. Affrontements de centaines de personnes avec la police. Au même moment, le parlement adopte les mesures d'austérité en procédure d'urgence. Le KKE quitte le parlement au moment du vote. Sous la pression des masses, les bureaucrates sont obligés de revoir leur calendrier.

Initialement, ADEDY avait appelé à la grève le 16 mars et la GSEE à rien du tout. Le 5 mars, les deux confédérations bouleversent leurs plans et appelle à la « grève générale » le jeudi 11 mars.

Jeudi 11 mars : Journée de grève générale appelée par GSEE, ADEDY et PAME. Les taux de grévistes sont très importants dans le public et le privé (90% selon GSEE). Les manifestations sont encore plus importantes que le 24 février. À Athènes, la manifestation du PAME regroupe près de 50 000 personnes, alors que celle des confédérations en rassemble environ 100 000. Il y a des affrontements dans le quartier populaire d'Exarcheia et de nombreux manifestants se réfugient dans l'École polytechnique, où la police ne rentre pas. À Salonique, plus de 10 000 manifestants ont défilé ; des commerces appartenant à l'Église sont attaqués et des supermarchés pillés.

Depuis jeudi 11 mars : Des grèves sectorielles éclatent : agents du fisc, salariés des auto-écoles, travailleurs de l'électricité (les 16 et 17 mars), travailleurs de la santé (16 mars), travailleurs des stations services (18 mars), chauffeurs de taxi (le 18 mars), etc. Mais les deux grandes confédérations parviennent pour le moment (début avril) à accompagner les mesures d'austérité sans se faire déborder. Le dirigeant de GSEE, Stathis Anestis, s'est senti suffisamment fort pour oser dire le 26 mars qu'il ne programmerait pas de nouvelles grèves, pour aider le gouvernement à améliorer les finances publiques ! Au lieu de préparer et d'appeler à la grève générale, GSEE a lancé une campagne nationaliste appelant les consommateurs à « acheter grec » afin de défendre « l'économie grecque ». Quant au dirigeant d'ADEDY, Ilias Iliopoulos, il a annoncé le 15 mars : « Toutes ces mesures nous obligent à prendre une décision sur de nouvelles grèves d'envergure avant ou après

Pâques. » La politique des bureaucrates est donc limpide : programmer encore quelques journées d'action dispersées, qui ne gênent en rien le gouvernement et qui mèneront les travailleurs dans le mur.

En outre, la jeunesse grecque, qui s'était massivement mobilisée en décembre 2008 en réaction aux brutalités policières, s'est relativement peu mobilisée jusqu'à présent. Toutefois, les organisations d'extrême gauche cherchent à constituer des comités de jeunes pour occuper les universités et se lier aux luttes des travailleurs.



Quelle politique les révolutionnaires doivent-ils défendre en Grèce ?

Syriza appuie pleinement la politique des directions syndicales. La coalition s'est contentée de soutenir les deux journées de grève générale (24 février et 11 mars) appelées par les bureaucrates. Mismars, Syriza affirmait : « *La lutte commence maintenant. Nous continuons à soutenir les rassemblements organisés par ADEDY.* » Comme le PC ou le PG en France, Syriza couvre totalement la politique de trahison des directions syndicales. Le 5 mars, le dirigeant de Syriza, Alexi Tsipras, s'est d'ailleurs précipité pour condamner la prise à partie du dirigeant de GSEE par des jeunes radicaux.

Cela n'empêche pas des petites organisations se réclamant du « trotskysme » de participer à Syriza tout en renonçant à combattre de

façon conséquente l'orientation de sa direction. Fin 2007, Georges Mitralias, un dirigeant de Kokkino (la section sympathisante du SUQI) se vantait de « l'osmose » entre son organisation et les anti-libéraux, avant et après la création de Syriza : « *Syriza ne tombait pas du ciel. Au contraire, sa fondation constituait l'aboutissement de 7 ans d'osmose et de collaboration militante des secteurs antilibéraux (...) avec des sensibilités et organisations d'extrême gauche. (...) Syriza constitue non seulement un "phénomène" politique absolument nouveau et unique en Europe, car fondée sur la collaboration*

politique d'un parti réformiste antilibéral avec plusieurs organisations d'extrême gauche de tout horizon, mais aussi un exemple concret de réussite à tous les niveaux »¹. Cette politique de front durable des antilibéraux et des anticapitalistes (proche de celle que la direction du NPA nous propose) est à l'opposé d'une politique de front unique, où les révolutionnaires cherchent

l'unité avec les réformistes sur des objectifs précis et concrets, sans taire leurs critiques et sans faire croire qu'une unité durable ou coalition avec des lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier serait acceptable. En outre, Mitralias a pris ses rêves pour la réalité en parlant de « réussite à tous les niveaux » : alors qu'il pensait que Syriza dépasserait rapidement le KKE, Syriza est en reflux électoral (faisant 4,5% en 2009 contre plus de 5% en 2007) et a un poids nettement plus faible que le KKE au sein du prolétariat. L'opportunisme est donc un échec sur tous les plans : sur le plan électoral, et surtout sur le plan politique, puisqu'il contribue à bloquer la création d'une puissante force anticapitaliste révolutionnaire capable d'offrir une réelle alternative

¹ Article de Georges Mitralias (nov.-déc. 2007) pour *Inprecor*, revue du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale », <http://orta.dynalias.org/inprecor/~1b74893a821fc4a730e6907e~/article-inprecor?id=463>

à la politique de trahison des bureaucrates syndicaux et des réformistes. Ce précédent grec doit donc faire réfléchir tous les camarades du NPA qui voudraient encore suivre la ligne de la direction...

Kokkino ne défend d'ailleurs pas un programme de rupture avec le système capitaliste, mais un programme réformiste « antilibéral ». Au lieu de défendre la perspective d'un gouvernement des travailleurs qui romprait immédiatement avec le carcan de l'UE capitaliste, Panos Kosmas, dirigeant de Kokkino, veut faire pression sur les institutions européennes pour qu'elles rompent avec le « néolibéralisme » et mettent en place une autre politique. Il met en avant « la revendication immédiate d'un financement par la Banque centrale européenne de la dette grecque »¹, cette revendication constituant « la meilleure "introduction" à la revendication plus globale qui est de déboulonner le néolibéralisme au niveau européen ». Dans la même veine, il met en avant la revendication « Annulation partielle de la dette et renégociation du reste ! », c'est-à-dire l'aménagement de la dette pour que les travailleurs puissent continuer à la payer ! Bref, par sa défense d'une « autre Europe », d'une autre politique économique, Kokkino entretient l'illusion qu'on pourrait améliorer le système en le réformant dans l'intérêt des travailleurs².

La coalition ANTARSYA met en avant des mots d'ordre correspondant aux besoins des

¹ Cf. l'article de Panos Kosmas (dirigeant de Kokkino), *Grèce : L'ennemi est intramuros. Supprimons le Programme de Stabilité du gouvernement du Pasok !* (28/02), <http://www.cadtm.org/Grece-L-ennemi-est-intra-muros>

² Dans l'article de *Tout est à nous !* du 1^{er} avril, « Union européenne les raisons de la crise », on nous explique qu'il faut instaurer une taxation du capital à l'échelle européenne et que la solution est « le contrôle social des banques et des entreprises ». C'est la même ligne réformiste que celle de Kokkino : <http://www.npa2009.org/content/unio-n-europeenne%E2%80%89-les-raisons-de-la-crise>

masses³ : refus de payer la dette, augmentation générale des salaires (avec un salaire minimum de 1 400 euros, alors qu'il est de 700 € brut aujourd'hui), taxer le capital, réduire les dépenses militaires, nationaliser les banques et les grands groupes sous contrôle ouvrier, réduction du temps de travail pour en finir avec le chômage, retraite pleine à 58 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, rupture anticapitaliste avec l'UE et ses traités. Cependant, le lien n'est pas fait avec la perspective d'un gouvernement des travailleurs, alors qu'il est d'une importance cruciale de présenter une alternative politique à la gestion de la crise par l'État bourgeois.



Affiche de Mai-juin 68 en France

En outre, même si ANTARSYA critique explicitement la politique des directions syndicales et met en avant la nécessité de l'auto-organisation à la base (via la mise en place de comités de grève coordonnés), elle ne mène pas un combat frontal pour que les confédérations appellent à la grève générale jusqu'au retrait des mesures anti-ouvrières. Pire, elles demandent aux confédérations d'appeler à 48 heures de grève... au lieu de 24 heures : « Nous avons besoin de grèves de longue durée

³ Cf. le texte du 15 mars (en anglais) : http://www.antarsya.org/index.php?option=com_content&view=article&id=291:antarsya-front-of-the-greek-anticapitalist-leftno-pasaran-lets-fight-to-the-end&catid=62:2009-05-03-17-02-46&Itemid=119

dans tous les secteurs, dans les écoles, les hôpitaux, les entreprises d'État. Nous avons besoin d'une nouvelle grève générale de 48 heures dans le public et le privé. ». Xekinima, la section grecque du CIO, défend d'ailleurs exactement la même orientation. En jouant les « Monsieur Plus », ANTARSYA et Xekinima cautionnent de fait la politique des journées d'action au lieu de se battre, de façon indépendante et systématique, pour la perspective de la grève générale jusqu'à la victoire. Les journées d'action à répétition de 24h ou de 48h ne peuvent qu'épuiser les travailleurs et les mener à la défaite⁴.

Aujourd'hui, la place des révolutionnaires est dans ANTARSYA et non dans la coalition antilibérale Syriza qui n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs que les chimères keynésiennes de réforme du capitalisme. Cependant, il faut se battre, à l'intérieur d'ANTARSYA, contre l'orientation centriste et confuse, pour une politique communiste révolutionnaire conséquente.

Une épreuve de force d'une importance décisive est en cours entre le prolétariat d'un côté, la bourgeoisie et ses laquais dans le mouvement ouvrier (les bureaucrates syndicaux) de l'autre. Si le prolétariat grec réussit à mettre en échec le plan d'austérité, cela ouvrira une crise politique en Grèce, pouvant aller jusqu'au défaut de paiement et à la sortie de la zone euro, mais qui ouvrirait une situation révolutionnaire, avec des répercussions dans l'Europe entière. En revanche, si le prolétariat grec est vaincu, ce sera le feu vert pour que les mêmes mesures s'appliquent partout en Europe, avec pour conséquence la paupérisation absolue de larges couches du prolétariat.

□ Gaston Lefranc

⁴ Cf. aussi l'article de Garganas, un dirigeant du SEK cliffiste, qui écrit le 23 mars : « Les militants socialistes expliquent que les syndicats doivent monter d'un cran et appeler à 48 heures de grève générale » (<http://www.socialistworker.co.uk/art.php?id=20692>).

British Airways : une lutte centrale à quelques semaines des élections en Grande-Bretagne

Nous publions ci-dessous la traduction de deux articles rédigés par une militante à Londres de la FTQI (Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, avec laquelle la Tendence CLAIRE est en discussion). Cf. www.ft-ci.org

Ces derniers jours ont été marqués par une série de luttes emblématiques à quelques semaines des élections, dans un contexte caractérisé par une situation économique difficile et un déficit public qui n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de la Seconde Guerre. Un approfondissement ultérieur de la crise pourrait d'ailleurs générer d'autres conflits sociaux alors que les conservateurs, donnés favoris pour les prochaines élections législatives, ne pourront sans doute pas compter sur une majorité de sièges à la Chambre des communes.

Contre-manifestation antiraciste dans le Nord

À Bolton, dans le Nord du pays, une contre-manifestation a été organisée contre un rassemblement appelé par la English Defence League (EDL) un groupe d'extrême droite qui essaie de gagner du terrain depuis que le British National Party, l'équivalent en Angleterre du FN, se donne un profil plus modéré afin de rassembler le plus de voix possibles. L'appel de l'EDL était on ne peut plus clair, tout comme les slogans repris par ses militants : « *Si tu n'es pas Britannique, retourne dans ton pays de merde !* », « *Buttons les Pakis !* », « *Buttons-les tous !* ».

Près de 2 000 militants antiracistes venant des quatre coins de l'Angleterre se sont réunis dès le matin à l'appel du collectif Unite Against Fascism (UAF) afin d'empêcher la manifestation de l'EDL. La police a commencé par encercler les manifestants antiracistes afin de les empêcher de manifester mais également

d'empêcher leur jonction avec un groupe de jeunes musulmans britanniques qui voulait participer à la contre-manifestation. Lorsque les deux cortège ont finalement pu fusionner, les activistes de l'EDL ont commencé à jeter des bouteilles sur les militants antiracistes et à reprendre en chœur des chants d'extrême droite. Pour « éviter la confrontation » la police a violemment chargé le cortège antiraciste et a arrêté 54 militants antifascistes (dont deux responsables de l'UAF)... et 17 activistes de l'EDL. Les manifestants antiracistes ont néanmoins résisté aux charges et se sont donnés rendez-vous pour une nouvelle manifestation début avril.

Étudiants et enseignants en lutte contre les réductions budgétaires

Au même moment à Londres près de 1 000 étudiants et enseignants du prestigieux King's College de la capitale ont manifesté en direction de Downing Street, la résidence du Premier ministre. Ils protestaient contre la réduction de 15% du budget dans le secteur de l'éducation qui à terme pourrait signifier la suppression de 20.000 postes.

La manifestation, appelée par le syndicat des enseignants du supérieur, a reçu l'appui de syndicats étudiants locaux des universités les plus touchées par les coupes budgétaires. Les étudiants de l'Université de Sussex, qui sortent d'une occupation de huit jours de leur université en protestation contre 115 suppressions de postes, ont ainsi participé à la manifestation.

La manifestation de samedi n'est que le premier acte d'un mouvement qui devrait se structurer autour d'une manifestation nationale prévue début avril et des consultations des personnels au sujet d'une grève

dans plusieurs universités. A la suite de la lecture des revendications des enseignants et étudiants mobilisés, les manifestants ont reçu la solidarité de travailleurs de plusieurs secteurs du service public en lutte alors que commençait la grève de British Airways.

Le début de la grève de British Airways contre les attaques de la direction du groupe

À la suite de la provocation de la direction de British Airways consistant à retirer son offre de négociation que le syndicat était prêt à soumettre à référendum parmi les employés, une grève de 72 heures a éclaté samedi 20 au matin, concernant près de 12 000 employés que compte le secteur du personnel navigant. Au cœur de leurs revendications, le plan de licenciements prévu par British Airways, les conditions de travail et la défense des droits syndicaux.

Les travailleurs avaient d'ailleurs déjà voté la grève en décembre à la suite d'une consultation interne organisée par le syndicat mais l'entreprise avait réussi à faire casser cet appel à la grève en justice. Lors de la seconde consultation organisée en février les travailleurs ont à nouveau voté à leur grande majorité pour la grève contre le plan de British Airways prévoyant le passage de 15 à 14 travailleurs en cabine en moyenne de manière à faire selon la direction du groupe quelque 6,25 millions de livres sterling [92,76 millions d'euros] d'économie annuelle.

Selon le syndicat, seul un tiers des vols a été assuré, incluant les vols assurés par les briseurs de grève. Moins d'un tiers des personnels prévus pour travailler au cours de la grève se sont rendus au travail. L'entreprise a dû dépenser des millions de livres pour louer d'autres avions, payer les briseurs de grève et dédommager les clients.

Cela montre bien que la direction de British Airways a bien compris qu'ils s'agissait d'un conflit central et qu'il fallait briser l'organisation des travailleurs par n'importe quel moyen de manière à avancer de nouvelles attaques.

Mais la grève du 20 n'était que la première d'un plan d'action prévoyant de nouveaux débrayages à partir du 27 mars. Les piquets de grève organisés par les travailleurs en lutte le 20 et les jours suivants dans les zones jouxtant les principaux aéroports montraient d'ailleurs un grand esprit de combativité et que les travailleurs ne semblaient pas se laisser impressionner par les menaces de la direction de l'entreprise ni ses méthodes.

Nouvelle grève de 96h à partir du 27 mars

La seconde grève, du samedi 27 au mardi 30, a duré quatre jours et a bloqué la plupart des vols nationaux, touchant également les longs et moyens courriers. La direction de British Airways a dû dépenser une nouvelle fois des millions de livres sterling pour essayer de minimiser l'impact de la grève en louant des avions d'autres compagnies. La direction a essayé de faire croire à l'opinion publique que son intérêt était la sécurité des passagers et leur proposer un service de meilleure qualité, mais le fait que le groupe ne prévoit aucune négociation avec le syndicat laisse bien voir que son intérêt réel est d'infliger une défaite aux travailleurs afin d'avancer dans ses plans de réduction budgétaire. Pour l'instant, British Airways ne semble pas disposé à reculer sur la question des départs volontaires.

British Airways prend des mesures de rétorsion contre les travailleurs en lutte

La direction a d'ailleurs annoncé dès la fin du premier conflit qu'il entendait ôter aux travailleurs ayant participé à la grève leur accès aux prix préférentiels sur les vols. Il

s'agit-là d'un acquis important pour les salariés de British Airways qui n'est pourtant pas inscrit dans les conventions, ce qui permet à la direction de l'utiliser comme une arme de chantage. De plus British Airways a annoncé la suspension des décharges syndicales pour l'ensemble des syndicalistes du groupe. Ces nouvelles attaques ont tendu encore un peu plus le rapport entre la direction et les travailleurs qui ont rajouté à leurs revendications originales le rétablissement des accès aux vols British à 80% des prix des billets pour les salariés ainsi que le rétablissement des droits syndicaux pour les délégués.

Les pratiques antisyndicales de British Airways ont fait qu'une centaine d'universitaires britanniques signent une tribune publiée sur *The Guardian* du 25/03 dénonçant, entre autres choses, « la direction de British qui dans sa bataille contre le personnel de bord essaie de détruire le syndicat Unite. Si une telle attaque passait, cela pourrait éroder pour longtemps les droits des travailleurs au Royaume-Uni ». Nombre d'analystes soulignent effectivement que l'intention a direction du groupe est de briser le syndicat, malgré les dénégations de British Airways, et ce alors que le secrétaire général de Unite Tony Woodley promettait de suspendre la grève si la direction ouvrait des négociations.

Le retour du débat sur le poids des syndicats

25 ans après la défaite infligée au mouvement ouvrier par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher à la suite de la grande grève des mineurs, la discussion sur le poids des syndicats et leur influence sur les gouvernements travaillistes revient sur le tapis. Le personnel de bord de British Airways est effectivement largement organisé au sein du Bassa, une des branches de Unite, le plus gros syndicat britannique, qui compte près de deux millions d'adhérents et qui un des principaux soutiens financiers du Parti Travailliste. Pour l'opposition de droite donc, le fait que Unite soit

un des soutien financiers des travaillistes et que Charly Whelan, actuellement secrétaire général de Unite, ait été un des porte-parole de Gordon Brown entre 1992 et 1999, indiquerait qu'il existe une collusion entre travaillisme, syndicats et travailleurs en lutte. C'est du moins ce que la droite anglaise tente de faire passer auprès de l'électorat conservateur afin de le mobiliser en vue des élections. Des dirigeants du Parti Conservateur n'ont pas hésité à comparer la situation actuelle à celle des grandes grèves de l'hiver 1978-1979 sous le gouvernement Callaghan ou même de parler d'un retour de l'agitation trotskyste en accusant les dirigeants de la grève actuelle de faire partie d'un nouveau courant *The Militant*...

Rien n'est plus faux cependant par rapport à la question des travaillistes. Depuis que le New Labour est au pouvoir le capital financier n'a jamais eu autant de poids et d'influence, et cela ne date pas de Gordon Brown. « Cela fait longtemps, notait d'ailleurs ces derniers jours un éditorialiste proche pourtant du gouvernement, que le champagne et les petit fours ont remplacé la bière et les sandwiches chez les travaillistes ». Les raisons ayant conduit les salariés de British à se mettre en grève se retrouvent également dans le secteur enseignant, chez les travailleurs de la fonction publique ou le rail. Les travailleurs de la maintenance et de la signalisation de Network Rail ont ainsi voté une grève de 96 heures à partir du mardi 6 avril contre les 1.500 suppressions de postes annoncés par l'entreprise mettant en péril la sécurité des travailleurs comme celle des usagers. Cela n'a pas empêché Gordon Brown d'affirmer que les grèves du transport étaient parfaitement injustifiées. Ce qui a augmenté sous les gouvernements du New Labour c'est l'arrogance patronale. C'est pour cette raison d'ailleurs, contre la pression des chefs et de la hiérarchie, que plus de 80% des 8.000 salariés de British Gas ont voté en faveur des mesures de débrayage prochainement.

Surenchère électorale à gauche comme à droite

David Cameron, la figure de proue du Parti Conservateur, a affirmé se préparer à être aussi impopulaire que Margaret Thatcher en appliquant de manière conséquente ce que les travaillistes n'ont fait qu'à moitié. Il semblerait que dans la course électorale qui se joue actuellement travaillistes et conservateurs font de la surenchère à qui sera le plus drastique dans les

coupes budgétaires. C'est ainsi d'ailleurs que lors de l'annonce du budget annuel la semaine dernière les réductions des budgets sectoriels hors école et santé pourraient s'élever à 20-25%, les plus importantes depuis l'ère Thatcher.

Si Brown ou Cameron font ce genre de déclaration en pleine campagne, on ne peut que craindre ce que les Travaillistes ou les Conservateurs feront s'ils arrivent ou se maintiennent au pouvoir. Mais les grèves actuelles indiquent qu'il existe une certaine disposition

à la lutte, sans doute encore trop embryonnaire et partielle, mais une victoire des travailleurs de British Airways pourrait redonner du moral aux autres secteurs salariés. Pour ce faire, la coordination du soutien et de la solidarité avec le personnel de cabine est central pour mettre sur pied une alternative face aux attaques qui s'annoncent à l'avenir.

□ **Alexandra Rios**

Élections régionales en Italie

Victoire de la droite sur fond d'abstention record

Traduction d'un article paru dans le journal du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS), section argentine de la FTQI.

Sur fond d'abstention record, avec seulement 63% des Italiens s'étant rendus aux urnes (le résultat le plus bas depuis la fondation de la République en 1948), la droite s'est imposée lors des élections des 28 et 29 mars. À la différence des élections de 2005 au cours desquelles le centre-gauche avait réussi à gagner 11 régions, il n'en conserve aujourd'hui que 7. La défaite du centre-gauche est d'autant plus patente que la coalition de droite berlusconienne a réussi à s'imposer dans les régions les plus importantes comme le Piémont au Nord, le Latium et la Campanie au Centre-Sud, et la Calabre dans le Mezzogiorno.

Qui a réellement gagné les élections, cependant ? Par delà les déclarations grandiloquentes de Berlusconi, Président du Conseil, qui affirme être le grand gagnant, les résultats électoraux indiquent des tendances beaucoup plus contrastées. Les régionales italiennes ont surtout laissé voir la grande désillusion de l'électorat à l'égard des deux partis, le Parti Démocrate (PD) de centre-gauche et le Parti des Libertés (PdL, de Berlusconi), qui dominent la vie politique italienne et se succèdent au gouvernement sans pour autant sortir la péninsule de la crise sans précédent dans laquelle elle se trouve plongée.

Cela se lit dans le taux d'abstention mais surtout dans les bons résultats de la Ligue du Nord

d'Umberto Bossi, qui fait partie de la coalition gouvernementale, mais dont les têtes de liste et les listes ont réalisé des scores inattendus. La Ligue est le seul parti à avoir progressé en termes de voix, au détriment du PdL, et a fait des scores historiques en Vénétie, en Lombardie, son candidat Roberto Cotta réussissant même à arracher le Piémont au centre-gauche alors que le parti confirme sa pénétration dans les zones centrales historiquement gouvernées par le centre-gauche du Centre (Toscane, Emilie-Romagne, etc.).

Les bons résultats de la Ligue du Nord posent un certain nombre de problèmes à Berlusconi. Il réussit certes à sortir la tête haute de ces élections alors que nombres d'analystes prévoient, en raison notamment des innombrables scandales dans lesquels il trempe et de la crise très grave que traverse le pays, une débâcle telle que celle que vient de subir l'UMP et Sarkozy lors des dernières élections en France. Mais Berlusconi doit son succès électoral à ses alliés de la Ligue du Nord, ce qui modifie très fortement le rapport de force au sein du gouvernement. Et il ne faut pas oublier, pour ne citer qu'une des contradictions les plus importantes, que le racisme professé par la Ligue du Nord au quotidien ne vise pas seulement les immigrés extra-communautaires, mais également tout le Sud du pays.

L'impuissance du PD à affronter Berlusconi se lit dans l'abstention dans les zones considérées jusqu'à peu comme des bastions de gauche,

où les Démocrates ont gouverné avec les mêmes recettes que la droite, comme au niveau national d'ailleurs lorsque Prodi était à la tête du Conseil entre 2006 et 2007. Mais la crise du centre-gauche est apparu de manière encore plus manifeste lorsque le nouveau secrétaire du PD, Pierluigi Bersani, a affirmé que pour battre Berlusconi au Nord... il fallait voter Bossi.

Berlusconi a devant lui trois ans sans élections. La bourgeoisie voudrait qu'il en profite pour appliquer les programmes d'ajustements qui impliquent de fortes réductions du budget de l'État, notamment dans le secteur de la santé et des retraites, en accélérant la « décentralisation » ou « fédéralisme fiscal » réclamé à cors et à cris par la Ligue du Nord.

Ces mesures, ce sera néanmoins un gouvernement qui n'a pas obtenu une victoire nette qui devra les appliquer, et ce alors que la crise n'a jamais été aussi forte en Italie, avec un chômage élevé. D'importantes luttes ayant eu lieu au cours de la dernière période (en Sardaigne avec Alcoa, à Rome avec Eutelia, mais également dans de nombreuses usines du Nord où les immigrés ont démontré leur poids lors de la grève du 1^{er} mars) sont cependant l'autre visage d'une Italie d'où pourrait émerger une réponse telle que la bourgeoisie impérialiste italienne ne fasse pas payer la crise aux travailleurs et aux plus pauvres.

□ **Gustavo De Biase**

Élections législatives en Irak : expression de la « normalisation du pays » ?

Article paru dans le journal du PTS-FTQI avant le résultat des élections, qui ont vu finalement la coalition d'Iyad Allaoui devancer d'une courte tête celle du Premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki. Celui-ci conteste le décompte des voix alors que l'ONU et les États-Unis, qui soutenaient de fait son rival, n'ont vu aucune irrégularité massive... C'est maintenant une course entre les deux partis pour tenter de former une coalition majoritaire au Parlement... et la certitude que la situation politique risque d'être encore plus instable...

Les élections législatives qui se sont tenues en Irak le 7 mars sont les secondes depuis l'invasion étasunienne de mars 2003. L'impérialisme nord-américain [suit] de près les résultats [et] la nomination du prochain Premier ministre (...). Ce poste était occupé jusqu'à présent par Nouri Al-Maliki, l'ancien homme-lige des troupes d'occupation qui a perdu les faveurs de Washington en essayant d'opter pour une orientation plus indépendante et en se rapprochant du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Le Bloc Irakien d'Iyad Allaoui compte pour sa part avec l'appui de Washington, à l'inverse de l'autre alliance politique chiïte soutenue par le religieux Moqtada Al-Sadr, plus proche de Téhéran. Allaoui a collaboré étroitement avec George Bush au cours de la planification de la guerre et a été nommé Premier ministre à la suite de l'invasion, en 2004. C'est d'ailleurs sous son mandat que les troupes impérialistes ont écrasé le soulèvement de la résistance irakienne de Fallouja en 2004 et 2005.

Bien que les médias américains aient présenté les élections parlementaires comme un signe de « normalisation du pays », et ce en écho de la politique de Barack Obama qui prétend transformer en un succès l'échec de Bush en Irak, la réalité est tout autre. Après sept

années d'occupation militaire, la situation irakienne continue à être extrêmement instable et elle pourrait l'être encore d'avantage à mesure où les États-Unis retirent une partie de leurs troupes du pays pour les redéployer sur le théâtre afghan. Les élections ont été précédées d'une escalade de violences. Une triple attaque coordonnée contre des édifices gouvernementaux dans une des zones les mieux contrôlées du pays a précédé les élections, ainsi qu'une vague d'attentats de moindre envergure. Bien que les bureaux électoraux aient été gardés par des milliers de soldats irakiens appuyés par des hélicoptères américains, plusieurs dizaines d'attentats ont été lancés au cours du vote, faisant 38 morts.

(...) Aucune des coalitions en lice n'a pu à elle seule remporter la majorité des 365 sièges que compte le Parlement de manière à nommer le Premier ministre. Le scénario le plus probable auquel on pourrait assister serait celui de longues négociations entre les différentes alliances qui pourraient durer un certain temps. Un tel scénario ouvrirait une période prolongée d'instabilité politique au cours de laquelle la lutte entre les principales factions religieuses et ethniques pour le contrôle des principaux ressorts de l'État pourrait revenir sur le devant de la scène. Cela signifierait une nouvelle vague de violences politiques telle qu'en a connu le pays après 2006 lors de la formation du gouvernement Al-Maliki. Cela pourrait rendre plus difficile le retrait des quelques 50 000 soldats américains – sur un contingent de 96 000 hommes – que compte opérer Obama à partir d'août 2010.

Ce que les médias occidentaux essaient de faire passer pour une expression de la « démocratie » et de la « souveraineté irakienne » est en fait une lutte acharnée entre les fractions sunnites, chiïtes et kurdes pour élargir leur contrôle sur un

appareil d'État largement dominé par les partis chiïtes et construit sous la tutelle de l'occupation nord-américaine. Ces dissensions ont fait que les élections qui devaient se tenir à l'origine en janvier 2010 ont dû être renvoyées à mars en raison des désaccords existants par rapport à la répartition des postes au sein de l'administration. Ces querelles ont failli mettre à mal le processus électoral lorsque plusieurs centaines de candidats ont été exclus des listes électorales, des sunnites pour la plupart, accusés d'avoir appartenu au Parti Baas de Saddam Hussein, proscrit depuis le début de l'occupation. Ces dissensions pourraient s'accroître encore plus lorsqu'il s'agira de négocier la répartition des bénéfices énormes découlant du bradage du pétrole irakien aux multinationales impérialistes. Le cœur des discussions tourne autour de l'avenir de la province de Kirkouk, revendiquée par les Kurdes comme partie intégrante de la région semi-autonome qu'ils contrôlent dans le Nord-est de l'Irak, ce que pour l'instant refusent la majorité arabe de la population, les partis sunnites et le gouvernement central.

L'impérialisme étasunien espère néanmoins qu'un gouvernement lié à la Maison Blanche puisse se consolider de manière à pouvoir considérer comme « close » la phase d'occupation militaire pour la fin du premier semestre 2011. Cela supposerait un désengagement militaire américain tout en maintenant bien entendu le stationnement de troupes dans les principales bases construites par Washington sur le territoire irakien, laissant la sécurité locale à proprement dite aux forces irakiennes. Cet objectif semble lointain néanmoins. On ne peut en effet exclure qu'avec la proximité du retrait américain les disputes entre chiïtes, sunnites et kurdes relancent une dynamique de guerre civile. Les États-Unis doivent de plus faire face

aux conséquences de l'échec stratégique de la politique de Bush consistant à tenter d'encercler l'Irak de gouvernements pro-américains. Cette stratégie a eu pour effet collatéral de renforcer dans les faits le rôle de Téhéran dans la région ainsi que l'influence des partis chiïtes en Irak. Bien que sous l'administration Bush et maintenant sous celle d'Obama Washington ait eu pour politique d'intégrer les groupes sunnites à l'appareil d'État et d'acheter la

grande majorité de leurs dirigeants, cela n'a pas été suffisant pour contrebalancer le poids de l'hégémonie indiscutée des chiïtes. Obama doit de plus faire face au dilemme selon lequel alors qu'il durcit le ton face à Téhéran, menaçant de prendre une nouvelle série de sanctions économiques, relançant l'alliance stratégique avec l'État d'Israël qui fait pression pour des actions militaires contre les installations nucléaires iraniennes, il a besoin de la collaboration du

régime des Ayatollahs pour maintenir la stabilité de l'Irak, ce qui rend cette orientation toujours plus insoutenable. Tant en raison de ses contradictions internes que par son poids régional, l'Irak continuera donc à représenter dans l'avenir par delà le résultat des élections, un foyer d'instabilité pour les plans impérialistes de domination au Moyen-Orient.

□ **Claudia Cinatti**

Tremblement de terre au Chili

Avec l'armée et « l'aide humanitaire », le gouvernement réussit à calmer la situation... mais pour combien de temps ?

Article de Clase contra Clase, section chilienne de la FT-QI. Pour plus d'informations sur la situation au Chili, cf. www.clasecontraclase.cl

Après la situation extrêmement chaotique qui s'était ouverte dans le Centre-Sud du pays à la suite du tremblement de terre et des Tsunamis du 27 Février, le déploiement de l'armée dans les régions du Maule et de Biobío ainsi que la mise en place de l'aide humanitaire sous la houlette de la bourgeoisie, ses politiciens, l'Église, les médias et autres institutions « caritatives » ont réussi à stabiliser ponctuellement la situation.

En maniant la carotte et le bâton, le gouvernement a réussi à « normaliser » partiellement la situation nationale, empêchant que ne se produisent dans l'immédiat un nouveau saut dans la lutte de classe en réponse à la situation catastrophique dans laquelle se trouve les millions de Chiliens victimes de la catastrophe. Mais l'ensemble explosif de misère qu'aggrave encore davantage le séisme dans les régions les plus touchées et de surexploitation qu'annonce le gouvernement pourraient générer une conflictualité sociale explosives et à des processus d'organisation nouveaux.

« Unis par la peur »

Alors que le gouvernement de l'entrepreneur de droite Sebastián Piñera s'installe au pouvoir, les « Concertationnistes » [la « Concertación » ou coalition centriste ayant soutenu Bachelet et au sein de laquelle on retrouve notamment le Parti Socialiste et la Démocratie Chrétienne] comme la droite se font l'écho d'un discours d'unité nationale. Le 6 mars les présidents des partis concertationnistes ont accepté de coordonner leurs efforts afin de travailler à la reconstruction chilienne. Le PS et la DC notamment ont accepté que leurs militants restent à leurs postes le temps de la passation du pouvoir et même au-delà si nécessaire en raison du contexte dramatique que connaît le pays. *El Mercurio*, le journal de la droite, estime d'ailleurs dans son édition du 7 mars que « la Concertation dans la première étape du nouveau gouvernement fera profil bas et ne réagira pas aux mesures politico-économiques que Piñera pourrait annoncer ».

C'est ainsi que la Concertation donne de l'espace au Piñerisme qui commence à dire ouvertement que pour préserver l'ordre public il faudra faire davantage appel aux Forces armées et étendre l'état d'exception à d'autres villes, et ce alors même que les généraux en

charge des zones les plus touchées commencent à réduire les heures de couvre-feu. C'est ainsi qu'il a déclaré à *La Tercera* qu'il allait « élargir l'état de catastrophe naturelle de manière sélective à d'autres localités (...) ce qui signifie maintenir sur place les Forces armées ». Mais ce rôle nouveau dévolu aux militaires chiliens est également dû à l'incurie notoire de l'appareil gouvernemental face à la catastrophe. C'est ce qu'a démontré la désorganisation complète des secours juste après la catastrophe ou le fait que l'Office Nationale d'Urgence [sécurité civile chilienne] n'ait pas alerté de manière adéquate les localités du littoral du risque de tsunami, abandonnant à leur sort des centaines de personnes qui ont péri pour certaines dans les raz-de-marée postérieurs au séisme.

Crise de la démocratie post-pinochétiste

Ce rôle croissant joué par les militaires dans la vie politique nationale qui ne se voyait plus depuis la fin de la dictature est symptomatique d'une crise du régime de la démocratie post-pinochétiste. Alors que le rôle joué par les Forces armées est jugé central par une fraction de l'opinion publique, notamment les classes moyennes qui subissent de plein fouet la campagne médiatique

actuelle et ne voient pas d'autres moyens pour acheminer l'aide aux sinistrés. Si cette légitimation se consolidait, on pourrait assister à un saut dans le poids des organes de répression dans le pouvoir d'État. Cela ne ferait que rendre plus apparente la faiblesse des « institutions démocratiques chiliennes », saluées à l'étranger, si le gouvernement devait avoir à recourir à l'Armée pour stabiliser la situation et se renforcer dans le cadre de la crise nationale actuelle.

Le Parti Communiste face à la militarisation

La plupart des organisations de gauche radicale s'est prononcée contre la répression. Cependant, l'orientation politique concrète de la gauche radicale n'a souvent pas représenté une réponse conséquente face à la militarisation. C'est ainsi que dans son édito du 5 mars, *El Siglo*, l'organe du PC chilien, s'interrogeait sur les raisons du retard dans l'acheminement de l'aide: « pourquoi la FACH [l'aviation militaire] n'a pas immédiatement créé un pont aérien entre les villes les plus touchées de manière à faire arriver l'aide d'urgence? » Pour le PC chilien, qui a un poids important dans le mouvement syndical et compte sur trois députés nationaux, les 7 000 soldats aujourd'hui déployés dans les zones sinistrées auraient dû être déployés avant... Même si le PC ne soutient bien évidemment pas la répression, est-il concevable de songer à un déploiement de forces militaires n'impliquant pas coercition et arrestations à l'égard de la population? Cela n'aurait-il pas représenté en fait un état d'exception de facto? Pour *El Siglo*, aucunement. Ce n'est pas un hasard dans la mesure où le PC chilien continue à entretenir l'illusion selon laquelle les Forces armées pourraient agir de manière démocratique...

La classe ouvrière, ses organisations et les perspectives

La catastrophe sociale générée par le séisme a engendré un énorme élan de solidarité. Cette force sociale a été pour l'instant canalisée majoritairement par la bourgeoisie. Les organisations de la classe ouvrière ont tardé à répondre. Ce n'est que depuis le début de la semaine du 8 mars que la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT, principal syndicat du pays) a commencé à mettre sur pied des centres de collecte de dons et à coordonner l'aide, un retard qui a continué à laisser le champ libre aux forces bourgeoises. De son côté, la Fédération des Étudiants du Chili (FECh) a organisé la collecte dès le lendemain du séisme avec près de 2 000 militants. Mais au lieu de tirer profit du sentiment de solidarité existant en organisant un réseau alternatif d'aide opposée à ceux du patronat et du gouvernement, la direction de la FECh a transformé dans les faits le réseau étudiant d'aide en la branche « jeune » de la Sécurité civile, dépendant du gouvernement.

Cela n'a pas empêché cependant qu'au sein de la FECh ne commencent à se produire d'intéressants phénomènes de coordination avec des Comités de quartier [Juntas de vecinos] et des syndicats comme la FENATS (santé). C'est ainsi qu'un premier comité ouvrier-étudiant d'aide a vu le jour. Les phénomènes les plus intéressants d'organisation sont peut-être cependant la mise en place d'organismes de quartier dans les villes ou les bidonvilles les plus touchées par le séisme au sein desquelles s'organisent l'approvisionnement ou se structurent même des revendications relatives aux services qui ont été suspendus (eau, électricité, gaz, etc.). Alors que les partis Concertationnistes se trouvent en crise et que les organisations traditionnelles de la classe ouvrière n'ont jamais été aussi faibles, de tels phénomènes, même réduits, pourraient se transformer en une tendance sur le

long terme, laissant entrevoir de nouvelles formes d'organisation qui pourraient voir le jour dans les processus à venir de lutte de classe.

Du point de vue de la conflictualité de classe, l'impossibilité pour les secteurs sinistrés de renouer dans l'immédiat avec leur niveau de vie par le biais de l'aide gouvernemental (qui se limite à de l'aide alimentaire et à des abris qui ne suffisent pas à tous les sinistrés) pourrait faire que l'on assiste à des phénomènes spontanés d'explosion sociale, à caractère « populaire ». Ils pourraient d'ailleurs se combiner à des éléments de ras-le-bol ouvrier contre l'augmentation de l'exploitation annoncée par Piñera ou la probable hausse des denrées alimentaires. En effet la zone Sud-centrale, touchée par le tremblement de terre, concentre la majeure partie de la production agricole du pays.

C'est pour ces raisons que nous pensons que la situation qui tient grâce aux fusils de l'armée et l'arrivée de l'aide humanitaire est extrêmement précaire. Il n'est pas dit, de surcroît, que le sentiment de solidarité qui existe pourra toujours être canalisé par les institutions liées au pouvoir patronal.

Les militaires hors de nos villes ! Organisons la solidarité ouvrière et populaire !

Une des revendication centrale doit être le retrait immédiat des militaires des villes du Sud, la fin de l'état d'exception et du couvre feu. Le patronat et ses forces de répressions s'en prennent aux droits démocratiques en arguant du fait qu'il en va de la possibilité d'arrêter les pillages et d'organiser l'aide humanitaire. C'est en fait la défense de la propriété privée que défend l'armée, qui se prépare déjà à discipliner la classe ouvrière et les secteurs populaires sur qui pèsera le poids de la « reconstruction ».

C'est en ce sens qu'il est nécessaire de mettre sur pied la solidarité ouvrière et populaire. Les unions syndicales locales et d'entreprise doivent se transformer

en centres de collecte et organiser des caravanes de camions pour le Sud, avec les drapeaux des organisations solidaires. Malheureusement les directions de la CUT et de la FECh n'ont pas voulu suivre ce chemin. C'est en ce sens que c'est à nous de coordonner par en bas ce type d'actions.

Face au possible scénario qui nous menace, le travailleurs auront besoin d'une alternative de classe et un programme opposé à celui de la « reconstruction » des capitalistes. Il faudra pour cela qu'il existe une gauche ouvrière et socialiste, qui lutte pour une société alternative à celle dans laquelle on vit, qui n'est

même pas capable de garantir un minimum de protection aux pauvres et aux classes populaires face aux catastrophes naturelles. *Clase contra Clase* est engagé dans ce combat.

□ **Juan Valenzuela**

Palestine

La colonisation sioniste se poursuit avec la complicité des impérialistes, dont la France

L'annonce par Israël de la construction de 1600 logements pour les colons juifs à Jérusalem-Est, en pleine visite officielle du vice-président américain, a donné lieu à la mise en scène d'une joute diplomatique entre l'administration Obama et le gouvernement Netanyahu. La portée de ces désaccords ne doit pas être exagérée : au-delà des questions de rythme et de formes, les États-Unis continuent de se revendiquer comme l'allié indéfectible de l'État israélien. Le but est le même : préserver à tout prix l'existence de l'État sioniste, au mépris des droits nationaux des Palestiniens. La stratégie est aussi essentiellement la même : persévérer dans le cadre du « processus de paix » fixé par les accords d'Oslo (1993).

Celui-ci menace pourtant sans cesse de s'écrouler, sous les coups des provocations israéliennes ou de la résistance du peuple palestinien qui n'accepte décidément pas de voir ses droits nationaux bafoués. Mais les dirigeants impérialistes dans leur ensemble, qu'ils soient israéliens, américains, français ou autres, ne voient pas d'autres perspectives

conformes à leurs intérêts : réaffirmer l'existence d'un État juif pro-impérialiste en Palestine, et confier des confettis de territoires à « l'Autorité Palestinienne », sous-État à la botte chargé de maintenir l'ordre parmi les Palestiniens. En télescopant la réaffirmation de son objectif de colonisation de la partie arabe de Jérusalem avec une visite officielle américaine, Netanyahu semble faire cautionner sa politique par le gouvernement états-unien. Ce n'est certes pas contraire à la réalité, mais cela ruine les tentatives d'Obama d'apparaître comme un interlocuteur neutre dans le « règlement du conflit israélo-palestinien ».

Plus généralement, l'ensemble des provocations de ce gouvernement israélien d'extrême droite met à mal le projet de la prétendue « communauté internationale », en empêchant le pourtant docile Fatah de Mahmoud Abbas de signer un accord sans voir disparaître les dernières onces de légitimité nécessaires à son rôle de maintien de l'ordre.

Quoique particulièrement provocateur, ce gouvernement Netanyahu continue de bénéficier du soutien pays impérialistes, dont la France évidemment. Ainsi la ministre de la justice Alliot-Marie joue-t-elle les chiens de garde des intérêts israéliens en France. Contre les

militants qui mènent des actions de boycott contre les produits importés d'Israël (voir ci-dessous), elle intime la répression au titre de l'antisémitisme, faisant croire mensongèrement qu'il s'agirait de destruction de produits kasher. Cet alignement sur les intérêts israéliens, et donc sur ceux généraux de

l'impérialisme, est partagé par tous ceux qui gèrent le capitalisme, que ce soit avec l'étiquette de droite ou celle de



*Checkpoint pour passer le Mur à Bethléem (Cisjordanie), 04/09/10.
Source : <http://juliensalingue.over-blog.com>*

gauche. Au conseil régional de PACA, fraîchement élu, se trouve dans la grande union rassemblant PS, Europe Écologie et Front de Gauche, un des responsables de l'ABSJ, l'Association pour le Bien-être des Soldats Israéliens – en d'autres termes un ardent défenseur de l'armée criminelle israélienne. La même majorité, à la Mairie de Paris, a inauguré début avril une « promenade Ben Gourion », en l'honneur du fondateur de l'État d'Israël, qui assumait dès le départ que le projet sioniste impliquait de chasser les Palestiniens de leurs terres.

L'oppression ordinaire des Palestiniens à Jérusalem

La « provocation » du gouvernement Netanyahu permet de mettre en lumière une autre facette de l'oppression des Palestiniens qui, sans le caractère ouvertement meurtrier et révoltant des attaques sur la bande de Gaza ou de la construction du mur de la honte, peut être menée en toute tranquillité par le gouvernement israélien, avec le silence complice de ses alliés impérialistes.

Bien qu'elle ait été décrétée gelée en novembre 2009, la colonisation se poursuit en Cisjordanie, avec plus de 3600 logements en cours de construction pour les colons. Dès 1967, les zones de Jérusalem-Est autorisées à la construction pour les Palestiniens étaient bien plus petites que celles des colons (13% contre 35%). Ainsi 200 000 colons vivent-ils aujourd'hui à Jérusalem-Est. Les Palestiniens, à qui il n'est pas délivré de permis de construire, sont obligés de vivre dans des habitations illégalement : une centaine de ces habitations a été détruite en 2009 aux frais des

familles et 60 000 Palestiniens vivent à Jérusalem dans la crainte de telles expulsions.

La situation administrative des habitants arabes de Jérusalem est aussi marquée par la précarité. Ils sont titulaires d'une carte de résident, leur permettant de voter aux élections municipales et de travailler en Israël, mais se voir renouveler cette carte est une épreuve : plus de 4500 Palestiniens se sont vu priver de ces droits en 2008¹.

Cette escalade dans l'offensive colonialiste de la part de l'État israélien s'accompagne d'un regain dans la lutte des Palestiniens. Les manifestations se multiplient tous les vendredis à Jérusalem et en Cisjordanie contre la judaïsation de Jérusalem, les expulsions, les destructions de maisons, la spoliation des terres et la construction du mur. Le gouvernement sioniste fait le choix de la répression, déclarant ainsi « zones militaires fermées » les villages de Bi'lïn et Ni'lïn le vendredi. Le Hamas a lancé un appel depuis Gaza à une troisième Intifada. On ne peut pas prévoir aujourd'hui si elle aura lieu, mais de plus en plus de Palestiniens se disent favorables à la violence contre l'accélération de la colonisation.



Jeunes Palestiniens jetant des pierres, Jérusalem
Source : <http://juliensalingue.over-blog.com>

¹ Pour une description bien documentée de la vie des Palestiniens, voir <http://juliensalingue.over-blog.com>

Solidarité et initiatives de classe

Même si nous ne nous privons pas de critiquer l'idéologie et la politique réactionnaires du Hamas, dirigeant de fait de la résistance palestinienne après la trahison du Fatah corrompu et englué dans le « processus de paix » d'Oslo, nous soutenons la résistance du peuple palestinien contre l'oppression colonialiste et raciste de l'État d'Israël, y compris la résistance armée contre les forces d'occupation. Nous refusons en particulier de renvoyer dos-à-dos la violence des deux camps, celle – criminelle – des oppresseurs et celle – légitime – de ceux qui y résistent : une telle abstraction pacifiste revient à s'accommoder du statu quo, de la négation des droits du peuple palestinien. C'est en ce sens que, dans les pays impérialistes, la classe ouvrière et ses organisations se doivent, par les manifestations et les rassemblements, d'exprimer leur solidarité au peuple palestinien en lutte.

À côté de cette expression de solidarité internationaliste a été lancée la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), à laquelle participe le NPA, pour donner un contenu plus concret à cette solidarité, en touchant directement les intérêts économiques de l'État israélien. Cette campagne, initiée en 2007 par un front d'organisations palestiniennes et longtemps passés sous silence en France, s'inspire de l'exemple de l'Afrique du Sud, où l'isolement du régime de l'apartheid par rapport au marché mondial avait contribué à le faire céder – même si la principale raison de son effondrement fut la mobilisation obstinée des Noirs pour leurs

droits civiques et sociaux¹. Pour autant, la campagne BDS n'est pas dépourvue d'ambiguïtés : si l'appel au boycott des produits israéliens permet une première sensibilisation des consommateurs, qui sont pour la plupart des travailleurs, les slogans de désinvestissement et de sanctions en appellent nécessairement aux capitalistes qui investissent en Israël, ou à la mythique « communauté internationale ». Leur demander d'être nos alliés contre l'État sioniste, c'est ne pas comprendre la communauté d'intérêts inextricables entre Israël et les autres pays impérialistes : il s'agit là du poste avancé de l'impérialisme au Proche-Orient, région décisive du point de vue économique comme géopolitique. C'est la marque des illusions que continuent à entretenir certains initiateurs de cette campagne envers une solution pour le peuple palestinien qui serait compatible avec les intérêts des impérialistes. Ainsi, bien loin de sanctions imposées par un arbitre international que serait l'ONU, les impérialistes continuent à apporter leur soutien concret à la

¹ L'exemple de l'Afrique du Sud montre aussi que, même en ayant renversé ce régime raciste, une immense mobilisation des masses conduit à une alternative dans le cadre du système si elle est dirigée par des réformistes comme ce fut le cas avec l'ANC de Mandela, liée aux staliniens. De fait, si les Noirs ont acquis par leur combat exemplaire l'égalité en droit propre à la démocratie bourgeoise, la majorité d'entre eux restent les plus touchés par l'extrême pauvreté et le maintien d'un apartheid socio-économique de fait. Si une minorité noire a été intégrée dans la classe dirigeante ou dans la petite bourgeoisie, le combat pour que le pouvoir revienne à la majorité noire se poursuit en se confondant avec la lutte pour un gouvernement de la classe ouvrière et des masses opprimées.

politique criminelle de l'État d'Israël par l'exportation d'armes, la France se classant au deuxième rang après les États-Unis dans ce domaine.



Soldats israéliens confrontés à une manifestation de jeunes Palestiniens
Source : <http://juliensalingue.over-blog.com>

La tâche des militants internationalistes est de se battre dans la classe ouvrière, notamment dans les syndicats², pour dénoncer ces collusions de l'État français avec Israël et plus généralement pour combattre le sionisme, son idéologie raciste. C'est en effet sur cette base qu'il serait possible de mener une campagne de classe contre l'État d'Israël et de proposer des actions comme le refus de charger ou décharger des bateaux ou avions en direction ou en provenance d'Israël, à commencer par les armes françaises, le refus d'accords de coopération dans les universités, etc.

Pour les militants palestiniens, l'indépendance de classe est aussi la boussole qui permettra d'éviter les impasses menaçant leur lutte nationale. Le Fatah, transformé en couche de privilégiés qui vit des subsides versés à « l'Autorité Palestinienne » pour jouer les supplétifs de la police israélienne,

² Où les directions mènent, comme dans les autres aspects de leur activité, une politique contraire aux intérêts de la lutte de classe internationale – voir par exemple les liens de la CGT française avec la Histadrout, le syndicat sioniste israélien.

comme le Hamas, parti religieux réactionnaire et foncièrement pro-capitaliste, ne permettent pas de tracer la route vers l'émancipation du peuple palestinien. La politique menée par le Fatah depuis les accords d'Oslo fait la démonstration éclatante du caractère totalement faux de la revendication de « deux États », que continuent pourtant d'avancer des organisations se réclamant du communisme révolutionnaire : cela ne peut conduire à autre chose qu'à une situation de

prisons à ciel ouvert observée aujourd'hui à Gaza et en Cisjordanie. Et la situation des Palestiniens vivant sur le territoire d'Israël permet de comprendre à quoi mène l'idéologie réactionnaire d'États « ethniquement purs », racistes par nature. La seule solution réaliste pour permettre la satisfaction des revendications nationales et sociales décisives, notamment le droit au retour des Palestiniens chassés de leurs terres, est celle d'un État unique sur tout le territoire historique de la Palestine, en lien avec les travailleurs israéliens rejetant le sionisme, nécessairement laïque et démocratique, et donc socialiste.

□ **Frédéric Traille**

Lecteurs,
si vous voulez contribuer
à enrichir ce bulletin,
envoyez-nous
des articles, photos,
informations...

tendanceclaire.npa@free.fr

Problème de la prostitution : quelle analyse et quel programme pour les communistes révolutionnaires ?

Le 24 mars a eu lieu la quatrième édition des Assises de la prostitution (au Sénat) et la « Marche de Fierté pour les Droits des Travailleur(r)ses du Sexe » (ou « Pute Pride »)¹. Un comité de travail a été mis en place à l'Assemblée nationale, envisageant la réouverture des maisons closes. La presse s'est saisie du sujet. Le débat a lieu également au NPA. Dans la revue n° 3 de Tout est à nous ! (sept. 2009), deux articles sont parus, présentant les deux positions qui s'opposent : réglemmentarisme (revendiquer un cadre juridique à l'exercice de la prostitution en donnant ainsi un statut de travailleur-euse-s à celles et ceux qui l'exercent et les droits qui en découlent) contre abolitionnisme (lutter contre la prostitution en s'en prenant aux proxénètes et éventuellement aux clients et en aidant les prostituées). Notre contribution participe à ce débat.

Un rapport social qui doit se comprendre dans l'analyse globale de l'oppression des femmes

Avant tout il est important de comprendre que ce que l'on appelle « prostitution » est un rapport social et qu'en ce sens il est historique. Contre l'idée véhiculée par l'expression de « plus vieux métier du monde », la prostitution n'est pas un phénomène immuable qui aurait traversé les siècles depuis les origines un peu floues de l'humanité. Il est possible de la comparer avec la « famille », concept à partir duquel on appréhende des relations sociales très différentes selon les époques. L'utilisation d'un terme unique comme « prostitution » ou « famille » permet de faire passer pour « naturels » des rapports sociaux et donc, en dernière

instance, inévitables même si on peut le regretter pour la prostitution. Au contraire, derrière le terme « prostitution » se trouve des phénomènes qui correspondent à des réalités très différentes comme les hétaires grecques, les courtisanes ou les femmes victimes de la traite tout comme derrière la « famille » on trouve tout aussi bien la *gens* romaine, le clan ou le modèle familial bourgeois.



La situation d'une hétaire, cultivée et pouvant posséder une influence considérable sur des hommes puissants, correspond à une réalité très différente de celle d'une femme racolant sur le trottoir et subissant de nombreuses violences, à commencer par celles de la police. Bien sûr, ce qui est commun à toutes ces situations, c'est que les femmes y sont soumises au désir des hommes contre échange financier. Mais derrière cette généralité il faut comprendre que la situation d'oppression et d'exploitation subie par les femmes derrière le terme générique de « prostitution » est directement liée à l'oppression et à l'exploitation des femmes par delà la diversité des formes qu'elles ont prises au cours des siècles.

Mais la question est de savoir si la prostitution est oppressive en elle-

même, si elle représente nécessairement une forme d'exploitation, ou si, dans des conditions d'émancipation réelle des femmes, elle pourrait être considérée comme un métier comme les autres, « le travail du sexe ». À partir de ce débat, il s'agit d'établir quelles doivent être les revendications des communistes révolutionnaires, aussi bien pour les luttes actuelles, notamment celles des femmes qui se revendiquent « travailleuses du sexe », que dans une perspective révolutionnaire transitoire. Comment la question de la prostitution doit-elle être rattachée à celle du combat pour le communisme ?

La mondialisation capitaliste de la prostitution

Pour comprendre les enjeux du débat actuel sur la prostitution, il est nécessaire de comprendre ce qu'est la prostitution à l'heure du tournant « néolibéral » des années 80. Il faut saisir l'ampleur qu'elle a prise à l'échelle internationale et les intérêts économiques que cela représente. Richard Poulin, interrogé dans le cadre du Forum National pour les Droits des Femmes en 2002, affirme : « *La mondialisation capitaliste implique aujourd'hui une "marchandisation" inégalée dans l'histoire des êtres humains. Depuis 30 ans, le changement le plus dramatique du commerce sexuel a été son industrialisation, sa banalisation et sa diffusion massive à l'échelle mondiale.* » Il ajoute un peu plus loin : « *Des multinationales du sexe sont devenues des forces économiques autonomes, cotées en bourses. Depuis trente ans nous assistons à une sexualisation de la société. Cette sexualisation est*

¹ Cf. <http://site.strass-syndicat.org>

*fondée sur l'inégalité sociale, ce qui a pour effet de rendre l'inégalité très profitable. La société est désormais saturée par le sexe ; et le marché du sexe en pleine croissance et mondialisé exploite avant tout les femmes et les enfants, notamment du Tiers monde et des anciens pays "socialistes".*¹ Cette explosion de la prostitution dans le cadre du trafic sexuel n'est pas en marge du capitalisme, mais elle est au cœur même du système.

Historiquement, elle prend directement racine dans la colonisation et l'impérialisme. Pendant la guerre d'Algérie ont fleuri les bordels à destination des soldats français, ainsi que dans les pays frontaliers du Vietnam au moment de la guerre des États-Unis contre ce pays, pour le « repos du guerrier », légitimés par l'affirmation que la prostitution serait « traditionnelle » en Asie. Par ailleurs, comme c'est souvent le cas dans les guerres et les occupations, les soldats étaient encouragés à violer les femmes de manière systématique, pratique visant à humilier et à rendre dociles les populations occupées. Après le départ des Américains, les structures, l'organisation et les réseaux de la prostitution ainsi développés sont restés et se sont convertis dans le tourisme sexuel. Cet exemple est représentatif de la manière dont se développe cette économie : « *La carte de ce tourisme mondialisé épouse souvent celle des conflits d'hier. Pour les pays voués au "repos du combattant", c'est une manière de reconversion. Quand les GI ou les casques bleus lèvent le camp – comme en Thaïlande, aux Philippines, ou plus récemment l'ex-Yougoslavie –, alors peut débarquer l'innombrable armée (...) des frustrés du sexe.* »²

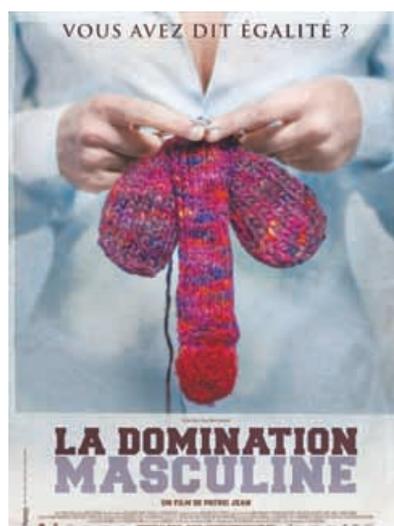
Par ailleurs, Malka Marcovich, directrice pour l'Europe de la Coalition contre la Traite des femmes, montre le rôle que peuvent aussi jouer les multinationales :

¹ Cité dans *De Nouveaux défis pour le féminisme*, actes du Forum du Collectif national pour les Droits des femmes tenu les 9 et 10 mars 2002, paru aux éditions Le temps des cerises, Paris 2003, p. 228.

² *Le Nouvel Observateur*, 12/11/09.

« *C'est aux compagnies pétrolières que la Georgie doit le boom du commerce sexuel* »³. Les intérêts que représente le tourisme sexuel sont un enjeu énorme pour certains pays comme la Thaïlande.

Un autre aspect de la mondialisation de la prostitution est le développement d'importants trafics de femmes des pays défavorisés vers les pays occidentaux. De nombreuses femmes, fuyant la misère et la guerre, se retrouvent dans les réseaux internationaux de prostitution qui se chargent de livrer aux « clients » des pays riches une armée de femmes chargées d'assouvir leurs désirs. D'autres femmes sans papiers, qui n'ont pas émigré via ces réseaux, sont souvent aussi poussées dans cette voie pour tenter de sortir de leur situation d'extrême précarité. Selon R. Poulin, on assiste ainsi à une « *féminalisation de plus en plus importante des flux migratoires* ».



Affiche du film de Patric Jean (2009) dont un compte-rendu critique est paru dans notre précédent numéro

La situation de ces femmes en fait une « main-d'œuvre » particulièrement docile puisqu'elles sont généralement à la merci d'un proxénète ou du réseau par lequel elles sont arrivées, dans un pays qu'elles connaissent mal. J.-M. Souvira, directeur de l'Office central pour la Répression de la Traite des Êtres humains (Ocrteh), cité dans *Le Nouvel Observateur*, donne les chiffres suivants : sur 40 000 prostituées en Allemagne et en

³ *Ibid.*

Espagne, 85 000 au Royaume-Uni et en Italie, 20 000 aux Pays-Bas et 18 000 en France, environ 80% sont étrangères (roumaines, bulgares, africaines...) et généralement arrivées via la traite. Les 20% restantes sont des femmes « nationales » généralement issues des couches les plus défavorisées du prolétariat.

La question est de savoir s'il est possible de distinguer prostitution et traite prostitutionnelle. Cette distinction est en partie artificielle dans la mesure où le tourisme sexuel et la traite sont les formes caractéristiques que prend le système prostitutionnel dans le capitaliste. Il n'y a pas plus de prostitution « en soi » que de « famille en soi » : il y a prostitution et famille par les différentes formes qu'elles prennent. Dans le cadre actuel du capitalisme, la prostitution concentre les questions de classe, de genre et de « race ». C'est pourquoi « *toute économie politique de la prostitution et du trafic des femmes et des enfants doit être fondée sur une analyse en termes classiques d'inégalités structurelles, de développement inégal, ainsi que de hiérarchisation entre pays impérialistes et dépendants* »⁴. Cependant nous verrons comment la distinction entre prostitution « libre » et « forcée » doit être prise en compte d'un point de vue revendicatif.

Réglementarisme versus abolitionnisme ?

Mais s'il est évident que nous, communistes révolutionnaires, devons combattre cette exploitation, nous combattons l'exploitation des travailleurs par le capitalisme dans tous les domaines. En quoi la prostitution est-elle une activité différente ? Nous allons voir que c'est la question que pose le réglementarisme.

Politiques des États et progression du réglementarisme

Les politiques des différents États découlent de leur positionnement abolitionniste ou

⁴ R. Poulin, *op. cit.*, p. 229.

réglementariste. Dans le premier cas, ils prétendent lutter contre la prostitution, notamment par la pénalisation du proxénétisme et parfois des « clients » comme en Suède. Dans le second, il s'agit de mettre en place un cadre légal dans lequel la prostitution est reconnue comme un métier comme les autres, accordant aux « travailleuses du sexe » des droits selon la législation du travail en vigueur et leur assurant une protection. Ces politiques ont aussi une histoire. Dans le cas de la France, du XIX^e siècle jusqu'à la moitié du XX^e, une politique de « réglementation » était à l'œuvre, avec entre autres l'obligation pour les prostituées d'être inscrites dans un registre de police et de se soumettre à des examens médicaux. La France a ensuite opéré un tournant abolitionniste avec la fermeture des maisons closes en 1946, puis en ratifiant en 1960 la convention abolitionniste de l'ONU de 1949. Mais en réalité, le principal effet de cet « abolitionnisme » a été le développement de la répression des prostituées et non des proxénètes et encore moins des clients.

La question est revenue sur le devant de la scène quand Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, a fait adopter la Loi de Sécurité Intérieure (LSI), dont l'article 50 pénalise le racolage passif. Cet article a eu des conséquences très lourdes pour les prostituées qui, face à la répression, ont dû davantage se cacher, avoir recours au proxénétisme et par conséquent subir une violence encore plus importante. D'autres États, en revanche, ont récemment développé des politiques « réglementaristes », basées sur une différenciation, consacrée à la conférence de Beijing en 1995, entre « prostitution forcée » et « prostitution libre ». Les Pays-Bas sont à l'avant-garde de cette position : ils ont mis en place une législation autorisant et encadrant la prostitution, dont l'aspect le plus médiatisé a été la création du « quartier rouge » d'Amsterdam avec les prostituées derrière des vitrines. De façon générale, les

législations réglementaristes sont en progrès : l'Allemagne a rouvert les maisons closes, en Belgique une proposition de loi ayant pour but de gérer la prostitution a de plus en plus de soutien notamment parmi la « gauche ». L'Union Européenne, quant à elle, a adopté un décret définissant la prostitution comme une « prestation de service ».



« Quartier rouge » à Amsterdam

*Le mouvement
des « travailleuses du sexe »
et le réglementarisme militant*

Mais les positions réglementaristes sont aussi défendues par des militant-e-s et par des prostituées elles-mêmes qui se revendiquent « travailleuses du sexe ». Il s'agit de mettre en place un cadre qui fasse de la prostitution un travail comme les autres et permette aux travailleuses d'exercer dans de meilleures conditions, hors de toute forme de traite, sans pression, sans violence, de ne plus subir de discriminations dues à leur profession. On trouve la formulation de ces revendications dans la « Déclaration des Droits des travailleuses du sexe »¹. Cette position et les mouvements qui la défendent sont assez récents et interrogent les positions des organisations féministes et révolutionnaires, qui soutiennent traditionnellement des positions abolitionnistes. Ces mouvements, organisations de « travailleuses du sexe »; affirment la possibilité d'une prostitution libre. Le collectif « Les putes » ou le STRASS², revendiquent les droits permettant une reconnaissance de ce métier.

¹ <http://www.lesputes.org/declaration.htm>

² Syndicat du TRAvail Sexuel, fondé en 2009.

Leur argumentation repose sur l'idée que les prostituées ne vendent pas leur corps, mais offrent une prestation de service, en utilisant leur corps comme force de travail au même titre qu'une caissière de supermarché. Elles défendent la vente de ces services sur un modèle contractuel où le client et la travailleuse du sexe déterminent d'abord les prestations et leur tarif. Leur but est ainsi de combattre le discours moralisateur qui sacralise la sexualité et fait du sexe une partie du corps différente des autres. C'est sur ces bases qu'en 2006 a eu lieu la « pute pride ».

*L'État bourgeois est
incapable de protéger
les prostituées*

Mais il est nécessaire de distinguer les positions « réglementaristes » et « abolitionnistes » d'État ou militantes. Si parfois les arguments peuvent se confondre, les positions sont distinctes. De la même manière que la bourgeoisie peut déguiser ses intentions derrière un discours pseudo-féministe, ses différentes politiques concernant la prostitution n'ont pas en réalité pour but de protéger les prostituées. L'État est au service de la classe bourgeoise. Il y a un marché du sexe extrêmement lucratif et donc des intérêts financiers énormes qui profitent à une partie de celle-ci. En revanche, elle peut avoir intérêt à « diversifier son offre » en mettant en avant d'un côté un « travail du sexe » « respectable », rendu admissible par la protection du droit du travail, et en déculpabilisant les « clients » à grand renfort de discours sur la prétendue libération sexuelle — tout en maintenant d'un autre côté une prostitution clandestine basée en grande partie sur la traite. De façon générale, la bourgeoisie est tout à fait capable d'adopter un discours qui se revendique de la libération sexuelle et qui se veuille opposé au puritanisme. Même « à la très respectable université catholique de Louvain, actuellement, il y a un projet de recherche sur la

reconnaissance sociale du travail de prostituée qui est financé »¹.

Quelles que soient les positions officielles des États, on ne peut pas attendre de la bourgeoisie qu'elle agisse réellement dans l'intérêt des prostituées. Que les États se revendiquent abolitionnistes ou réglementaristes ne change rien au fait que la bourgeoisie ne s'opposera jamais à un marché qui représente de tels enjeux économiques. Celle-ci est toujours très douée pour donner à ses mesures une image « moderne » si cela lui permet d'accroître son taux de profit. Elle fait ainsi passer la flexibilisation du travail, l'intérim et le temps partiel comme un moyen pour les travailleurs de diversifier leur travail ou d'avoir du temps pour leurs loisirs. On peut voir par exemple comment le prétexte de la liberté sexuelle permet de légitimer la soumission de la sexualité des femmes aux hommes. Cela se traduit pas l'image donnée dans la pornographie qui se veut celle de la femme libérée alors qu'elle fait l'apologie de la domination masculine. Par ailleurs, les effets réels de la réglementation aux Pays-Bas, fer de lance de cette politique, sont très limités : « Aux Pays-Bas, peu de femmes prostituées (4%) se sont déclarées, alors que cette procédure leur ouvre toute une série de droits. L'activité criminelle n'a pas diminué. Au contraire. La ville d'Amsterdam se voit aujourd'hui contrainte de racheter, pour les fermer, les vitrines de son célèbre Quartier rouge. »² De plus, comme on peut le lire dans l'article « abolitionniste » paru dans *Tout Est à Nous* n° 3, un rapport de 2003 montre que la législation hollandaise « n'avait pas supprimé la clandestinité, la stigmatisation sociale, ni les violences ». En effet, les « travailleuses du sexe » étant soumises à des examens médicaux obligatoires, elles n'ont plus le droit d'exercer dès lors qu'on leur diagnostique une MST et retombent ainsi dans la prostitution clandestine sans aucune protection. Par ailleurs, « ce rapport indiquait

aussi que les trois quarts des prostituées voulaient suivre un programme pour quitter la prostitution ».

Intérêt et limites du mouvement réglementariste

Le discours des militant-e-s réglementaristes a le mérite de soulever des points pertinents comme la critique d'un certain moralisme emprunt d'idéologie bourgeoise et religieuse dans certains discours abolitionnistes au sujet de la sexualité. Il dénonce de façon pertinente les arguments contre la prostitution dans lesquels transparait à divers degrés une sacralisation du corps, de la sexualité qui doit toujours plus ou moins découler de sentiments entre les individus. Il montre que le sexe (surtout féminin !), contrairement au reste du corps, est ainsi présenté comme une sorte de cénacle sacré.



Manifestation de prostituées pour leurs droits à Paris en 2009

Mais il a tendance à tordre le bâton dans l'autre sens, en banalisant le « travail sexuel » au nom de la liberté. Si le réglementarisme, tel qu'il est revendiqué par les « travailleuses du sexe » ou par certaines féministes, pouvait être mis en place grâce à la lutte, serait-il plus juste ? Réglementée, dans des conditions qui protégeraient les travailleuses du sexe, la prostitution reste dans le cadre d'un rapport marchand qui se

base sur une domination de genre. La perspective seule du réglementarisme, même « militant », reste réformiste.

L'idée de « libre choix » dans un contexte capitaliste

La liberté invoquée par les militant-e-s réglementaristes est très problématique. Dans l'article présentant l'analyse de la sensibilité réglementariste du NPA, on peut lire : « Certes, une partie des prostituées sont victimes de trafics humains inacceptables ; en ce cas elles sont victimes d'esclavage. Mais ne considérer que cet aspect, c'est aussi négliger une réalité plus complexe de l'univers prostitutionnel et de la condition prostituées : celles (et ceux) pour qui c'est une stratégie de migration pour fuir un pays, une situation économique déplorable et/ou un carcan familial ; celles qui pratiquent cette activité de manière indépendante, plutôt que d'autres activités moins lucratives et plus contraignantes, ou encore celles qui ont choisi cette profession et qui l'assument pleinement... » Mais hormis ce dernier cas qui, s'il est établi, représente une infime minorité, dans quelle mesure s'agit-il de choix ? « Liberté » et « choix » font ici écho à l'idéologie néolibérale qui met sur un piédestal la liberté des individus en masquant la réalité des rapports de force. Marx avait déjà dénoncé cette prétendue liberté à partir de l'exemple du contrat de travail que capitaliste comme travailleur seraient libres de signer. Une analyse de classe montre qu'en réalité la classe capitaliste a le rapport de force pour dicter ses conditions et que les travailleurs, poussés par la nécessité et le crainte du chômage, sont obligés d'accepter. Dans les cas évoqués, la prostitution apparaît bien plus comme un recours ultime que comme un choix réel.

Par ailleurs, Richard Poulin explique comment, par le « rapt, le viol et la violence », on fabrique une « marchandise » en rendant les personnes « fonctionnelles pour cette industrie qui exige une disponibilité totale des corps. Entre 75 et 80% des prostituées ont été

¹ Nadine Plateau de l'Université des Femmes de Bruxelles, *De nouveaux défis pour le féminisme*, p. 217.

² *Le Nouvel Observateur*, 12/11/09.

abusées sexuellement dans leur enfance. »¹ Laure Fornesse explique que le Collectif féministe contre le viol dont elle est membre a fait une étude montrant le lien entre viol et prostitution à partir des permanences téléphoniques de ce Collectif. Elle explique aussi que les prostituées qui appellent ont très souvent été violées dans leur enfance et que le viol est une technique de recrutement par les proxénètes, associée à des enlèvements ou des séquestrations. « À partir de ces appels nous nous sommes posé plusieurs questions notamment : est-ce que ces appels laissent voir la revendication ou la trace d'une prostitution librement choisie ? Nous n'avons trouvé à aucun moment des revendications d'un statut du travail du sexe ou du droit de

disposer de son corps. On a surtout entendu le dégoût du corps, la dévalorisation de soi, et la haine des hommes bien souvent. »² Enfin, une fois plongées dans le système la prostitution, il est très difficile d'en sortir. La situation financière des prostituées et les dettes que beaucoup accumulent les découragent de tout autre travail qui ne leur permettrait pas de les rembourser. D'autre part, les réseaux par lesquels sont exploitées une grande majorité d'entre elles ne lâchent pas facilement leur « main-d'œuvre » et, entre autres, utilisent des techniques de destruction psychologique pour les faire renoncer à toute échappatoire.

Cependant il est en soi très positif que les prostituées ou travailleuses du sexe s'organisent, face à la situation dans laquelle elles se trouvent et notamment contre la répression qu'elles subissent. On ne peut être que d'accord avec une partie de leurs revendications que l'on retrouve dans la Déclaration des

Droits des Travailleuses du Sexe comme la lutte contre les discriminations dont elles sont l'objet, que ce soit par la police, la justice, les services sociaux ou les services de santé. Nous devons donc soutenir leur lutte et leurs revendications tout en montrant leurs limites, en développant un discours révolutionnaire qui conteste et déconstruit l'idéologie bourgeoise du libre choix.



« Manifestation de Fierté pour les Droits des Travailleu(r)ses du Sexe » (« Pute Pride ») devant le Sénat, 24 mars 2010 (Photo : 432iparis.fr)

Quelles perspectives pour les communistes révolutionnaires ?

Il est très difficile de savoir si une forme travail du sexe libre serait possible dans une société communiste. La notion de marchandisation qui actuellement est au centre de la prostitution n'aurait plus cours : par conséquent, quel sens cela pourrait-il avoir ? Le communisme doit signifier la création de rapports sociaux nouveaux, fondamentalement différents et libérés de toute oppression, notamment des oppressions de genre. Peut-on envisager la reconnaissance d'un travail du sexe socialement utile et donc reconnu au même titre que d'autre ? La question peut se poser notamment pour les personnes souffrant d'un handicap tel qu'elles ne peuvent vivre leur sexualité. (Voir ci-dessous le débat sur la

question d'un travail du sexe sous le communisme.)

Mais il ne s'agit évidemment pas de se contenter de penser cette question pour la société post-révolutionnaire, il faut aussi trouver les moyens d'intervenir de façon juste ici et maintenant. Comme dans tous les domaines nous devons réussir à articuler les revendications immédiates des opprimés avec celles du communisme. C'est

pourquoi il faut évidemment s'opposer à toute politique répressive vis-à-vis des femmes prostituées comme à la loi LSI en France. Il faut revendiquer qu'elles aient accès à l'ensemble des droits sociaux. Nous devons dénoncer l'hypocrisie d'un système où la prostitution est légale, où celles qui la pratiquent ont souvent à payer des impôts, mais où elles ne bénéficient d'aucun des droits sociaux qui reviennent aux travailleurs. Mais

nous devons montrer que l'accès à ces droits pour l'ensemble des prostituées est contradictoire avec le système prostitutionnel développé dans le cadre du capitalisme (traite, tourisme sexuel, pauvreté, mais aussi misère sexuelle et domination masculine...).

Mais il faut aussi se battre pour un véritable droit à la reconversion des prostituées. En effet, du fait de la violence particulière qui existe dans ce travail, aussi bien physique que psychique, et de la manière dont il est considéré socialement, il est très important de tout mettre en œuvre pour que celles (et ceux) qui veulent changer d'activité le puissent réellement. Cette question pose aussi celle du chômage qui est une des causes de la prostitution. Pour permettre à celles (et ceux) qui le veulent de se reconvertir, il faut poser la question de la répartition du temps de travail.

Par ailleurs la revendication de la régularisation de tous les sans-papiers est ici absolument essentielle, puisque, comme nous l'avons dit, 80% des personnes prostituées sont d'origine étrangère

¹ R. Poulin, *op. cit.*, p. 229.

² Citée dans *De Nouveaux défis pour le féminisme*, p. 200.

et la plupart du temps sans papiers. Leur régularisation est la condition pour qu'elles puissent ne plus dépendre de la pression et de l'exploitation des réseaux ou de ceux par qui elles ont pu émigrer.

Enfin, il est aussi nécessaire de lutter contre la morale puritaine qui est encore très prégnante dans le domaine de la sexualité (et qui pèse toujours plus lourdement sur les femmes). Il faut mettre en avant

l'importance d'une véritable éducation sexuelle qui ne repose pas sur un schéma hétérosexiste assimilant sexualité et reproduction, mais qui tienne compte de la pluralité des sexualités. Il est aussi indispensable de se battre pour une meilleure médecine scolaire.

La lutte contre la prostitution doit être comprise dans la lutte globale contre l'oppression des femmes. Il est essentiel de montrer

que seule une société libérée de tout rapport marchand, une société dirigée par et pour les travailleurs, pourra mettre un terme à l'exploitation sexuelle des êtres humains, principalement des femmes. Pour les communistes révolutionnaires, la mondialisation de cette exploitation montre encore la nécessité de l'internationalisme.

□ Anne Brassac

Tribunes libres contradictoires

Un « travail du sexe » est-il envisageable sous le communisme ?

Position A

Un « travail du sexe » pourrait être reconnu comme socialement utile

Comme cela est souligné dans l'article précédent, trancher cette question alors que les rapports entre les individus seront profondément transformés sous le communisme n'a rien d'évident. Le communisme doit signifier la fin de tout rapport marchand, de toute exploitation de classe et de toute oppression de genre. Or ce sont actuellement des caractéristiques fondamentales de la prostitution. Par opposition, un « travail du sexe » débarrassé de ces éléments peut-il être envisageable ? Et, si c'est le cas, pourrait-il être considéré comme « socialement utile », c'est-à-dire faire l'objet d'une reconnaissance sociale dans le cadre de la répartition et de la planification du travail social ?

Si l'on part du principe qu'un phénomène tel que la misère sexuelle disparaîtra de lui-même sous le communisme, alors la question n'a pas vraiment lieu de se poser. Quelle utilité d'un travail du sexe si toutes et tous ont une sexualité parfaitement épanouie ? Mais si le communisme doit effectivement entraîner une véritable liberté sexuelle débarrassée de tout résidu de morale bourgeoisie, notamment de la double morale qui pèse sur les femmes¹, il est illusoire de croire

que toutes et tous, tout au long de leur vie, connaîtront un tel épanouissement.

Pour comprendre cela, nous pouvons prendre l'exemple de personnes victimes de handicap qui ne peuvent avoir de sexualité, y compris dans certains cas de sexualité « solitaire ». Ces situations représentent des véritables drames pour celles et ceux qui la subissent. Or, s'il est admis qu'il faut aider ces personnes à vivre, à se déplacer, à se laver, s'il est admis que toutes ces activités devront faire l'objet d'une solidarité collective, en revanche, l'idée qu'il pourrait y avoir des personnes qui leur permettraient d'avoir une sexualité, et que cela soit reconnu socialement, continue de choquer. Si l'on estime que des personnes ont besoin d'un soutien psychologique, il leur serait accordé. Si d'un point de vue médical on estime que des soins de kinésithérapie sont nécessaires, ils leur seraient accordés. Dans les deux cas, on admet que ces services seraient reconnus socialement et entreraient en compte dans l'activité que ceux qui les pratiquent ont à fournir à la société. Mais si des personnes étaient prêtes à aider certaines et certains à avoir une

sexualité, pourquoi cela devrait-il relever du domaine privé ?

On trouve derrière cette opposition l'idée selon laquelle le sexe serait une partie différente du reste du corps, comme sacrée, et la sexualité une activité qui impliquerait les individus de manière fondamentalement différente que d'autres qui sont aussi physiques et où les corps sont aussi en relation, comme pour les massages ou le fait de laver des personnes qui ne peuvent le faire seules (handicapés, personnes âgées). Mais si l'on comprend que cette séparation du sexe du reste du corps n'est en fait que le vestige qui résiste encore à la déconstruction d'une morale puritaine², alors imaginer un « travail du sexe » socialement utile devient possible. Or, si l'on admet que ce soit le cas pour les personnes handicapées, il n'y a pas de raison pour que l'on ne

¹ Sur la question de la « double morale » qui pèse sur les femmes est encore très intéressant de lire le texte d'Alexandra

Kollontai recueillis dans *Marxisme et révolution sexuelle*, MF/Petite collection Maspero, 1979.

² C'est bien cette idée que l'on retrouve sous les habits de l'argumentation « anticapitaliste » développée dans le texte de la position B : en vitupérant « l'autonomisation de la sexualité » (dont le capitalisme moderne serait la source et la « gauche post-moderne » le héraut !), et en lui opposant comme seule authentique et « épanouissante » la sexualité liée aux « sentiments » (quoique sans nous dire ce qu'il entend par là...), il fait preuve d'une naïveté certes touchante... mais qui finit surtout par toucher une vision bien normative !

puisse pas étendre le raisonnement et l'envisager pour des personnes souffrant de misère sexuelle, passagère ou non...

Cela signifierait-il que l'on doit alors exiger de toutes et de tous, dans le cadre du travail social planifié collectivement, qu'elles et ils fassent x d'heures de travail sexuel, de même que l'on exigerait de chacun qu'il sorte les poubelles x fois par semaine, qu'il travaille à l'usine x heures par mois ? Dire cela reviendrait à avoir une vision réductrice du travail et des besoins sociaux sous le communisme — et ce n'est évidemment pas telle ou telle citation de Marx et Engels, toujours très laconiques sur la question, qui peut suffire à trancher la question ! Si, après avoir défini collectivement les besoins sociaux, un certain nombre de tâches

nécessaires, mais pas forcément intéressantes, doivent être réparties entre tous les travailleuses et travailleurs, on peut aussi envisager que certaines activités, dépendant de la compétence, de la formation ou des goûts des individus, soient socialement reconnues sans que pour autant quiconque puisse être forcé à telle ou telle en particulier. En d'autres termes, s'il est évident qu'un certain nombre de tâches comparables (production, ménage...) seront obligatoires pour tous, constituant une sorte de socle commun, on peut concevoir qu'il y ait aussi un volet de tâches optionnelles, différenciées selon les compétences et les goûts, mais décomptées dans le temps de travail social dû par chaque individu à la société. Par exemple, après avoir travaillé à l'usine et sorti les

poubelles comme tout le monde, tel individu préférera enseigner les mathématiques alors que tel autre se produira en concert et qu'un troisième contribuera à de nouvelles inventions technologiques, sans qu'on puisse nier l'utilité sociale de telles activités...

Or, on peut envisager que des personnes, soit qu'elles prennent un véritable plaisir à pratiquer cette activité, soit par altruisme, choisissent le « travail du sexe » parmi leurs activités sociales optionnelles. Un « travail du sexe » pourrait donc bien être reconnu comme socialement utile au même titre que d'autres activités... si la collectivité le décide !

□ A. B.

Position B

La sexualité n'est pas un travail, mais une activité libre, insérée dans des rapports riches et complexes, entre êtres humains consentants !

« À la vérité le règne de la liberté commence seulement à partir du moment où cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures ; il se situe donc, par sa nature même, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite. Tout comme l'homme primitif, l'homme civilisé est forcé de se mesurer avec la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie ; cette contrainte existe pour l'homme dans toutes les formes de la société et sous tous les types de modes de production. Avec son développement, cet empire de la nécessité naturelle s'élargit parce que les besoins se multiplient ; mais, en même temps, se développe le processus productif pour les satisfaire. Dans ce domaine, la liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés — l'homme socialisé — règlent de manière rationnelle leurs échanges avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le

moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes et les plus conformes à leur nature humaine. Mais l'empire de la nécessité n'en subsiste pas moins. C'est au-delà que commence l'épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté qui, cependant, ne peut fleurir qu'en se fondant sur ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération. »

C'est par ce passage important que Engels conclut le livre III du *Capital* à partir des manuscrits de Marx. Même sous le communisme, on doit distinguer deux sphères :

– la sphère de la production sociale où les hommes travaillent pour satisfaire les besoins sociaux jugés nécessaires par la communauté humaine. Même s'il ne s'agit plus d'un travail salarié, il s'agit toujours d'un travail que les hommes sont tenus de faire pour assurer la reproduction de la vie

– la sphère de l'activité libre où les hommes s'épanouissent dans des activités qu'ils choisissent en dehors de toute obligation prévue

par le plan choisi par la communauté

Le système capitaliste tend à s'affranchir de la vieille morale bourgeoise et à autonomiser la sexualité, c'est-à-dire à faire des relations sexuelles « une combinaison de sexes sans individus singuliers, une virtualisation de la sexualité dans un automatisme morbide »¹. Il tend à déconnecter la sexualité des sentiments entre les personnes, pour en faire une activité séparée, formatée, et donc marchandisable puisqu'elle n'est plus une composante d'une relation profonde entre êtres humains. Cette conception de la sexualité, loin d'être émancipatrice, exprime l'utopie capitaliste d'êtres particules, désincarnés et sans déterminations, rendus étrangers les uns par rapport aux autres.

L'alternative ne se situe pas entre une sexualité réprimée par la vieille morale bourgeoise, et une sexualité autonomisée. Elles

¹ Jacques Guigou, « À propos du n° 1 du journal *Branlette* (déc. 2008) », <http://www.harmattan.fr/minisites/index.asp?no=21&rubId=394#branlette>

constituent les deux facettes, en tension, de la sexualité promue par le système capitaliste. Les visions de la « droite » réactionnaire et de la « gauche » post-moderne ne sont que les deux « extrêmes » d'un spectre de représentations qui enferment les hommes et leur sexualité dans un carcan où l'épanouissement de la puissance humaine est impossible.

Sous le communisme, concevoir les rapports sexuels comme un besoin séparé à satisfaire par la collectivité, c'est reproduire les représentations de l'idéologie consumériste dominante. Certes, il y aura toujours des besoins à identifier et à satisfaire par la planification (alimentation, instruction, santé, etc.), mais la plupart du temps sera consacrée à la libre activité où chacun pourra nouer des relations qui contiendront leurs propres finalités. La société communiste ne sera pas une société où « le plan » garantira à chacun son quota de « sexe », d'« amour », d'« amitié », car le véritable règne de la liberté ne peut se concevoir qu'en dehors du champ de la planification. La transformation de la sphère de la production sociale, sa maîtrise par l'auto-organisation et la planification, est une condition nécessaire de la constitution d'une sphère de la liberté permettant l'émancipation intégrale des hommes (et notamment une sexualité épanouie). Mais le plan n'a pas réponse à tout, et la sphère de la production sociale ne constitue pas la sphère de la véritable liberté, et vouloir enfermer toutes les activités dans son champ, c'est les concevoir d'une façon étriquée, sans comprendre la dialectique (et non l'identité) entre les deux sphères.

À partir de l'exemple des handicapés et des frustrés sexuels, le texte de la position A considère que la sexualité fait partie des besoins dont la collectivité doit planifier la satisfaction pour tous. De deux choses l'une :

– Soit la sexualité est réduite à une prestation constituée d'un ensemble d'actes mécaniques déconnectés de toute relation humaine véritable, et nous avons vu à quel point cette conception du

besoin est étrangère à notre perspective communiste. Vouloir imposer des relations sexuelles non désirées, c'est non seulement imposer une violence à celui qui effectue le « travail »¹, mais cela ne peut également pas satisfaire pleinement le handicapé, sauf à nier sa possibilité de nouer des relations humaines comprenant éventuellement des rapports sexuels. En outre, on notera que comme aujourd'hui, ce serait principalement les femmes qui effectueraient un tel « travail » : en effet, les hommes qui n'arrivent pas à se stimuler suffisamment ne peuvent pas avoir des relations sexuelles, contrairement aux femmes.

– Soit la sexualité n'est pas isolée des rapports humains, et dans ce cas, elle ne peut donc rentrer dans une quelconque planification. Il est certain que les personnes qui s'occupent des handicapés (pour des tâches bien précises : les aider à se nourrir, à se laver, etc.) nouent des liens avec ces personnes. Mais leur travail consiste en l'exécution d'un certain nombre de tâches, et il serait insensé qu'une autorité sociale leur prescrive un type de relation et de sentiments à avoir dans le cadre de l'exécution de ces tâches. Ce serait là aussi prolonger l'utopie totalitaire du capital qui consiste à imposer qu'une personne mobilise la totalité de son être dans l'exercice de son travail. Il est bien sûr possible que les relations entre les personnes (par définition singulières et incommensurables) débordent le cadre du travail, mais cela relève de l'activité libre.

¹ Ce n'est pas verser dans la « sacralisation » du sexe que de reconnaître cette violence, y compris dans une société débarrassée des rapports d'exploitation. Bien sûr, si on considère que l'acte sexuel est un acte séparé de même nature que « sortir ses poubelles », on peut difficilement le comprendre. Mais de fait, nous pensons que c'est une réduction inacceptable de le concevoir de cette façon-là. Le réduire à une simple prestation dans le cadre d'un hypothétique « travail sexuel » ne peut qu'engendrer une souffrance psychique d'autant plus grande que les « travailleurs du sexe » (certes occasionnels puisque ce travail sera réparti) auront dans la sphère de l'activité libre une sexualité épanouie qui ne ressemblera en rien à cet ersatz de sexualité.

Dans tous les cas, il nous semble donc aberrant d'envisager la continuité d'un « travail du sexe » dans la société communiste. La position A n'en assume d'ailleurs pas toutes les conséquences et rend confus la distinction (pourtant très claire chez Marx) entre travail et activité libre. La position A envisage en effet un « travail du sexe » sous le communisme, tout en indiquant qu'il sera « optionnel ». Bien sûr, il sera, comme presque tous les travaux, « optionnel » dans le sens où nul ne sera tenu de faire l'ensemble des travaux possibles prévus par le plan ! Mais les besoins qui relèvent de la sphère de la production sociale ne seront pas satisfaits de façon optionnelle ou facultative : chacun sera tenu de faire des travaux (pas toujours les mêmes car la division du travail capitaliste sera abolie) pour que le plan décidé collectivement soit respecté. Les travaux les plus ingrats se feront donc sur la base d'un « volontariat » très relatif, puisque chacun sera tenu de consacrer un certain temps – le plus limité possible – à ces tâches-là. La position A devrait donc assumer clairement sa position au lieu de tourner autour du pot : faire du sexe un « travail » signifie que la société pourra imposer cette « tâche » à des individus qui ne souhaitent pas avoir ce type de rapports sexuels en dehors du cadre du travail.

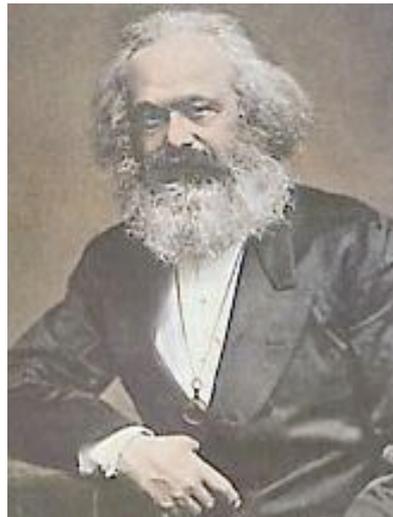
La défense des travailleuses du sexe passe aujourd'hui par la défense de leurs droits en tant que travailleuses, mais aussi et surtout pour leur droit à la reconversion, qui nécessite, pour être pleinement effectif, la destruction du système capitaliste par le gouvernement des travailleurs auto-organisés. Un tel gouvernement ne saurait se donner pour objectif d'humaniser et de planifier un « travail du sexe », mais de le supprimer. Sous le communisme, la sexualité ne sera ni une sexualité réprimée par le poids de la morale bourgeoise, ni une sexualité autonomisée et mécanisée, mais une activité libre encadrée dans des relations humaines choisies qui aura pour unique finalité l'épanouissement des êtres humains.

Coopératives ouvrières et conquête du pouvoir politique selon l'Adresse de la Première Internationale, écrite par Marx

La dernière période a vu réapparaître une tendance à la gestion d'entreprises par les travailleurs eux-mêmes, sous la forme d'un début de contrôle ouvrier à Philips EGP Dreux. Cela concentre des problèmes politiques si fondamentaux que Marx avait jugé nécessaire de leur consacrer le cœur de l'Adresse inaugurale de la Première Internationale Ouvrière ou Association Internationale des Travailleurs (A.I.T), fondée le 28 septembre 1864 à Londres. Il est important de relire cette pages (extraite de l'Adresse) pour s'en servir afin élaborer aujourd'hui une politique révolutionnaire face à ce phénomène.

(...) Il était réservé à l'économie politique du travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique de la propriété. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques «bras» [travailleurs, dans le langage des capitalistes, Ndlr] entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire pour le succès de la production que l'instrument de travail fût monopolisé et servît d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même; elles ont montré que comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain, dans la joie et le bon vouloir. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du

système coopératif; les entreprises des ouvriers, tentées sur le continent, ne furent en fait que la réalisation pratique des théories non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.



Karl Marx

En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs bien intentionnés, des hâbleurs-philanthropes bourgeois et même des économistes pointus à accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclorre, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste. Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit

atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible. Qu'on se rappelle avec quel dédain lord Palmerston rembarra les défenseurs du bill sur les droits des tenanciers irlandais présenté pendant la dernière session. «*La Chambre des Communes, s'écria-t-il, est une chambre de propriétaires fonciers!*»

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale.

Une autre conviction encore a inspiré ce meeting. Si l'émancipation des classes travailleuses requiert leur union et

leur concours fraternels, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission si une politique étrangère, qui poursuit des desseins criminels, met en jeu les préjugés nationaux et fait couler dans des guerres de piraterie le sang et dilapide le bien du peuple? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien la résistance héroïque de la classe ouvrière à leur criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage outre Atlantique. L'approbation sans pudeur, la

sympathie dérisoire ou l'indifférence stupide avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-fortresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiétements immenses et sans entrave de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la

combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune et revendiquer les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus, comme lois suprêmes dans le commerce des nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

***Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !***



Couverture de la première édition du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels (1848)

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (60 pages)

➤ **Éditorial**

- Crise du capitalisme, résistances immédiates, nécessité du parti révolutionnaire (p. 2)

➤ **Lutte des classes en France**

- Contre-réforme des retraites : tous ensemble, engageons l'affrontement central avec patronat et gouvernement (p. 3)
- Sur l'appel ATTAC/Fondation Copernic (p. 8)
- La Sécurité sociale gère notre « salaire socialisé », non un « salaire différé » (courriel d'une lectrice) (p. 9)
- Philips Dreux : Lutte exemplaire contre les licenciements et trahison honteuse (p. 9)
- Goodyear Amiens Nord : La lutte déterminée contre les licenciements met en cause le pouvoir patronal (p. 12)
- Grève de 10 jours des travailleurs de PPG à Moreuil (Somme) (p. 14)
- Lutte dans l'Éducation nationale : premier bilan d'une tentative avortée pour lancer un mouvement national (p. 16)
- Grève reconductible au Lycée Professionnel Bouvet de Romans (Drôme). Entretien avec deux militants CGT (p. 20)

➤ **Syndicalisme de classe**

- Congrès national de la FSU : La direction, avec le soutien de la majorité de la tendance École émancipée, fait un pas de plus vers le « syndicalisme rassemblé » à la sauce Thibault (p. 21)
- Congrès de la FSU Finistère (29) : La direction fait passer sa ligne, mais non sans résistance (p. 25)

➤ **Pour l'orientation du NPA**

- CPN des 27-28 mars : Après l'échec électoral, la direction du NPA persiste dans la confusion politique et la dérive droite... Pour avancer vers un NPA révolutionnaire, il faut lancer une grande tendance révolutionnaire (p. 27)

➤ **Économie**

- Zone euro : la stagnation économique se confirme (p. 31)

➤ **Internationalisme**

- Situation explosive en Grèce : les travailleurs parviendront-ils à vaincre ? (p. 33)
- Élections régionales en Italie : victoire de la droite sur fond d'abstention record (p. 41)
- British Airways : Une lutte centrale à quelques semaines des élections en Grande-Bretagne (p. 41)
- Élections législatives en Irak : expression de la « normalisation du pays » ? (p. 44)
- Tremblement de terre au Chili : le gouvernement a calmé la situation... mais pour combien de temps ? (p. 45)
- Palestine : la colonisation sioniste se poursuit avec la complicité des impérialistes, dont la France (p. 47)

➤ **Leur société**

- Problème de la prostitution : quelle analyse et quel programme communistes révolutionnaires ? (p. 50)
- Tribunes libres contradictoires : un « travail du sexe » est-il envisageable sous le communisme ? (p. 55)

➤ **Pour la formation théorique**

- Coopératives ouvrières et conquête du pouvoir politique selon l'Adresse de la Première Internationale (p. 58)

Qui sommes-nous ?

La *Tendance CLAIRE du NPA* (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale et par les textes du Projet de Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. — N° ISSN : 2101-6135.
Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Danièle Cobet, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63